



RAPPORT ANNUEL

DE LA

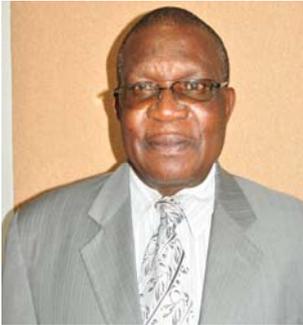
DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE

DU BURUNDI

EXERCICE 2012

CONSEIL GENERAL

EXERCICE 2012



WAGARA Melchior
Premier Vice Gouverneur



CIZA Jean
Gouverneur



KANYANA A. Laurentine
Deuxième Vice Gouverneur



RUGERINYANGE Eloi



NZOPFABARUSHE Melchiade



NGENDAKUMANA Jacques



DODIKO Gloriose



NIMBONA Léon



Excellence Monsieur le Président de la République,

Le rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, la quarante-neuvième édition, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Après un bref aperçu sur l'environnement économique international, le rapport développe l'évolution économique et financière du pays ainsi que les activités et les comptes de la Banque.

L'économie mondiale continue de pâtir des effets de la crise financière de 2008. En effet, après avoir atteint 5,2 p.c. en 2010, la croissance économique s'est de nouveau ralentie en 2012, revenant de 4,0 à 3,2 p.c. Cette décélération est liée essentiellement à l'amplification de la crise de la dette dans la Zone Euro et à l'essoufflement des économies des grands pays émergents.

Dans les pays avancés, la reprise économique enregistrée aux Etats-Unis et au Japon a été contrariée par la récession dans la Zone Euro.

La Zone Euro a été marquée par une récession (-0,6 contre 1,4 p.c.) suite aux tensions financières qui se sont accentuées, surtout dans les pays périphériques de la zone, affectant ainsi d'autres pays, du fait des liens commerciaux et financiers.

Aux Etats-Unis, la croissance a été modeste (2,2 contre 1,8 p.c.) et accompagnée d'une faible création d'emplois. Cette faible reprise est due au contexte économique mondial qui a annihilé les effets de la stabilisation du marché immobilier et de la hausse du crédit.

Au Japon, la croissance a repris (2,0 contre -0,6 p.c.) sous l'effet des travaux de reconstruction entrepris après les catastrophes naturelles de mars 2011 et de la reprise de l'activité manufacturière.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique s'est ralentie (5,1 contre 6,4 p.c.) en raison de l'incertitude persistante sur la croissance dans les pays avancés et de l'affaiblissement de la demande intérieure dans ces pays.

La croissance s'est globalement affaiblie dans les pays émergents et en développement d'Asie (6,6 contre 8,1 p.c.). L'activité économique s'est ralentie en Chine (7,8 contre 9,3 p.c.) suite au resserrement du crédit au secteur privé et au fléchissement de la demande extérieure. En Inde, la croissance économique s'est décélérée (4,0 contre 7,7 p.c.) en raison de la baisse des exportations et des investissements.

Dans les pays émergents de l'Europe centrale et orientale, la croissance économique (1,6 contre 5,2 p.c.) a pâti du recul des exportations et de la demande intérieure.

En Amérique latine, l'activité économique s'est ralentie (3,0 contre 4,6 p.c.) suite à la baisse de la demande extérieure des produits de base et aux effets du resserrement des politiques économiques adoptées pour juguler l'inflation.

Dans la Communauté des Etats Indépendants, la croissance a fléchi (3,4 contre 4,8 p.c.) sous l'effet de la baisse des prix des produits de base et de la détérioration de l'environnement économique en Europe.

Au Moyen Orient et en Afrique du Nord, l'activité économique s'est globalement accélérée (4,7 contre 3,9 p.c.) suite à la hausse des cours du pétrole, contrastant le rythme de croissance entre les pays exportateurs (6,6 contre 3,9 p.c.) et importateurs de pétrole (1,2 contre 1,4 p.c.).

En Afrique subsaharienne, la croissance est demeurée élevée (4,8 contre 5,3 p.c.) en raison du dynamisme de l'investissement, des prix favorables des matières premières et de la gestion macroéconomique prudente. Cette croissance a été particulièrement vigoureuse dans les pays exportateurs de pétrole (6,4 contre 6,1 p.c.). Par contre, les pays à revenu intermédiaire ont connu une décélération de la croissance (3,3 contre 4,7 p.c.) suite aux effets de la crise financière dans la Zone Euro.

Le commerce mondial s'est ralenti (2,8 contre 5,9 p.c.) en raison de la faiblesse de l'activité économique mondiale. En effet, la crise qui a touché l'économie mondiale, particulièrement la Zone Euro, a poussé les Etats et les ménages à réduire les dépenses d'investissements et de consommation.

L'inflation mondiale a reculé sous l'effet de la contraction de la demande, revenant de 2,7 à 1,9 p.c. dans les pays avancés et de 7,2 à 6,1 p.c. dans les pays en développement.

Les marchés financiers sont restés globalement vulnérables et soumis à de fortes tensions malgré quelques évolutions favorables observées en 2012 dans certains pays. Les prêts bancaires ont stagné en Europe sous l'effet notamment du durcissement des normes d'octroi des crédits. De même, des craintes alimentées par la crise de la dette ont entraîné une fuite de capitaux vers les régions plus sûres.

La dégradation de la situation budgétaire de certains pays a entraîné une forte hausse de l'endettement. Le ratio de l'endettement brut par rapport au PIB est passé de 102,9 à 107,2 aux Etats-Unis et de 88,1 à 93,6 dans la Zone Euro.

A travers le monde, les transferts de fonds sont passés de 351 en 2011 à 534 milliards USD en 2012 dont 406 milliards vers les pays en voie de développement, soit 76,0 p.c. de l'ensemble des transferts effectués au cours de l'exercice.

*

*

*

L'économie burundaise a maintenu le taux de croissance à 4,2 p.c. enregistré l'année précédente. En effet les bonnes performances des secteurs primaire (5,2 contre 0,8 p.c.) et secondaire (8,0 contre 7,1 p.c.), ont été contrebalancés par la décélération du taux de croissance du secteur tertiaire (3,0 contre 4,2 p.c.).

La croissance du secteur primaire a bénéficié du bon rendement de l'agriculture vivrière (2,5 contre 0,0 p.c.) et surtout de l'agriculture d'exportation (47,0 contre 25,9 p.c.), principalement de la bonne production de café.

Les bons résultats du secteur secondaire sont soutenus par la hausse de la production industrielle (9,5 contre 7,4 p.c.) qui l'a emporté sur la baisse observée dans les autres branches du secteur.

En effet, l'indice moyen pondéré de la production industrielle est de 125,6 contre 120,1 une année plus tôt, soit un accroissement de 4,6 p.c. L'industrie a progressé sous l'effet de la hausse de la production des industries alimentaires et chimiques.

La croissance du secteur tertiaire s'est ralentie (3,0 contre 4,2 p.c.) essentiellement sous l'effet du fléchissement de l'activité dans les branches de transport et communication (5,1 contre 6,0 p.c.), hébergement, restaurants et autres services marchands (7,0 contre 12,4 p.c.). Cependant, le rythme de croissance s'est raffermi dans les branches des banques et assurances (5,3 contre 5,0 p.c.), de l'administration publique (3,2 contre 1,4 p.c.) et des activités à caractère collectif ou personnel (4,0 contre 3,5 p.c.).

Mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura, le pouvoir d'achat s'est fortement détérioré. En effet, Le taux d'inflation s'est accru de 9,6 à 18,2 d'une année à l'autre, suite au renchérissement

des produits alimentaires (14,1 contre 9,6 p.c.) et non alimentaires (23,3 contre 9,6 p.c.).

Les finances publiques ont été caractérisées par un déficit plus lourd que celui de l'année précédente (-121.507,4 contre -90.073,0 MBIF) en raison de l'augmentation des dépenses (7,5 p.c.) qui a été plus prononcée que celle des ressources (3,9 p.c.). Aussi, ramené au PIB, le déficit budgétaire s'est-il aggravé, passant de 3,2 à 3,4 p.c..

L'encours de la dette publique (1.211.714,9 contre 998.563,6 MBIF) s'est accru de 213.151,3 MBIF, soit 21,3 p.c. Cette progression a concerné aussi bien la dette extérieure (122.600,4 MBIF, soit 25,3 p.c.) qu'intérieure (90.551,0 MBIF, soit 17,6 p.c.).

L'accroissement de la dette extérieure a résulté des tirages sur les emprunts extérieurs (63.843,9 MBIF) et des plus-values de réévaluation (66.280,9 MBIF) liées à la dépréciation de la monnaie nationale. Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est détérioré, passant de 2,4 à 3,4 p.c.

De son côté, l'augmentation de la dette intérieure a résulté de l'accroissement des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (88.006,1 MBIF) et le secteur non financier (36.783,6 MBIF) qui a dépassé le désendettement de l'Etat vis-à-vis des banques commerciales (-34.238,7 MBIF).

Dans le domaine monétaire, la Banque a continué à mener une politique monétaire prudente visant à atteindre l'objectif de stabilité des prix.

Les actions entreprises étaient centrées sur le contrôle de la base monétaire à travers le suivi des critères quantitatifs d'avoirs extérieurs et intérieurs nets définis dans le programme économique et financier conclu avec le FMI dans le cadre de la deuxième Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Pour atteindre ces objectifs quantitatifs, la Banque a continué à utiliser les instruments indirects de régulation de la liquidité en l'occurrence les appels d'offres de liquidité, les réserves obligatoires et la facilité de prêt marginal.

Le rythme de croissance de la masse monétaire (M2) s'est accéléré par rapport à l'année précédente (10,5 contre 5,6 p.c.). Cette progression a concerné les disponibilités monétaires (10,9 contre 0,3 p.c.), la quasi-monnaie s'étant accrue à un rythme moins rapide qu'une année auparavant (9,5 contre 22,2 p.c.).

Les emplois du système bancaire ont connu une croissance moins rapide que celui de l'exercice précédent (5,4 contre 13,1 p.c.) en liaison avec l'augmentation du crédit intérieur (9,7 contre 26,8 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant baissé (-55,3 contre -55,0 p.c.).

La création additionnelle de la monnaie a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 15,7 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive de 5,2 points.

La liquidité globale de l'économie s'est accrue à un rythme moins rapide que celui de l'année précédente (9,5 contre 17,3 p.c.). Aussi, le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB et de la dépense intérieure brute s'est-il décéléré d'une fin d'année à l'autre, revenant de 24,3 à 21,7 p.c. et de 19,7 à 16,9 p.c. respectivement ; la croissance de la liquidité de l'économie (9,5 p.c.) étant moins prononcée que celle du PIB nominal (22,6 p.c.).

Au niveau du secteur extérieur, la balance des paiements de 2012 a été marquée par un déficit du compte courant (-367.961,0 contre -357.619,3 MBIF) et un solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières (362.978,6 contre 348.227,1 MBIF) plus importants que ceux de l'année précédente. Cette évolution s'explique par la nette dégradation du solde déficitaire des biens et services (-1.012.063,2 contre -689.991,5 MBIF) partiellement contrebalancée par la progression des apports extérieurs nets au titre des transferts courants (644.102,2 contre 332.372,2 MBIF) et par un important excédent du compte de capital (221.681,7 contre 121.656,1 MBIF).

*

*

*

En dépit des risques et des facteurs de croissance difficiles à maîtriser, les perspectives de l'économie burundaise montrent des signes de croissance pour l'année 2013.

En effet, l'accroissement du budget alloué au secteur agricole, les projets d'infrastructures et l'amélioration du climat des affaires sont autant des facteurs qui sous-tendent les perspectives de bonnes performances de l'économie nationale. La croissance économique de 2013 pourrait s'établir à 4,5 contre 4,2 p.c.

Le secteur primaire qui bénéficie des financements importants pourra impulser une croissance économique soutenue.

L'activité niveau des secteurs secondaire et tertiaire, dépendra de la réalisation des programmes visant le développement des infrastructures économiques, la résorption du déficit énergétique, la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, la promotion des secteurs porteurs de croissance, l'amélioration du commerce et la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

En matière de politique monétaire, la Banque continuera à mener une politique monétaire prudente en vue de faire face aux pressions inflationnistes.

La Banque entend poursuivre la mise en œuvre d'une politique de taux de change flexible et prendra des mesures pour redynamiser le marché interbancaire de devises pour assurer une meilleure gestion des réserves de change.

Concernant les finances publiques, les efforts devront être orientés vers l'amélioration de la collecte fiscale et la maîtrise des dépenses en accordant la priorité aux dépenses d'investissement.

En ce qui la concerne, la Banque de la République du Burundi ne ménagera aucun effort, dans les domaines de sa compétence, pour contribuer à la recherche et à la mise en œuvre de solutions adaptées pour la réussite des programmes de développement économique.

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'assurance de ma plus haute considération.

Jean CIZA



GOUVERNEUR

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.....	V
I.ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	1
I.1. VUE D'ENSEMBLE	1
I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES	1
I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	2
I.4. LES ECHANGES MONDIAUX	3
I.5. L'INFLATION MONDIALE.....	3
I.6. LES MARCHES FINANCIERS	3
I.7. LES MARCHES DES CHANGES	3
I.8. L'ENDETTEMENT PUBLIC	4
I.9. LES TRANSFERTS DES FONDS DES TRAVAILLEURS	4
I.10. LA COOPERATION INTERNATIONALE	4
II.EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	6
II.1. PRODUCTION ET PRIX	6
II.1.1. PRODUCTION.....	6
II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	18
II.2. FINANCES PUBLIQUES	20
II.2.1. RECETTES ET DONNS.....	21
II.2.1.1. RECETTES.....	22
II.2.1.1.1. RECETTES FISCALES.....	22
II.2.1.1.2. RECETTES NON FISCALES	22
II.2.1.1.3. RECETTES EXCEPTIONNELLES.....	23
II.2.1.2. DONNS.....	23
II.2.2. DEPENSES.....	23
II.2.3. 1. FINANCEMENT INTERIEUR NET.....	24
II.2.3. 2. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	24
II.2.4. DETTE PUBLIQUE.....	24
II.2.4. 1. EVOLUTION GENERALE	24
II.2.4. 2. DETTE INTERIEURE	25
II.2.4. 2. DETTE EXTERIEURE	25
II.2.4. 3. SERVICE DE LA DETTE	28
II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....	30

II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE.....	30
II.3.1.1. RESSOURCES	31
II.3.1.1.1. MASSE MONÉTAIRE.....	31
A. MONNAIE	31
II.3.1.2. EMPLOIS	33
II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE.....	34
II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE.....	35
II.3.4. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE	36
II.3.4.1. EVOLUTION GÉNÉRALE.....	36
II.3.4.2. CATÉGORIES DE CRÉDITS	37
II.3.4.2.1. CRÉDITS À COURT TERME	37
II.3.4.2.2. CRÉDITS À MOYEN TERME.....	37
II.3.4.2.3. CRÉDITS À LONG TERME.....	37
II.3.4.3. CRÉDITS PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ	37
II.4. BALANCE DES PAIEMENTS.....	40
II.4.1. OPÉRATIONS COURANTES.....	40
II.4.1.1. BIENS	41
II.4.2. SERVICES	44
II.4.2.1. EXPORTATION	44
II.4.2.2. IMPORTATIONS.....	45
II.4.2.3. TRANSFERTS.....	46
II.4.2. OPÉRATIONS EN CAPITAL	46
II.4.2.1. COMPTE DE CAPITAL	46
II.4.2.2. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	47
DEUXIEME PARTIE	48
ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.....	48
III. ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS DE LA BANQUE	49
III.1. POLITIQUE MONETAIRE.	49
III.1.1. LES APPELS D'OFFRES DE LIQUIDITÉ	49
III.1.2. LES FACILITÉS DE PRÊT MARGINAL	50
III.1.3. RÉSERVES OBLIGATOIRES	50
III.1.4. OPÉRATIONS DE PENSIONS LIVRÉES.....	50
III.2. LES TAUX D'INTERETS.....	51
III.3. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHÉ DE CHANGE.....	51

III.3.1. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE	51
III.3.2. MARCHÉ DE CHANGE	53
III.4. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT	54
III.4.1. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	54
III.4.2. GESTION DES SYSTÈMES DE PAIEMENT	54
III.5. SURVEILLANCE DU SECTEUR BANCAIRE ET DE LA MICROFINANCE.....	55
III.5.1. SECTEUR BANCAIRE.....	55
III.5.1.1. RÉGLEMENTATION ET CONTRÔLE.....	55
III.5.1.2. ACTIVITÉS DU SECTEUR BANCAIRE	55
III.5.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE ET BUREAUX DE CHANGE	56
III.5.2.1. SUPERVISION DE LA MICROFINANCE	56
III.5.2.2. SUPERVISION DES BUREAUX DE CHANGE.....	56
III.5.3. PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE	56
III.6. RECHERCHE, ELABORATION ET DIFFUSION DES STATISTIQUES	57
III.7. PROJETS EN COURS DE REALISATION	58
III.8. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE	60
III.8.1. COOPÉRATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE L'EAC	60
III.8.2. CONVERGENCE MACROÉCONOMIQUE	60
III.8.3. INTÉGRATION AU NIVEAU DU COMESA	61
III.8.4. ACTIVITÉS AU NIVEAU D'ABCA.....	61
III. AUTRES ACTIVITÉS	62
IV. GOUVERNANCE ET COMPTE DE LA BANQUE	62
IV.1. GOUVERNANCE	62
IV.1.1. ADMINISTRATION	62
IV.1.1.1. LE CONSEIL GÉNÉRAL	62
IV.1.1.2. LE COMITÉ DE DIRECTION	64
IV.1.1.3. LES ORGANES DE CONTRÔLE.....	64
IV.1.2. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	65
IV.1.2.1. EFFECTIF.....	65
IV.1.2.2. POLITIQUE SOCIALE.....	65
IV.1.2.3. FORMATION	66
IV.2. COMPTES DE LA BANQUE.....	66
IV.2.1. BILAN	66
IV.2.1.1. ACTIF	66

Table des matières

IV.2.1.2. PASSIF.....	67
IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT	70

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: Automated Clearing House
AFD	: Agence Française de Développement
AFRITAC	: Africa Regional Technical Assistance Centers
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
BAD	: Banque Africaine de Développement
BBS	: Burundi Backbone System
BEI	: Budget Extraordinaire d'Investissement
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BIRD	: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BRB	: Banque de la République du Burundi
CCP	: Comptes des Chèques Postaux
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CIF	: Cost, Insurance and Freight
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMEBU	: Comptoir Minier des Exploitations du Burundi
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
COTEBU	: Complexe Textile de Bujumbura
Cts/lb	: Cents par Livre
CSLP	: Cadre Stratégique pour la Lutte contre la Pauvreté
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EAC	: East African Community
EAMU	: East African Monetary Union
FAO	: Food and Agriculture Organisation
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FOT	: Free On Track
FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
FW	: Fully Washed
GWH	: Giga Watt par Heure
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (Multilateral Initiative for Debt Relief)
IAS	: International Accounting Standard
IDA	: International Development Association
IFRS	: International Financial Reporting Standards

Abréviations et Sigles

ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MAC	: Monetary Affairs Committee
M1	: Disponibilités monétaires
M2	: Masse monétaire
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MED	: Marché d'Enchères de Devises
MFPDE	: Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Eleveage
OBR	: Office Burundais de Recettes
OHP	: Office des Huileries de Palme
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PABV	: Projet d'Aménagement des Bassins Versants
PARSE	: Projet d'Appui à la Reconstruction du secteur de l'Eleveage
P.C.	: Pourcent
PRASAB	: Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Prix moyen
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTRPC	: Programme Transitoire de Reconstruction Post-Conflict
RC	: Route Communale
REPO	: Repurchase Operations
RN	: Route Nationale
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SFI	: Société Financière Internationale
SIP	: Société Immobilière Publique
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
SWIFT	: Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
T	: Tonnes
TCEN	: Taux de Change Effectif Normal
U.E.	: Union Européenne
USD	: Dollar Américain
V	: Valeur
VSAT	: Voie Satellitaire
TIC	: Technologie de l'Information et de Communication

PREMIERE PARTIE

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

ET

EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. VUE D'ENSEMBLE

L'économie mondiale continue de subir les conséquences de la crise financière de 2008. En effet, après le rebondissement observé en 2010, la croissance économique s'est de nouveau ralentie en 2012, revenant de 4,0 à 3,2 p.c. Cette décélération est principalement liée à l'amplification de la crise de la dette dans la Zone Euro et à l'essoufflement dans les économies des grands pays émergents.

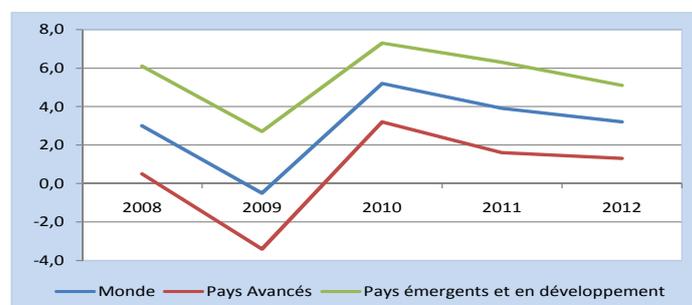
Tableau 1 : Croissance de la Production Mondiale

	2008	2009	2010	2011	2012
Monde	3,0	-0,5	5,2	4,0	3,2
Pays Avancés	0,5	-3,4	3,2	1,6	1,2
Etats-Unis	0,4	-2,6	3	1,8	2,2
Zone Euro	0,6	-4,1	1,9	1,4	-0,6
Japon	-1,2	-6,3	4,4	-0,6	2,0
Autres	1,7	-1,2	5,8	3,3	1,8
Pays émergents et en développement	6,1	2,7	7,3	6,3	5,1
Afrique subsaharienne	5,5	2,8	5,3	5,3	4,8
Europe Centrale et Orientale	3,0	-3,6	4,5	5,2	1,6
Communauté des Etats Indépendants	5,5	-6,4	4,6	4,8	3,4
Asie	7,9	7,2	9,5	8,1	6,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,1	1,8	4,3	3,9	4,7
Amérique latine	4,3	-1,7	6,1	4,6	3,0

(1): variations en p.c. du PIB à prix constants
 Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2013

A des niveaux différents, le recul de l'activité a concerné pratiquement toutes les régions du monde. Dans les pays avancés, la croissance économique est revenue de 1,6 à 1,2 p.c. et celle des pays émergents et en développement de 6,3 à 5,1 p.c. .

Graphique 1 : Evolution de la croissance du PIB mondial (en pourcentage)



L'économie mondiale a été en grande partie influencée par la crise de la Zone Euro. La faiblesse de la demande dans cette région a altéré le dynamisme des exportations de ses principaux partenaires commerciaux tandis que l'incertitude liée à la crise a réduit la prise de risque sur les marchés financiers ainsi que la confiance des ménages et des entreprises.

I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, l'élan de la reprise économique a été freiné par le processus de rééquilibrage budgétaire et surtout par la crise financière dans la Zone Euro.

Les Etats-Unis ont connu une faible croissance (2,2 contre 1,8 p.c.) accompagnée d'une faible création d'emplois.

Cette reprise a résulté de la stabilisation du marché immobilier et de la hausse du crédit, qui se sont cependant heurtées au contexte économique mondial défavorable.

La Zone Euro a enregistré une récession (-0,6 contre 1,4 p.c.) suite aux tensions financières qui se sont accentuées surtout dans les pays périphériques, affectant ainsi d'autres pays de la zone du fait de leurs liens commerciaux et financiers.

Le Japon a renoué avec la croissance économique (2,0 contre -0,6 p.c.) sous l'effet des travaux de reconstruction entrepris après les catastrophes naturelles de mars 2011 et de la reprise de l'activité manufacturière.

1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, la croissance (5,1 contre 6,3 p.c.) s'est ralentie en raison de la faible demande intérieure et de l'incertitude persistante sur la croissance dans les pays avancés.

La croissance s'est globalement repliée dans les pays émergents et en développement d'Asie (6,6 contre 8,1 p.c.). L'activité s'est ralentie en Chine (7,8 contre 9,3 p.c.) suite au resserrement du crédit au secteur privé et au fléchissement de la demande extérieure. En Inde la croissance (4,0 contre 7,7 p.c.), a souffert notamment de la baisse de la demande extérieure et de la hausse des taux d'intérêt qui a freiné les investissements.

L'activité économique dans les pays émergents de l'Europe centrale et orientale

(1,6 contre 5,2 p.c.) a pâti du recul des exportations et de la demande intérieure.

L'Amérique latine a connu un ralentissement de l'activité économique (3,0 contre 4,6 p.c.) suite à la baisse de la demande extérieure des produits de base et aux effets du durcissement des politiques macroéconomiques.

La croissance dans la Communauté des Etats Indépendants (3,4 contre 4,8) a fléchi sous l'effet notamment de la baisse des prix des produits de base et de la détérioration de la situation économique en Europe.

Dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, la croissance économique s'est globalement accélérée (4,7 contre 3,9) suite à la montée des cours du pétrole, avec un contraste dans le rythme de croissance entre les pays exportateurs (6,6 contre 3,9 p.c.) et les pays importateurs (1,2 contre 1,4 p.c.) de pétrole.

En dépit du contexte mondial difficile, la croissance est demeurée élevée (4,8 contre 5,3 p.c.) en Afrique subsaharienne en raison du dynamisme de l'investissement, des prix favorables des matières premières et d'une gestion macroéconomique prudente. Cette croissance a été particulièrement vigoureuse dans les pays exportateurs de pétrole (6,4 contre 6,1 p.c.). Par contre, les pays à revenu intermédiaire ont connu une forte décélération de la croissance (3,3 contre 4,7 p.c.) suite aux effets de la crise financière dans la Zone Euro.

L'évolution économique dans les autres pays de l'EAC a été mitigée.

En effet, le Kenya (4,6 contre 4,4 p.c.) et la Tanzanie (6,9 contre 6,4 p.c.) ont enregistré une accélération de la croissance tandis que le Rwanda (7,8 contre 8,2 p.c.) et l'Ouganda (2,8 contre 6,2 p.c.) ont accusé un ralentissement de l'activité.

Le redressement de l'économie kenyane est lié à l'amélioration de la stabilité macroéconomique, à l'accroissement des investissements étrangers et aux conditions météorologiques favorables. La croissance tanzanienne a été tirée par les secteurs des services, de l'industrie et bâtiment ainsi que celui des exportations. En Ouganda, l'activité économique a pâti du recul de l'investissement consécutif à la politique monétaire restrictive. Au Rwanda, le rythme de croissance économique s'est replié suite au recul de l'activité industrielle.

I.4. LES ECHANGES MONDIAUX

Le commerce mondial s'est ralenti (2,8 contre 5,9 p.c.) en 2012 en raison de la faiblesse de l'activité économique mondiale. En effet, la crise qui a touché l'économie mondiale, particulièrement les pays de la Zone Euro, a contraint les Etats et les ménages à réduire les dépenses d'investissements et de consommation.

I.5. L'INFLATION MONDIALE

L'inflation mondiale a reculé sous l'effet des difficultés économiques qui ont réduit la demande. L'inflation est revenue de 2,7 à 1,9 p.c. dans les pays avancés et de 7,2 à 6,1 p.c. dans les pays en développement.

I.6. LES MARCHES FINANCIERS

Cinq ans après l'éclatement de la crise financière liée aux prêts hypothécaires à risque aux Etats unis, la situation financière est restée fragile dans la plupart des pays développés et émergents. Malgré quelques évolutions favorables observées en 2012 dans certains pays, les marchés financiers sont restés globalement vulnérables et soumis à de fortes tensions. Les prêts bancaires ont stagné en Europe sous l'effet du durcissement des normes d'octroi des crédits. De même, l'incertitude alimentée par la crise de la dette a entraîné une fuite de capitaux vers des régions plus sûres notamment aux Etats-Unis, au Japon et en Suisse.

Dans les pays émergents, l'augmentation de l'aversion au risque liée aux craintes du ralentissement de la croissance intérieure et à la hausse de la vulnérabilité financière, a freiné le rythme des flux nets des capitaux.

I.7. LES MARCHES DES CHANGES

Les cours des devises ont été volatiles en liaison avec l'évolution économique mondiale. En effet, la crise financière dans la Zone Euro a contribué à l'appréciation du dollar face à l'Euro, la monnaie américaine devenant une devise de refuge. Dans la deuxième moitié de l'année, la baisse des tensions financières en Zone Euro et la politique expansionniste de la Réserve fédérale ont joué sur le repli du dollar. Ainsi, en moyenne annuelle, le dollar s'est apprécié de 7,8.p.c. face à l'Euro, le taux de change s'établissant à 1,2856 contre 1,3917 pour un € en 2011.

Le yen s'est apprécié sous l'effet du rapatriement d'actifs privés nippons pour la reconstruction des infrastructures détruites par le tsunami en 2011. Le Yuan s'est déprécié suite à la politique monétaire moins restrictive qu'auparavant adoptée par les autorités chinoises, notamment la réduction du ratio des réserves obligatoires des banques à partir du mois de juin 2012 et la baisse des taux d'intérêt.

I.8. L'ENDETTEMENT PUBLIC

L'année 2012 a été caractérisée par un endettement accru. Dans la zone Euro, le ratio de l'endettement brut par rapport au PIB est passé de 88,1 à 93,6.

I.9. LES TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS

En 2012, les envois de fonds à travers le monde se sont élevés à 534 contre USD 406 Mds en 2011, dont 406 vers les pays en voie de développement. Les flux des migrants ont été influencés par la crise financière internationale. En effet, les envois de fonds se sont stabilisés à USD 31 Mds en Afrique sub-saharienne. En revanche ils ont reculé en Europe de l'Est et Asie centrale (41 contre USD 41,4 Mds) suite aux difficultés économiques dans les pays d'Europe occidentale qui sont la principale destination des travailleurs migrants.

Par contre, ils se sont fortement accrus en Asie du Sud (109 contre USD 96,9 Mds), au Moyen-Orient et Afrique du Nord (47 contre USD 43,4 Mds) et en Asie de l'Est et du Pacifique (114 contre USD 106,3 Mds) dont les ressortissants s'orientent vers les pays du Golfe qui connaissent une activité

économique vigoureuse en raison des prix élevés du pétrole.

La hausse des envois de fonds vers l'Amérique latine (64 contre USD 62,2 Mds) est liée à la conjoncture économique favorable des pays de cette région et de la reprise économique des Etats-Unis.

I.10. LA COOPERATION INTERNATIONALE

La Banque mondiale a continué à offrir ses services aux pays membres. Durant l'exercice 2012, elle a accordé une attention particulière à la contribution du secteur privé au développement. Elle a notamment encouragé les pays membres à améliorer le cadre d'investissement, l'accès au crédit et le partenariat public-privé. Cependant, les prêts de la Banque mondiale (20,6 contre USD 26,7 Mds), ceux de l'IDA et le Fonds de la Banque Mondiale pour les pays les plus pauvres (14,8 contre USD 16,3 Mds) se sont toutefois repliés.

Le FMI a renforcé ses activités de surveillance pour prévenir les risques d'expansion des crises et pour assurer la stabilité financière. Il a également mené des réformes visant à moderniser les outils de financement afin d'accroître leur souplesse et leur portée. Ainsi, la ligne de crédit de précaution (LCP) a été remplacée par la ligne de précaution et de liquidité (LPL) qui est plus souple et qui peut être utilisée dans un éventail plus large de circonstances.

Pour permettre au FMI de mieux prévenir et résoudre les crises et de répondre aux sollicitations de financement des pays membres, les pays riches et émergents ont accru de USD 430 Mds les ressources mises à sa disposition, doublant ainsi la capacité d'intervention de cette Institution.

Le FMI a continué à répondre aux besoins de financement des Etats membres. Les financements non concessionnels bruts se sont établis à 52,60 Mds de DTS en 2012 pendant que les prêts à des conditions concessionnelles envers les pays à faibles revenus étaient de 1,9 Mds de DTS.

La Banque Mondiale a accordé au Burundi des appuis budgétaires et des financements des projets. Les montants décaissés en 2012 se sont élevés à 65,9 millions de dollar dont 42,7 millions au titre d'appui budgétaire, 16,7 millions pour les dons projets et 6,5 millions comme prêts.

Le FMI a approuvé un nouvel accord triennal d'environ 46,5 millions de dollars au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) afin de consolider la stabilité macroéconomique et de poursuivre la lutte contre la pauvreté. Au niveau des tirages, il a déboursé 7,8 millions de dollar après la septième et dernière revue du premier accord et 7,6 millions de dollar au titre du nouvel accord de Facilité Elargie de Crédit.[\[2\]](#)

Le Burundi a également bénéficié d'autres appuis extérieurs multilatéraux, notamment de l'Union Européenne (USD 17,4 M), de la BAD (USD 5,6 M), du FIDA (USD 4,1 M) et des aides bilatérales qui se sont élevées à USD 36,3 M.

II. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. PRODUCTION

L'économie burundaise a maintenu la croissance de 4,2 p.c. enregistrée l'année précédente. Cette situation est liée au fait que les bonnes performances des secteurs primaire (5,2 contre 0,8 p.c.) et secondaire (8,0 contre 7,1 p.c.) ont été plombées par la décélération de l'activité du secteur tertiaire (3,0 contre 4,2 p.c.).

Le secteur primaire a bénéficié du bon rendement de l'agriculture vivrière (2,5 contre 0,0 p.c.) et surtout de l'agriculture d'exportation (47,0 contre -25,9 p.c.).

L'accroissement de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière est lié à la bonne pluviométrie et à la disponibilité des intrants agricoles.

La valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation a été tirée par la campagne café 2012/2013 qui a été plus productive que la précédente (30.778 contre 19.240 T de café parché) en rapport avec la cyclicité du rendement des caféiers.

La production de coton-graines de la campagne 2012-2013 a, par contre, baissé de 13,8 p.c., revenant de 1.860 à 1.603 T suite à la mauvaise pluviométrie qui a caractérisé la floraison.

La récolte de thé en feuilles vertes de l'année 2012 a progressé de 3,1 p.c., passant de 40.886 à 42.147 T en rapport avec la bonne pluviométrie.

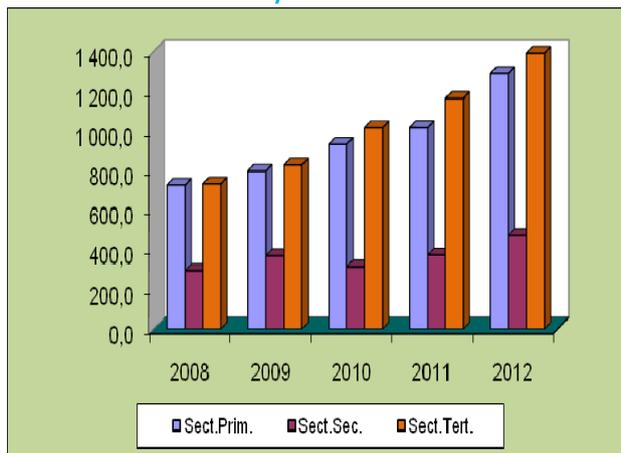
Tableau 2 : Produit Intérieur Brut (*)

	2008	2009	2010	2011	2012
A. Milliards de francs Burundi (à prix courants)					
1. SECTEUR PRIMAIRE	726,3	797,4	933,8	1 017,4	1 290,2
2. SECTEUR SECONDAIRE	294,6	370,8	314,1	374,6	474,2
3. SECTEUR TERTIAIRE	732,4	829,3	1 016,9	1 164,6	1 393,0
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	1 753,3	1 997,5	2 264,9	2 556,6	3 157,3
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	157,8	186,7	230,9	293,1	335,9
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	1 911,1	2 184,2	2 495,8	2 849,7	3 493,2
B. Variations en p.c. (à prix constants) (3)					
1. SECTEUR PRIMAIRE	-0,2	-3,5	-3,0	0,8	5,2
2. SECTEUR SECONDAIRE	1,0	8,4	-21,3	7,1	8,0
3. SECTEUR TERTIAIRE	10,3	7,2	17,9	4,2	3,0
4. P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	4,6	3,6	3,4	3,5	4,4
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	8,3	6,4	23,7	10,5	2,5
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	4,9	3,8	5,1	4,2	4,2
(*) : Données provisoires pour 2010 et estimées à partir de 2011.					
(1) : Agriculture vivrière proprement dite, élevage, pêche et sylviculture.					
(2) : Y compris l'artisanat.					
(3) : Base 2005.					
Source : MFPDE.					

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire (8,0 contre 7,1 p.c.) a été tirée essentiellement par la hausse de la production industrielle (9,5 contre 7,4 p.c.) qui l'a emporté sur la baisse observée dans les autres branches du secteur.

La production industrielle a progressé principalement au niveau des industries alimentaires et chimiques, ce qui a porté l'indice moyen pondéré de la production industrielle à 125,6 contre 120,1 une année plus tôt, soit un accroissement de 4,6 p.c..

Graphique 2 : Produit Intérieur Brut par secteur d'activité (en Mds de BIF aux prix courants)



Le taux de croissance de la valeur ajoutée de la branche « électricité, gaz et eau » a sensiblement chuté (7,6 au lieu de 21,5 p.c.) suite à la faible production d'énergie électrique. L'offre d'électricité, déjà déficitaire, a souffert de la faible pluviométrie, conduisant ainsi la REGIDESO à recourir aux délestages du courant électrique tout au long de l'année.

La branche de la construction a maintenu un rythme de croissance élevé (5,2 contre 5,3 p.c.) en rapport avec les travaux

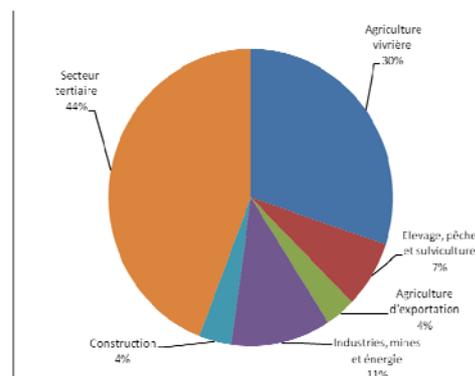
d'aménagement et d'extension des villes, la construction des routes neuves ainsi que la réhabilitation et l'entretien du réseau routier existant.

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire a fléchi (3,0 contre 4,2 p.c.) en liaison avec le ralentissement du rythme de progression des services marchands (5,3 contre 7,2 p.c.), notamment dans les domaines du « transport et communications » (5,1 contre 6,0).

II.1.1.1. Contributions sectorielles

La répartition du PIB par branche d'activité montre que le secteur tertiaire (44,0 p.c.) occupe une part de plus en plus importante au détriment des secteurs primaire (41,0 p.c.) et secondaire (15,0 p.c.). Cette évolution traduit un faible niveau d'industrialisation et de productivité de l'agriculture vivrière qui emploie pourtant plus de 90,0 p.c. de la population active.

Graphique 3: Structure du PIB au coût des facteurs (en % du PIB aux prix courants)



II.1.1.1.1. Secteur primaire

Le secteur primaire englobe essentiellement l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation.

II.1.1.1.1.1. Agriculture vivrière

L'agriculture vivrière, qui comprend l'agriculture vivrière proprement dite, la pêche, l'élevage et la sylviculture, a connu une croissance qui est passé de 1,7 à 4,2 p.c. Cette performance a porté sur la production vivrière proprement dite (2,5 contre 0,0 p.c.), l'élevage (13,5 contre 13,0 p.c.), la pêche (19,6 contre -37,1 p.c.) et la sylviculture (4,5 contre 4,4).

Tableau 3 : Evolution des principales productions vivrières

	Année				
	2008	2009	2010	2011	2012
Culture					
Bananes	1 759 960	184 583	1 912 661	1 848 727	1 184 075
Tubercules	1 576 480	1 611 410	1 663 203	1 560 229	2 051 323
Céréales	287 180	300 810	312 334	327 316	247 804
Légumineuses	220 600	239 970	233 083	232 081	248 695
Total	3 844 220	2 336 773	4 121 281	3 968 353	3 731 897

Source : Evaluation des récoltes du MINAGRIE- FAO pour 2008 à 2011 et Enquête Nationale Agricole pour 2012.

La production vivrière proprement dite s'est établie à 3.731.898 contre 3.968.533 tonnes l'année précédente¹.

Dans l'ensemble, la production vivrière ne satisfait toujours pas aux besoins de la population toujours en augmentation.

La production de l'huile de palme s'est établie à 9.923 contre 9.689 T, soit une hausse de 2,4 p.c. en rapport avec l'entrée

☐

¹ La tendance révélée par les statistiques est à prendre avec précaution car l'année 2012 a été évaluée par l'Enquête Nationale Agricole du Burundi contrairement aux autres années estimées par les Rapports d'évaluation des récoltes.

en production des jeunes plantations. Bien plus, l'extension de cette culture s'est poursuivie.

La production de cannes à sucre s'est améliorée de 6,5 p.c., s'établissant à 220.326 contre 206.883 T sous l'effet d'une bonne pluviosité, d'une bonne application d'engrais et d'un bon entretien des plantations. Aussi, le rendement moyen s'est-il maintenu à un niveau relativement élevé, soit 121,1 contre 121 T par hectare en 2011 alors qu'il était de 88,5T en 2010.

En matière de pêche, le Département de la Pêche a poursuivi les activités de lutte contre la pêche illicite et d'amélioration de la qualité des produits de pêche. La quantité de poissons capturés en 2012 dans le lac Tanganyika est évaluée à 13.700 contre 12.069 T une année plus tôt, soit une hausse de 13,5 p.c.

Concernant le Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (CNDAPA), les activités de production et de distribution d'alevins et d'encadrement des associations des pisciculteurs se sont poursuivies dans plusieurs régions du pays.

Dans le domaine de l'élevage, les activités de repeuplement et d'encadrement se sont intensifiées avec l'appui des différents partenaires du Gouvernement intervenant dans ce secteur. A cet effet, plus de 4.165 bovins, 44.948 caprins, 4.114 porcins et 19.636 volailles ont été distribués dans les différentes provinces du pays au cours de l'année sous revue.

Dans le secteur des forêts, les réalisations ont porté sur le développement et l'extension des ressources forestières. En effet, plus de 7.221.500 plants forestiers ont été produits et repiqués.

En outre, le Département des forêts a continué à entretenir le patrimoine forestier et à réguler les coupes des arbres.

II.1.1.1.2. Agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation a enregistré une hausse de la valeur ajoutée (47,1 contre - 25,9 p.c.) en rapport principalement avec la bonne récolte de café Arabica.

A. Café

La campagne café 2012/2013 a connu une augmentation de la production par rapport à la précédente en liaison essentiellement avec le phénomène de cyclicité de rendement des caféiers. En effet, les apports de café Arabica en parche ont atteint 30.778 contre 19.240 T, soit une progression de 60,0 p.c.

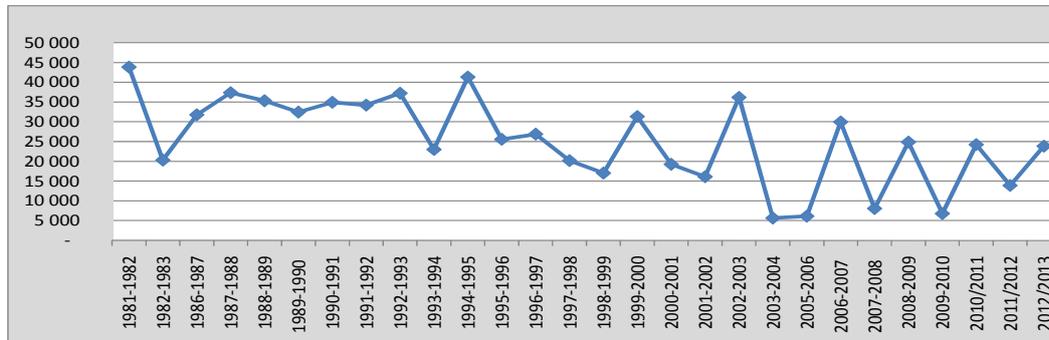
Tableau 4: Production de café parche et vert par campagne (en tonnes)

Campagne	ARABICA			ROBUSTA	
	Café parche	Café vert	Rendement	Café vert	Total vert
2008-2009	32 527	24 863	76,4	-	24 863
2009-2010	9 056	6 814	75,2	-	6 814
2010/2011	31 444	24 130	76,7	-	24 130
2011/2012	19 240	14 228	73,9	-	14 228
2012/2013	30 778	23 775	77,2	71	23 846

Source : ARFIC (EX-OCIBU).

En raison de la politique d'amélioration de la qualité, la part du café fully washed dans les apports de parches a progressé, passant de 48,4 à 54,2 p.c. d'une campagne à l'autre. La production de café vert après usinage a atteint 23 .846 contre 14.228 T la campagne précédente, soit une augmentation de 67,6 p.c.

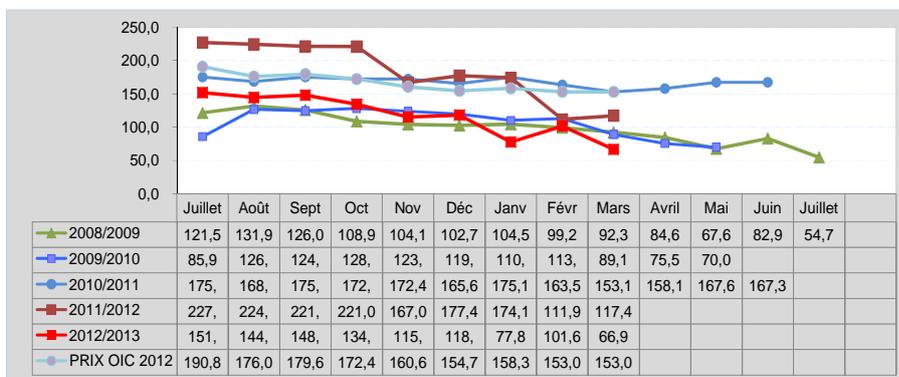
Graphique 4 : Evolution de la production du café vert (en Tonnes)



La vente de café marchands de la campagne 2012/2013 s'est élevée à 22.902 contre 14.092 T pour une valeur de 65,4 contre USD 61,7 M la campagne précédente, soit une augmentation de 62,5 p.c. et de 6,0 p.c. en valeur et en volume respectivement. Les prix de cette campagne ont été globalement

moins favorables par rapport à ceux de la précédente. En effet, le prix moyen s'est établi à 127,2 contre 182,4 cts/lb l'exercice précédent, soit une baisse de 30,2 p.c. suite à la diminution des cours sur le marché international.

Graphique 5 : Evolution des prix de vente du café Arabica par campagne (Prix moyens mensuels en cts/lb)



B. Coton

La production de coton-graines a régressé de 13,8 p.c., revenant de 1.860 à 1.603 T suite à la mauvaise pluviosité qui a caractérisé la campagne 2012-2013.

En effet, les efforts entrepris par la COGERCO pour augmenter la production, notamment la hausse du prix au producteur de 350 à 400 FBU/kg et l'introduction d'une nouvelle variété très rentable, se sont d'abord heurtés aux inondations puis à la sécheresse.

De ce fait, les superficies en production ont été fortement réduites, revenant de 3.000 ha prévus à 2.322 ha. De même, le

rendement moyen par hectare a baissé de 11,0 p.c., revenant de 775 à 691 kg/ha.

Tableau 5: Production de coton et superficies productives par région (en tonnes et en hectares)

REGION	2008		2009		2010		2011		2012	
	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha
IMBO NORD	1 458	1 947	1 188	1 651	861	1397	1 035	1357	837,195	1159
IMBO SUD	1 252	2 254	1 253	2 179	772	1316	785	980	679,948	1039
MOSO	145	318	63	274	35	96	36	52	73,96	114
NYANZA-LAC+ RDC	32	89	10	60	3	11	4	10	12	10
TOTAL	2 887	4 608	2 513	4 165	1 672	2 820	1 860	2 399	1603	2 322
Rendement (kg/ha)		627		603		593		775		691

Source : COGERCO

Le volume de coton-fibre produit a baissé de 13,7 p.c., revenant de 803 à 693 T suite à la baisse de la production de coton-graine. De même, le rendement à l'égrenage a reculé, se fixant à 42,7 contre 43,2 p.c. l'exercice précédent à cause de la vétusté des équipements de transformation.

C. Thé

La production de thé en feuilles vertes s'est accrue de 3,2 p.c., passant de 40.849 à

42.134 T d'une année à l'autre en rapport essentiellement avec la bonne pluviosité. A l'exception du complexe théicole d'Ijenda qui a enregistré une légère diminution (-0,7 p.c.), tous les autres complexes théicoles ont connu une augmentation de la production, en particulier ceux de Tora (14,4 p.c.) et Rwegura (2,4 p.c.).

Tableau 6: Production de Thé

	2008	2009	2010	2011	2012
Production de feuilles vertes (tonnes)	31 793	31 832	37 877	40 886	42 148
Superficie plantée (ha)	8 990	9 003	9 051	9 051	9 272
Superficie en production (ha)	7 605	7 605	7 605	7 605	7 605
Rendement à l'ha (kg)	4 181	4 186	4 980	5 376	5 542
Production de thé sec (tonnes)	6 715	6 731	8 025	8 817	9 140
Rendement à l'usinage (en p.c.)	21,1	21,1	21,2	21,6	21,7

Source : OTB.

De même, la production de thé sec a progressé de 3,7 p.c., passant de 8.817 à 9.140 T d'une d'année à l'autre tandis que. Pour sa part, le rendement moyen à l'usinage s'est stabilisé (21,7 contre 21,6 p.c.).

Les ventes à l'exportation se sont accrues de 18,3 p.c., passant de 22,24 à 26,31 Millions USD sous l'effet de la hausse de la quantité vendue (8.761 contre 7.954 T) et des cours (3,00 contre 2,8 USD/Kg).

Tableau 7 : Ventes de thé sec

Marché		2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
Enchères de Mombasa	Tonnes	4 613	4 491	5 768	6 551	7 206
	Valeur (MUSD)	9,88	10,95	14,24	18,15	21,63
Ventes Directes	PM(USD/kg)	2,14	2,44	2,47	2,77	3,00
	Tonnes	1 363	1 801	1 551	1 404	1 554
S/Total Export	Valeur (MUSD)	3,11	4,45	4,02	4,09	4,68
	PM(USD/kg)	2,28	2,47	2,61	2,92	3,01
	Tonnes	5 976	6 293	7 319	7 954	8 761
Ventes locales	Valeur (MUSD)	12,99	15,40	18,27	22,24	26,31
	PM(USD/kg)	2,17	2,45	2,50	2,80	3,00
	Tonnes	472	387	373	410	401
Total Général	Valeur (MBIF)	879	1 008	1 114	1 181	1 283
	PM (BIF/kg)	1 864	2 600	2 989	2 879	3 197
	Tonnes	6 448	6 680	7 692	8 365	9 162
	Valeur (MBIF)	16 300	19 953	23 176	29 085	39 129
	PM (BIF/kg)	2 528	2 987	3 065	3 477	4 271

Source : O.T.B

II.1.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accélérée, passant de 7,1 à 8,0 p.c. en liaison principalement avec les performances enregistrées par la branche des industries (9,5 contre 7,4 p.c.)

qui a été tirée par les industries agroalimentaires. L'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 4,6 p.c., passant de 120,1 à 125,6 d'une année à l'autre.

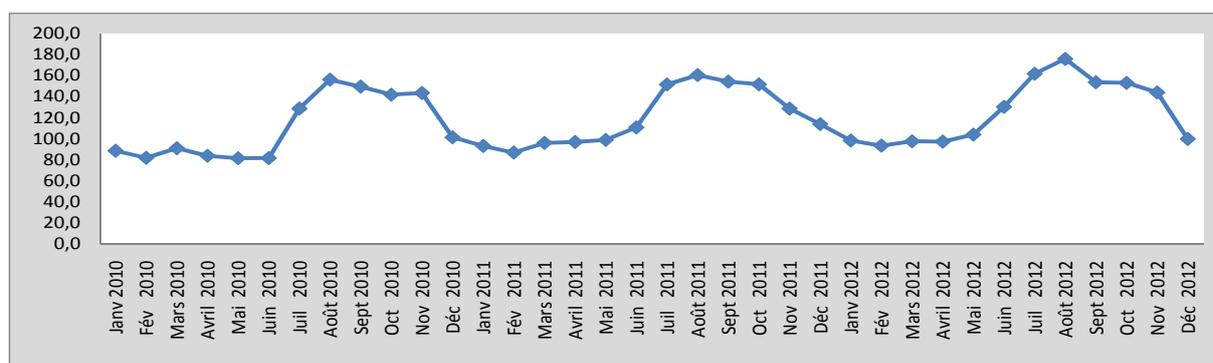
Tableau 8 : Indice pondéré de la production industrielle

Industrie	INDUSTRIES ALIMENTAIRES			INDUSTRIES CHIMIQUES			AUTRES		INDICE PONDERE	
	dont		S/Total	dont		S/Total	dont			
Période	Boissons	Sucre		Peinture	Savons		Tubes PVC	Plaques en fibro-ciment	S/Total	
2008	60,0	18,0	90,2	1,7	2,7	7,6	0,4	0,0	0,4	98,2
2009	60,0	14,1	88,5	1,5	2,9	6,9	0,5	0,0	0,6	96,0
2010	72,0	18,6	103,5	1,8	2,6	7,0	0,6	0,0	0,7	110,6
2011	75,5	20,4	110,2	2,0	4,2	9,1	0,7	0,0	0,8	120,1
2012	74,1	22,8	115,1	2,3	4,6	10,2	0,3	0,0	0,3	125,6

L'augmentation de l'activité de la branche des industries alimentaires est essentiellement liée à l'accroissement de la production de sucre (12,0 p.c.) et de cigarettes (27,4 p.c.).

L'activité des industries chimiques s'est accrue en liaison essentiellement avec la progression de la production des peintures (12,1 p.c.), des savons (10,2 p.c.) et des casiers en plastique (82,4 p.c.).

Graphique 6 : Evolution de l'indice général de la production industrielle (1989=100)



La production annuelle d'électricité a fléchi par rapport à l'exercice précédent (0,2 contre 2,7 p.c.), s'élevant à 245,98 contre 245,4 GWH l'année précédente suite à la baisse de la pluviosité

et à la faible capacité de production nationale qui n'ont pas permis de satisfaire la demande d'énergie sans cesse croissante. L'activité de production de la tourbe par l'Office National de la Tourbe s'est poursuivie par l'exploitation des tourbières sur les sites de Buyongwe, Gisozi, Gitanga et Matana.

La production s'est sensiblement accrue de 154,8 p.c. d'un exercice à l'autre, atteignant 20.335 contre 7.982 T l'année précédente grâce à l'acquisition de nouveaux outils de production.

Dans le secteur de la géologie et des mines, les travaux ont mis l'accent sur la recherche géologique et minier dans les provinces Bubanza, Bururi, Cibitoke, Gitega, Karuzi, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Mwaro et Ngozi, sur la formalisation des comptoirs de commercialisation et d'exploitation des minerais (l'or, le colombo-tantalite, la cassitérite, la wolframite et autres types de minerais), le contrôle et le suivi des exploitations des mines et carrières ainsi que sur l'encadrement technique des exploitations artisanales de substances minérales.

La branche de la construction a maintenu une activité soutenue (5,2 contre 5,3 p.c.) en liaison avec les réalisations de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, de l'ECOSAT et de la SIP. Les activités ont essentiellement porté sur le suivi des travaux de pavage dans certains quartiers de la mairie de Bujumbura, les études et les travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains, la prospection de sites à aménager pour la production des parcelles à usage résidentiel à Bujumbura Mairie et dans certains autres centres urbains du pays.

Au niveau des infrastructures routières, les travaux de réhabilitation et d'entretien du réseau routier, de construction de nouvelles routes revêtues et d'intervention d'urgence ont été réalisés par l'Office des Routes (ODR). Les travaux ont été accomplis grâce au Fonds Routier National (FRN) et au Fonds IPSTE pour l'entretien courant du réseau ainsi qu'aux autres

bailleurs extérieurs comme la Banque Mondiale, la BAD, le FAD, la BADEA, le FED pour les travaux de constructions neuves ou de réhabilitation importante.

Les montants des contrats signés pour les travaux de construction et d'entretien routier sont estimés à environ 131.419,8 MBIF financés par le FRN, l'IDA, la BAD, la BADEA-OFID et le Gouvernement du Burundi à 28,7 millions d'EUROS par l'Union Européenne et à 2.700 millions de Yen Japonais par le Japon.

II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est décéléré (3,0 contre 4,2 p.c.) en rapport principalement avec le ralentissement de l'activité dans les branches de transport et communication (5,1 contre 6,0 p.c.), hébergement, restaurants et autres services marchands (7,0 contre 12,4 p.c.) et éducation (1,2 contre 5,1 p.c.). Cependant, le rythme de croissance s'est raffermi dans les branches de banques et assurances (5,3 contre 5,0 p.c.), de l'administration publique (3,2 contre 1,4 p.c.) et des activités à caractère collectif ou personnel (4,0 contre 3,5 p.c.).

Le commerce par voie lacustre a chuté de 15,3 p.c., le tonnage des entrées et sorties de marchandises au port de Bujumbura étant revenu de 233.773 à 198.077 T. Cette diminution est essentiellement liée à la baisse des importations de ciment (47.483 contre 82.902 T, soit -42,7 p.c.), d'autres matériaux de construction (11.459 contre 19.358 T, soit -40,8 p.c.), de sucre (17.910 contre 26.524 T, soit -32,5 p.c.) et de divers autres produits (34.229 contre 41.946 T, soit -18,4 p.c.).

Le transport aérien a enregistré une activité soutenue au niveau de la plupart de ses composantes. L'ensemble des mouvements d'avions a connu un accroissement de 17,4 p.c., passant de 6.189 à 7.263 mouvements d'une année à l'autre. Cette augmentation a résulté essentiellement de l'accroissement de la fréquence des vols de RwandAir Express et de l'ouverture de la ligne Entebbe-Bujumbura par la Compagnie Uganda Air avec une fréquence de trois vols par semaine depuis octobre 2011 ainsi que de l'exploitation de la ligne Johannesburg – Bujumbura – Kigali trois fois par semaine par la compagnie South African Airlines (SAA).

En outre, le nombre total des passagers a augmenté de 13,3 p.c., passant de 216.504 passagers en 2011 à 245.221 en 2012.

De même, le fret a enregistré une augmentation de 30,1 p.c., passant de 2.729 à 3.551 tonnes d'une année à l'autre.

Tableau 9 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura

	2008	2009	2010	2011	2012
ENTREES Passagers	95 926	103 410	116 451	136 551	159 217
Bagages (en T)	608	736	589	436	136
Fret (en T)	2 184	2 416	3 114	2 440	3 186
Poste (en T)	40	51	45	46	43
DEPARTS Passagers	68 709	79 350	64 795	79 953	86 004
Bagages (en T)	401	495	418	211	26
Fret (en T)	365	275	331	289	365
Poste (en T)	26	33	35	35	36
AERONEFS (Arrivées et départs)	5 185	5 655	6 427	6 189	7 263

Source: AACB (Ex-RSA)

Dans le domaine des télécommunications, le nombre total d'abonnés à la téléphonie

fixe de l'ONATEL a baissé de 22,8 p.c., revenant de 30.010 à 23.162 d'une fin d'année à l'autre tandis que le total d'abonnés à la téléphonie mobile s'est accru de 6,3 p.c., passant de 1.914.586 en 2011 à 2.034.593 en 2012. Ces effectifs représentent un taux de pénétration de 23 p.c., qui reste très bas par rapport à la moyenne africaine qui est de 50 p.c.

Au niveau des autres services privés, les recettes touristiques ont considérablement baissé (- 34,6 p.c.), revenant de 2.914,3 à 1.906,7 MBIF d'une année à l'autre. De son côté, l'activité des banques et assurances s'est légèrement accélérée d'une année à l'autre (5,3 contre 5,0 p.c.).

Concernant les services non marchands, le taux de croissance de la valeur ajoutée de la branche « administration publique » s'est accéléré (3,2 contre 1,4 p.c.). En effet, bien que les effectifs recrutés à Publique durant l'année 2012 aient baissé de 24,3 p.c. par rapport à 2011 (5.654 contre 7.030), les dépenses en salaires et en achat de biens et services ont augmenté de 4,0 p.c., passant de 370.948,0 à 385.925,2 MBIF.

II.1.1.2. La demande

Les emplois de l'économie ont enregistré un ralentissement de la croissance (4,6 contre 7,8 p.c.) qui a porté sur la demande intérieure (4,6 contre 6,9 p.c.) et les exportations de biens et services non facteurs (4,0 contre 22,1p.c.).

Tableau 10 : Ressources et Emplois (*)

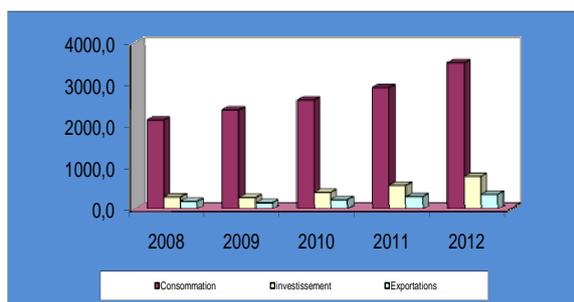
	2008	2009	2010	2011	2012
A. Milliards de BIF (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	1 911,1	2 184,2	2 495,8	2 849,7	3 493,2
2. Importations (biens et services non facteurs)	704,6	639,3	746,7	965,1	1 171,0
3. Ressources = Emplois	2 615,7	2 823,5	3 242,5	3 814,8	4 664,2
4. Dépenses intérieures	2 434,3	2 677,9	3 020,1	3 517,6	4 308,1
- Consommation	2 144,1	2 398,2	2 614,5	2 930,4	3 529,4
- Investissements Bruts	290,3	279,6	405,5	587,3	778,8
5. Exportations (biens et services non facteurs)	181,4	145,6	222,4	297,2	356,1
B. Variations en p.c. (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4,9	3,8	5,1	4,2	4,2
2. Importations (biens et services non facteurs)	26,7	-14,4	20,7	17,0	5,3
3. Ressources = Emplois	10,4	-1,5	9,0	7,8	4,6
4. Dépenses intérieures	8,3	0,2	8,2	6,9	4,6
- Consommation	7,7	2,3	2,5	3,9	0,9
- Investissements Bruts	11,8	-11,9	46,0	21,2	19,4
5. Exportations (biens et services non facteurs)	54,7	-26,4	26,0	22,1	4,0

(*) : Données provisoire pour 2010 et estimées à partir de l'année 2011.

II.1.1.2.1. Evolution de la demande intérieure

La décélération de la croissance des emplois intérieurs a été observée aussi bien au niveau de la consommation finale (0,9 contre 3,9 p.c.) que des investissements bruts (19,4 contre 21,2 p.c.).

Graphique 7 : Evolution des emplois du PIB (En Mds de BIF aux prix courants)



La baisse de la croissance des investissements a concerné les investissements publics (17,7 contre 20,5 p.c.) en rapport principalement avec la

baisse des dons projets. La croissance des investissements privés s'est plutôt accélérée, passant de 11,4 à 16,0 p.c. De leur côté les dépenses de consommation se sont accrues moins rapidement que l'année précédente du fait essentiellement du repli de la consommation publique (-7,8 contre 6,7 p.c.), la consommation privée ayant accéléré son rythme de croissance (4,0 contre 2,9 p.c.).

II.1.1.2.2 Ecart entre la production et la demande intérieure

Les ressources intérieures ont été inférieures aux dépenses intérieures. Néanmoins, exprimé en pourcentage du PIB, l'écart s'est stabilisé (23,3 contre 23,4 p.c.) du fait que la part des exportations (10,2 contre 10,4 p.c.) et des importations (33,5 contre 33,9 p.c.) de biens et services non facteurs dans le PIB ont légèrement varié d'une année à l'autre.

Tableau 11 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs(*) en p.c. du PIB

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Emplois intérieurs	127,4	122,6	121,0	123,4	123,3305
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	27,4	22,6	21,0	23,4	23,3
4. Importations de biens et services non facteurs	36,9	29,3	29,9	33,9	33,5
5. Exportations de biens et services non facteurs	9,5	6,7	8,9	10,4	10,2

(*) : Données provisoires pour 2010 et estimées à partir de 2011.
Source : MFPDE.

II.1.1.2.3. Revenu, dépenses et besoin de financement

Le produit intérieur brut (3.493,2 Mds de BIF), considéré comme la somme des revenus engendrés par le processus de production, s'est établi en dessous du

niveau de la consommation intérieure (3.529,4 Mds de BIF) avec un écart cependant moins important par rapport à celui de l'année précédente. Par conséquent, l'épargne intérieure est demeurée négative, se fixant à - 36,2 contre - 80,7 Mds de BIF.

Tableau 12 : Revenus, Dépenses et Besoin de Financement(*) en Mds de BIF

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	1 911,1	2 184,2	2 495,8	2 849,7	3 493,2
2. Consommation privée et publique	2 144,1	2 398,2	2 614,5	2 930,4	3 529,4
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-232,9	-214,1	-118,8	-80,7	-36,2
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	215,7	295,4	153,9	310,3	634,7
5. Epargne nationale brute (3+4)	-17,2	81,3	35,1	229,6	598,5
6. Investissements bruts	290,3	279,6	405,5	587,3	778,8
7. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement	-307,5	-198,3	-370,4	-357,6	-180,3

(*) : Données provisoires pour 2010 et estimées à partir de 2011.
Source : MFPDE.

Le solde des services facteurs et des transferts unilatéraux a été nettement supérieur à celui enregistré l'année précédente (634,7 contre 310,3 Mds de BIF), ce qui s'est traduit par une épargne nationale brute plus importante que celle de l'exercice précédent (598,5 contre 229,7 Mds de BIF). Ainsi, en dépit de la hausse du niveau des investissements (778,8 contre 587,3 Mds de BIF), le besoin net de financement a été allégé, revenant de 357,6 à 180,3 Mds de BIF.

II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura, le pouvoir d'achat s'est fortement détérioré. En effet, le taux d'inflation s'est accru, passant de 9,6 à 18,2, suite au renchérissement des produits alimentaires (14,1 contre 9,6 p.c.) et non alimentaires (23,3 contre 9,6 p.c.).

*

*

*

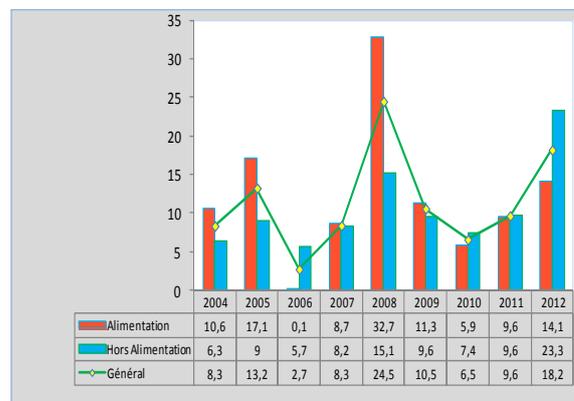
Tableau 13 : Evolution du taux d'inflation(en p.c.)

	IPC Alimentation	IPC Hors Alimentation	IPC Général
	51,9	48,1	100,0
2008	32,7	15,1	24,5
2009	11,3	9,6	10,5
2010	5,9	7,4	6,5
2011	9,6	9,6	9,6
2012	14,1	23,3	18,2
Trim.1_11	4,5	6,0	5,1
Trim.2_11	6,8	9,9	8,2
Trim.3_11	10,3	11,1	10,6
Trim.4_11	16,8	12,4	14,9
Trim.1_12	18,7	27,7	22,7
Trim.2_12	17,6	37,2	21,6
Trim.3_12	12,2	20,4	15,8
Trim.4_12	8,6	18,9	13,1

Source: Calcul basé sur l'indice produit par l'ISTEEBU

En moyenne trimestrielle, les deux premiers trimestres ont connu des taux d'inflation très élevés (22,7 et 21,6 p.c.), en liaison avec la forte hausse des prix des produits alimentaires (18,7 et 17,6 p.c.) et non alimentaires (27,7 et 37,2 p.c.). Les deux derniers trimestres ont été marqués par une décélération des prix (15,8 et 13,1 p.c.) grâce à la décision gouvernementale de détaxer certains produits de première nécessité. Ainsi, les prix des produits du secteur « Alimentation » se sont décélérés, revenant de 12,2 à 8,6 p.c. De même, les prix du secteur « Hors alimentation » ont connu une tendance baissière, revenant de 20,4 à 18,9p.c.

Graphique 7 : Evolution annuelle du taux d'inflation (en p.c.)



En moyenne annuelle, l'augmentation de l'inflation alimentaire est induite par le renchérissement des produits de première nécessité comme le riz (31,2 p.c.), l'huile de palme (5,5 p.c.), le haricot sec (3,1 p.c.), la farine de manioc (16,1 p.c.), la pomme de terre (37,3 p.c.), le ndagala frais (26,0 p.c.), la viande de bœuf (18,3 p.c.), etc.

Pour sa part, l'indice du groupe « hors alimentation » s'est accru de 23,3 p.c. suite à la hausse de la quasi-totalité des indices partiels qui le composent, notamment ceux des secteurs « logement, chauffage et éclairage » (31,7 p.c.) et « habillement » (24,5 p.c.).

II.2. FINANCES PUBLIQUES

Après un déficit budgétaire modéré enregistré en 2010 (1,6 p.c. du PIB), les finances publiques ont affiché des déficits budgétaires plus lourds sur les deux dernières années (3,2 et 3,4 p.c. du PIB respectivement), malgré les efforts mis en œuvre par le Gouvernement pour augmenter les recettes fiscales.

Dans un contexte international fortement marqué par la crise de la dette souveraine en Europe, le niveau des aides au titre d'appuis budgétaires et dons projets a sensiblement diminué en 2012, le taux de réalisation ayant été de 29,6 contre 43,6 p.c. en 2011 or les dons représentent 46,6 p.c. des ressources budgétaires.

Tableau 14 : Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	Prévisions 2012	Tx de réal
A. RECETTES ET DONNS	408 881,4	631 243,2	678 889,4	705 729,5	1 123 222,2	62,8
1. RECETTES	302 130,0	393 170,1	474 526,7	550 780,0	560 371,7	98,3
Recettes fiscales	278 800,5	363 087,3	440 974,7	491 878,8	522 676,4	94,1
dont compensation COMESA	7 907,6	0,0	14 673,8	0,0	27 400,0	0,0
Recettes non fiscales	23 329,5	30 082,8	32 184,0	34 879,7	37 695,3	92,5
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	1 368,0	24 021,5	39 615,0	60,6
dont AMISOM				14 000,0	26 000,0	53,8
2. DONNS	106 751,4	238 073,1	204 362,7	154 949,5	523 235,6	29,6
Dons courants	88 754,5	172 708,0	121 144,4	74 684,9	111 300,0	67,1
Dons en capital	17 996,9	65 365,1	83 218,3	80 264,6	411 935,6	19,5
B. DEPENSES	537 419,8	673 537,5	768 962,4	827 237,0	1 196 794,8	69,1
a. Dépenses courantes	432 270,2	491 942,1	554 057,0	591 980,2	617 452,3	95,9
Dépenses sur biens et services	283 563,5	325 349,2	370 948,0	385 925,2	384 744,9	100,3
Salaires	179 790,1	220 809,3	273 008,4	282 162,4	288 653,5	97,8
Achats de biens et autres services	103 773,4	104 539,9	97 939,6	103 762,8	96 091,4	108,0
Subventions et autres transferts	113 776,6	133 762,1	139 973,9	163 199,3	163 099,8	100,1
Paiements d'intérêts	26 213,1	21 983,2	32 459,0	30 408,8	43 207,6	70,4
Dépenses sur les fonds spéciaux	8 717,0	10 847,6	10 676,1	12 446,9	8 400,0	148,2
SOLDE COURANT HORS DONNS	-130 140,2	-98 772,0	-79 530,3	-41 200,2	-57 080,6	72,2
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	-23 388,8	139 301,1	124 832,4	113 749,3	505 769,9	22,5
b. Dépenses en capital	105 149,6	181 595,4	214 905,4	235 256,8	579 342,5	40,6
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-235 289,8	-280 367,4	-294 435,7	-276 457,0	-636 423,1	43,4
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)	-128 538,4	-42 294,3	-90 073,0	-121 507,4	-73 572,6	165,2
C. FINANCEMENT	128 538,4	42 294,4	90 073,0	121 507,4	73 572,6	165,2
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	77 608,4	89 758,8	54 036,2	100 484,8	73 350,8	137,0
Tirages	30 154,0	42 752,6	27 010,6	64 156,8	61 436,3	104,4
Moins amort. de la dette extérieure	-1 094 028,2	-62 281,9	-4 559,4	-7 524,4	-59 934,4	12,6
Variation des arriérés	-	-	-	-	-	-
Allègement de la dette	1 141 482,6	109 288,1	31 584,9	43 852,4	71 849,0	61,0
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	85 795,5	39 651,7	72 722,4	34 058,0	221,8	15 356,0
a. Secteur bancaire	81 182,9	33 485,0	54 352,5	13 029,5	-17 678,2	-73,7
B.R.B.	70 283,6	-7 761,3	82 745,9	51 339,5	-2 000,0	-2 567,0
Banques commerciales	8 239,5	37 845,4	-26 160,2	-36 506,1	-15 678,2	232,8
CCP	2 659,8	3 400,9	-2 233,2	-1 803,9	-	-
b. Secteur non bancaire	4 612,6	6 166,7	18 369,9	21 028,5	17 900,0	117,5
Secteur non financier	4 612,6	6 166,7	18 369,9	21 028,5	17 900,0	117,5
3. ERREURS ET OMISSIONS	-34 865,5	-87 116,1	-36 685,6	-13 035,4	-	-
Pour mémoire						
PIB	2 184 177,0	2 495 765,0	2 849 690,6	3 493 160,2		
Source : MFPDE, OBR et BRB						
Le solde est calculé sur base engagement depuis 2010						

II.2.1. RECETTES ET DONS

Les ressources internes et externes de l'Etat se sont accrues moins rapidement que celles de l'année précédente (4,0 contre 7,5 p.c.), s'établissant à 705.729,5 contre 678.889,4 MBIF, avec un taux de

réalisation de 62,8 p.c. des prévisions budgétaires de 1.123.222,2 MBIF. Cette contre-performance est principalement imputable au faible décaissement des dons (29,6 p.c. des prévisions).

Tableau 15 : Recettes et Dons (en MBIF)

	2010	2011	2012	Variations (2012/2011)	
				en valeurs	p.c.
1. RECETTES	393 170,1	474 526,7	550 780,0	76 253,3	16,1
a. Recettes fiscales	363 087,3	440 974,7	491 878,8	50 904,1	11,5
Impôts sur les revenus	114 358,4	123 972,2	155 909,1	31 936,9	25,8
Sociétés	56 763,6	70 627,5	82 531,0	11 903,5	16,9
Personnes physiques	55 324,6	52 807,6	72 882,8	20 075,2	38,0
Autres impôts sur les revenus	2 270,2	537,1	495,3	-41,8	-7,8
Impôts sur le commerce intérieur	195 129,7	248 383,8	283 288,0	34 904,2	14,1
Taxes sur les transactions	131 797,4	177 327,5	201 428,7	24 101,2	13,6
Taxes de consommation sur le tabac	3 644,9	4 430,5	4 368,2	-62,3	-1,4
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	37 506,5	40 685,6	58 173,6	17 488,0	43,0
Autres impôts intérieurs	22 180,9	25 940,3	19 317,5	-6 622,8	-25,5
Impôts sur le commerce extérieur	37 140,9	68 614,3	49 821,9	-18 792,4	-27,4
Taxes à l'importation	32 770,4	48 829,7	43 723,2	-5 106,5	-10,5
Taxes à l'exportation	216,9	162,0	166,8	4,8	2,9
Autres impôts sur le commerce extérieu	4 153,6	4 948,7	5 931,9	983,2	19,9
Compensation COMESA	0,0	14 673,8	0,0	-14 673,8	-100,0
Autres recettes fiscales	4 218,8	4,4	2 859,8	2 855,4	
b. Recettes non fiscales	30 082,8	32 184,0	34 879,7	2 695,7	8,4
1. Dividendes	4 302,1	18 311,3	14 686,8	-3 624,5	-19,8
2. Autres recettes	25 780,7	13 872,7	20 192,9	6 320,2	45,6
c. Recettes exceptionnelles	0,0	1 368,0	24 021,5	22 653,5	1 655,9
2. DONS	238 073,1	204 362,7	154 949,5	-49 413,2	-24,2
Dons courants	172 708,0	121 144,4	74 684,9	-46 459,5	-38,4
Dons en capital	65 365,1	83 218,3	80 264,6	-2 953,7	-3,5
TOTAL	631 243,2	678 889,4	705 729,5	26 840,1	4,0

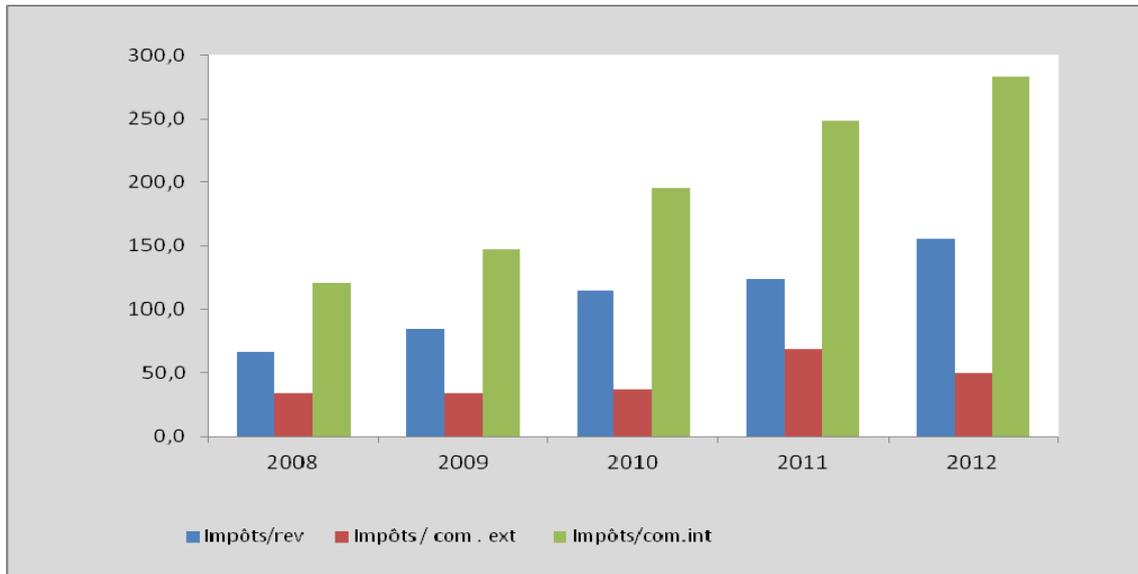
Source : MFPDE

II.2.1.1. Recettes

Les recettes publiques (550.780,0 contre 474.526,7 MBIF) ont augmenté de 16,1 contre 20,7 p.c. l'année précédente. Les

recettes fiscales représentent 89,3 p.c. des recettes totales, tandis que les recettes non fiscales et exceptionnelles représentent 6,3 et 4,4 p.c. respectivement

Graphique 8 : Principales recettes (en Mds de BIF)



II.2.1.1.1. Recettes fiscales

Passant de 440.974,7 à 491.878,8 MBIF, les recettes fiscales ont augmenté à un rythme moins rapide que l'année précédente (11,5 contre 21,5 p.c.). Leurs composantes ont enregistré des évolutions contrastées.

MBIF et le non encaissement du produit de la compensation COMESA. Par contre, les taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur ont augmenté de 4,8 et 983,2 MBIF respectivement.

Les impôts sur les revenus (155.909,1 contre 123.972,2 MBIF) ont enregistré une croissance plus élevée que celle de l'année précédente (25,8 contre 8,4 p.c.) alors que les impôts sur le commerce intérieur des biens et services ont progressé moins rapidement qu'une année auparavant (14,1 contre 27,3 p.c.)

II.2.1.1.2. Recettes non fiscales

Passant de 32.184,0 à 34.879,7 MBIF, les recettes non fiscales ont augmenté de 2.695,7 MBIF (soit 8,4 p.c.) en raison de l'accroissement des « autres recettes » (+6.320,2 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des dividendes (-3.624,5 MBIF).

En revanche, les impôts sur le commerce extérieur ont décru de 27,3 p.c., se fixant à 49.821,9 contre 68.614,3 MBIF l'année précédente. Cette diminution est liée à la baisse des taxes à l'importation de 5.106,5

II.2.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Constituées des produits de l'AMISSOM (14.000 MBIF) et des ventes diverses (10.021,5 MBIF), les recettes exceptionnelles se sont accrues de 22.653,5 MBIF.

II.2.1.2. Dons

Les dons ont diminué pour la deuxième année consécutive, revenant de 204.362,7 à 154.949,5 MBIF, soit une baisse de 24,2 contre 14,2 p.c. une année auparavant. Cette chute a concerné aussi bien les appuis budgétaires (-46.459,5 MBIF) que les dons en capital (-2.953,7 MBIF). Par rapport aux prévisions (523.235,6 MBIF), les décaissements de dons n'ont été réalisés qu'à hauteur de 29,6 p.c.

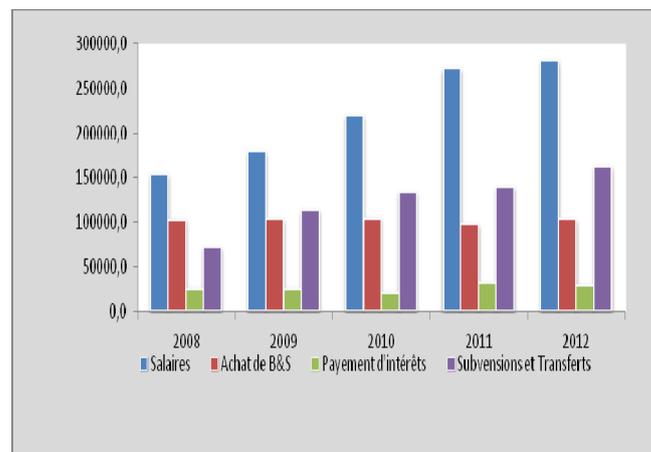
II.2.2. DEPENSES

Les dépenses totales du budget (827.237,0 contre 768.962,4 MBIF) ont augmenté moins rapidement qu'une année auparavant, soit un taux de croissance de 7,6 contre 14,2 p.c. Ce ralentissement a concerné aussi bien les dépenses courantes (6,8 contre 12,6 p.c.) qu'en capital (8,7 contre 18,3 p.c.).

Par rapport aux prévisions (1.070.602,8 MBIF), les dépenses se sont fixées à 69,1 p.c. Rapportées au PIB, elles ont représenté 26,9 p.c. contre 23,7 p.c. l'année précédente.

Concernant la répartition des dépenses courantes, les salaires représentent 47,7 p.c., les subventions et autres transferts 27,6 p.c., les achats de biens et services 17,5 p.c. et les paiements d'intérêt 5,1 p.c.

Graphique 9 : Principales dépenses courantes (en Mds de BIF)



De leur côté, les dépenses en capital ont été financées par les ressources externes et internes et ont été orientés dans le secteur routier (11.392,2 MBIF), agricole (3.272,1 MBIF), énergétique (34.645,4 MBIF) et les divers projets (14.534,2 MBIF). Les ressources nationales se sont fixées à 90.835,4 MBIF tandis que les ressources externes se sont établies à 144.421,4 MBIF dont 80.264,6 MBIF constitués des dons en capital et 64.156,8 MBIF des tirages sur emprunts extérieurs.

II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

Bien que les dépenses du Gouvernement aient affiché un rythme de croissance moins rapide que celui de l'année précédente, elles ont connu une progression plus prononcée que celle des ressources (7,4 contre 4,0 p.c.). Cette situation a entraîné l'alourdissement du déficit global (121.507,4 contre 90.073,0 MBIF) qui a été financé par les ressources extérieures (100.484,8 MBIF) et intérieures (34.058,1 MBIF) dans une moindre mesure.

II.2.3. 1. Financement intérieur net

Le financement intérieur net (34.058,1 contre 72.722,4 MBIF) a baissé de plus de la moitié suite à la diminution de l'encours des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (-34.460,1 MBIF). En revanche, les engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale et le secteur non-financier ont augmenté de 51.339,5 et 21.028,6 MBIF respectivement.

II.2.3. 2. Financement extérieur net

Le financement extérieur net (100.484,8 contre 54.036,2 MBIF) a augmenté suite à la hausse des tirages sur prêts directs

(64.156,8 MBIF contre 27.010,6 MBIF) et de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (43.852,3 MBIF contre 31.584,9 MBIF).

II.2.4. DETTE PUBLIQUE

II.2.4. 1. Evolution générale

Passant de 998.563,6 à 1.211.714,9 MBIF la dette publique s'est accrue de 21,3 p.c. cette progression a concerné aussi bien la dette extérieure (25,3 p.c.) qu'intérieure (17,6 p.c.).

Tableau 16 : Structure de dette publique à fin d'année (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
DETTE INTERIEURE	272 437,6	366 046,1	427 102,6	513 482,5	604 033,5
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	84 705,8	119 017,6	131 998,3	127 965,8	111 604,9
2. Engagements envers la B.R.B.	170 798,9	215 622,3	253 190,1	322 018,9	410 025,0
3. Autres	16 932,9	31 406,2	41 914,2	63 497,8	82 403,6
DETTE EXTERIEURE	1 567 958,7	561 392,0	494 683,4	485 081,1	607 681,4
1. Dette directe	1 370 354,7	449 575,2	463 268,2	481 050,5	604 997,5
2. Dette indirecte	197 604,0	111 816,8	31 415,2	4 030,6	2 683,9
TOTAL	1 840 396,3	927 438,1	921 786,0	998 563,6	1 211 714,9
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	14,8	39,5	46,3	51,4	49,8
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	4,6	12,8	14,3	12,8	9,2
2. Engagements envers la B.R.B.	9,3	23,2	27,5	32,2	33,8
3. Autres	0,9	3,4	4,5	6,4	6,8
DETTE EXTERIEURE	85,2	60,5	53,7	48,6	50,2
1. Dette directe	74,5	48,5	50,3	48,2	49,9
2. Dette indirecte	10,7	12,1	3,4	0,4	0,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	14,3	16,8	17,1	18,0	17,3
DETTE EXTERIEURE	82,0	25,7	19,8	17,0	17,4
TOTAL	96,3	42,5	36,9	35,0	34,7
PIB	1911139,0	2184177,0	2495765,0	2849690,6	3493160,2
Source :BRB et MFPDE					

II.2.4. 2. Dette intérieure

La dette publique intérieure a progressé de 90.551,0 MBIF, soit 17,6 p.c., se fixant à engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (88.006,1 MBIF) et le secteur non financier (36.783,6 MBIF) qui a dépassé le désendettement vis-à-vis des banques commerciales (-34.238,7 MBIF).

Au niveau des Titres du Trésor, l'encours a diminué de 16.360,9 MBIF, revenant de 127.965,8 MBIF à 111.604,9 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette baisse a concerné à la fois les bons (- 6.760,9 MBIF) et les obligations (-9.600,0 MBIF) du Trésor.

Tableau 17 : Encours des titres du Trésor en MBIF

	2008	2009	2010	2011	2012
BRB	-	32 841,2	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-
Obligations	-	32 841,2	-	-	-
Banques Commerciales	58 561,0	65 361,0	109 104,5	84 484,4	49 024,3
Bons	51 000,0	58 200,0	92 120,1	67 500,0	40 889,1
Obligations	7 561,0	7 161,0	16 984,4	16 984,4	8 135,2
Secteur non Bancaire	26 144,8	18 944,8	25 151,4	43 481,4	62 580,6
Bons	18 000,0	10 800,0	17 130,0	35 460,0	55 310,0
Obligations	8 144,8	8 144,8	8 021,4	8 021,4	7 270,6
Total	84 705,8	117 147,0	134 255,9	127 965,8	111 604,9
Bons	69 000,0	69 000,0	109 250,1	102 960,0	96 199,1
Obligations	15 705,8	48 147,0	25 005,8	25 005,8	15 405,8
Total	84 705,8	117 147,0	134 255,9	127 965,8	111 604,9

L'encours des titres du Trésor détenus par les banques commerciales a diminué de 35.460,10 MBIF suite au problème de

604.033,5 contre 513.482,5 MBIF en 2011. Cette augmentation a résulté de l'accroissement de l'endettement trésorerie qu'elles ont connu au cours de l'année. A cet effet, l'Etat a recouru au secteur non bancaire dont l'encours des titres a enregistré une hausse de 19.099,2 MBIF.

II.2.4. 2. Dette extérieure

D'une fin d'année à l'autre, le stock de la dette extérieure a augmenté de 122.600,4 MBIF, soit 25,3 p.c. s'établissant à 607.681,4 contre 485.081,1 MBIF. Cet accroissement a résulté des tirages (63.843,9 MBIF) et des plus-values de réévaluation (66.280,9 MBIF), le remboursement du principal n'ayant été que de 7.524,4 MBIF.

Tableau 18 : Dette extérieure (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2	463 268,2	481 050,5
b. Tirages	11 453,7	30 688,4	42 752,6	37 221,7	63 843,9
c. Réévaluation	69 708,8	47 836,9	-9 231,6	46 194,9	65 858,6
d. Amortissements	-37 784,5	-999 297,5	-62 760,2	-65 634,3	-5 755,4
e. Encours fin période	1 370 354,7	449 575,2	446 755,2	481 050,5	604 997,5
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	203 566,1	197 604,0	111 816,8	31 415,2	4 030,6
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	6 593,7	9 485,4	-3 825,9	572,8	422,3
d. Amortissements	-12 555,9	-95 272,6	-76 575,6	-27 957,4	-1 769,0
e. Encours fin période	197 604,0	111 816,8	31 415,2	4 030,6	2 683,9
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	1 530 542,8	1 567 958,7	561 392,0	494 683,4	485 081,1
b. Tirages	11 453,7	30 688,4	42 752,6	37 221,7	63 843,9
c. Réévaluation	76 302,5	57 322,3	-13 057,5	46 767,7	66 280,9
d. Amortissements	-50 340,4	-1 094 570,1	-139 335,8	-93 591,8	-7 524,4
e. Encours fin période	1 567 958,7	561 392,0	478 170,4	485 081,1	607 681,4
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	82,0	25,7	19,2	17,0	17,4

Source : Ministère des Finances
Source : MFPDE

N.B. Les données sur la dette garantie ne sont pas prises en compte

A l'instar des autres années, les nouveaux tirages n'ont concerné que la dette directe pour financer le secteur routier, agricole, les divers projets et le secteur énergétique. Le secteur routier a bénéficié d'un financement de 11.392,2 MBIF de la part de l'IDA, la BADEA et l'OPEP. Cette dernière a également financé le secteur agricole à

hauteur de 3.272,1 MBIF et a contribué, conjointement avec l'IDA, la BADEA, le FAD et le FIDA, au financement de divers projets pour un montant de 14.534,2 MBIF. Une banque indienne, Exim Bank a, quant à elle, décaissé 34.645,4 MBIF destinés au secteur énergétique.

Tableau 19 : Opérations de la dette publique extérieure par secteurs (Encours en fin d'année (en MBIF))

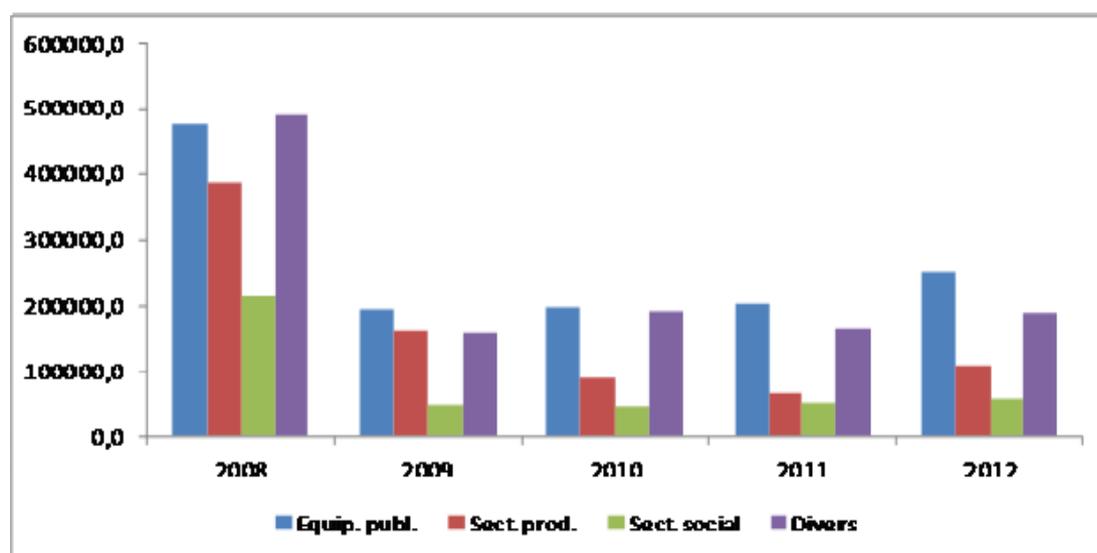
	Encours fin 2011	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2012
I. DETTE DIRECTE	481 050,5	63 843,9	65 858,6	5 755,4	3 449,6	604 997,5
A. Equipements publics	202 440,1	11 392,1	28 909,5	1 017,2	1 655,7	241 724,4
1. Transport	162 646,7	11 392,1	23 906,7	166,1	1 326,2	197 779,5
a) Routes	162 620,5	11392,1	23906,4	139,6	1326,2	197 779,5
b) Aéroport et port	26,2	-	0,3	26,5	-	-
2. Infrastructures urbaines	39 793,3	-	5 002,7	851,1	329,6	43 944,9
3. Divers	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	61 808,2	37 917,5	7 926,8	1 189,1	81,6	109 147,3
1. Agriculture et Elevage	61 808,2	3 272,1	7 323,1	1 189,1	81,6	71 214,3
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	-	34 645,4	603,7	-	-	35 249,1
C. Secteur social	52 306,8	-	6 607,8	556,5	376,1	58 358,2
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	52 306,8	-	6 607,8	556,5	376,1	58 358,2
D. Divers	164 495,4	14 534,2	22 414,5	2 992,6	1 336,2	198 451,5
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 319,7	-	175,5	31,5	13,3	1 463,7
5. Autres	163 175,7	14 534,2	22 239,0	2 961,1	1 323,0	196 987,8
II. DETTE RETROCEDEE	4 030,6	-	422,3	1 769,0	65,2	2 683,9
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	4 030,6	-	422,3	1 769,0	65,2	2 683,9
1. Agriculture et élevage	1 494,8	-	111,6	1 606,3	-	-
2. Agro-Industrie	2 535,8	-	310,7	162,6	65,2	2 683,9
3. Energie	-	-	-	-	-	-
III. DETTE GARANTIE	-	-	-	-	-	-
Secteurs productifs	-	-	-	-	-	-
1. Agriculture	-	-	-	-	-	-
2. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Divers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	485 081,1	63 843,9	66 280,9	7 524,4	3 514,8	607 681,4

Source : MFPDE

La dette publique extérieure a principalement financé les secteurs des équipements publics et les divers projets dont les parts respectives représentent 39,7

et 32,6 p.c. de l'encours total. De leur côté, les parts des crédits alloués aux projets des secteurs productifs et sociaux sont de 17,9 p.c. et 9,6 p.c. respectivement.

Graphique 10 : Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)



II.2.4. 3. Service de la dette

Comparativement à l'année précédente, le service de la dette publique a baissé de

10.441,7 MBIF, soit 22,2 p.c., revenant de 47.135,5 MBIF à 36.693,8 MBIF.

Tableau 20 : Service de la dette publique (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012
A. Service de la dette publique supporté par le budget (en MBIF)	71 764,2	33 461,8	47 135,5	36 693,8
. Dette intérieure	35 152,5	27 679,4	39 850,6	25 649,3
Principal	17 559,3	7 764,0	18 297,6	5 876,5
Intérêts	17 593,2	19 915,5	21 553,0	19 772,8
. Dette extérieure	36 611,7	5 782,3	7 284,9	11 044,4
Principal	28 832,6	3 714,6	4 559,4	7 529,7
Intérêts	7 779,1	2 067,7	2 725,5	3 514,8
B. Service total de la dette publique (en MBIF)	1 138 436,9	91 072,7	177 516,5	36 693,8
. Dette intérieure	35 152,5	27 679,4	39 850,6	25 649,3
. Dette extérieure	** 1 103 284,4	*** 63 393,3	**** 137 665,9	***** 11 044,4
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux dépenses du budget (en p.c.)	13,3	4,9	6,0	4,4
. Dette intérieure	6,5	4,1	5,1	3,1
. Dette extérieure	6,8	0,9	0,9	1,3
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux ressources du budget (en p.c.)	17,2	5,3	6,9	5,2
. Dette intérieure	8,4	4,4	5,9	3,6
. Dette extérieure	8,8	0,9	1,1	1,6
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs (en p.c.)	25,1	2,6	2,5	3,4
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	145 586,8	222 430,5	297 190,1	328 216,8
Sources : MFPDE				
(**) : Compte tenu d'un montant de 21.292,7 MBIF remise par l'Autriche et KRUPP INDUS-Sosumo				
(***) : Y compris l'annulation IADM de 1.060.175,0 MBIF				
(****) : Y compris l'annulation d'un montant de 59.678,7 MBIF consécutive aux accords de réaménagement avec l'AFD				
(*****): Compte tenu de l'annulation d'un montant de 133 106,5 MBIF de la dette envers l'Union Européenne, le Japon et la Fédération de Russie				

La diminution du service de la dette a résulté de la baisse des remboursements du principal (13.406,2 MBIF contre 22.857,0 MBIF) et des intérêts (23.287,6

MBIF contre 24.278,5 MBIF). Aussi, le service de la dette par rapport aux dépenses budgétaires s'est-il replié, revenant de 6,0 à 4,4 p.c.

En revanche, le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportations de biens et services non facteurs s'est détérioré, passant de 2,4 à 3,4 p.c., la

hausse du service de la dette extérieure (51,6 pc) ayant été plus prononcée que celle des exportations (9,9 p.c.).

II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER**II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE**

Les ressources du système bancaire (1.004.132,7 contre 952.857,8 MBIF) ont

enregistré une croissance moins accélérée que celle de l'année précédente (5,4 contre 13,4 p.c.).

Tableau 21 : Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)

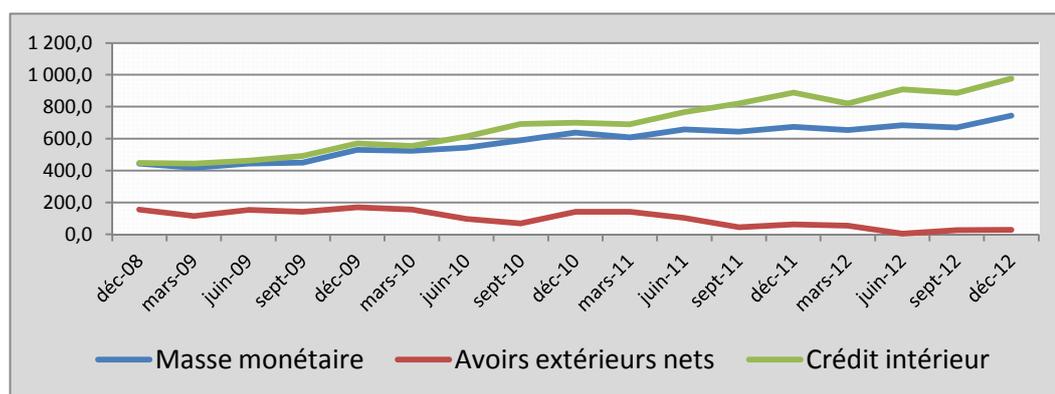
	2008	2009	2010	2011	2012
AVOIRS EXTERIEURS NETS	155 014,6	168 753,0	140 783,0	63 289,9	27 987,3
Avoirs extérieurs bruts	458 057,9	554 519,4	578 994,3	586 494,6	676 506,3
Engagements extérieurs	303 043,3	385 766,4	438 211,3	523 204,7	648 519,0
CREDIT INTERIEUR	448 134,0	569 196,2	699 683,9	889 567,9	976 145,4
créances nettes sur l'Etat	176 478,0	252 435,2	292 216,8	344 758,5	354 926,1
Crédit à l'Etat	239 022,8	327 447,5	377 071,3	422 250,9	478 017,2
Dépôts du secteur gouvernemental	62 544,8	75 012,3	84 854,5	77 492,4	123 091,1
Créances sur l'économie	271 656,0	316 761,0	407 467,1	544 809,4	621 219,3
Crédit	256 646,0	298 758,6	385 528,8	517 389,4	588 571,2
Autres créances	15 010,0	18 002,4	21 938,3	27 420,0	32 648,1
RESSOURCES = EMPLOIS	603 148,6	737 949,2	840 466,9	952 857,8	1 004 132,7
MASSE MONETAIRE (M2)	443 117,8	530 770,3	638 901,1	674 511,3	745 206,5
Monnaie (M1)	335 887,6	404 392,5	485 772,6	487 400,7	540 369,7
Circulation fiduciaire hors banques	112 623,7	120 915,7	139 103,4	153 214,3	173 871,6
Dépôts à vue	223 263,9	283 476,8	346 669,2	334 186,4	366 498,1
Quasi monnaie	107 230,2	126 377,8	153 128,5	187 110,6	204 836,8
AUTRES RESSOURCES	160 030,8	207 178,9	201 565,8	278 346,5	258 926,2
Provisions pour crédits documentaires	5 225,7	3 627,5	10 515,6	12 302,2	15 658,2
Fonds propres de la BRB	36 578,0	37 163,4	40 915,2	51 330,9	59 860,3
Divers nets de la BRB	28 836,9	67 405,3	26 255,2	50 586,1	10 876,3
Fonds propres des banques commerciales	60 251,8	88 493,4	117 762,6	146 285,5	180 688,3
Divers nets des banques commerciales	30 593,7	9 004,0	7 109,0	9 341,1	-5 767,5
Solde des transactions interbancaires	-1 455,3	1 485,3	-991,8	8 500,7	-2 389,4

Source: BRB

L'augmentation des ressources du système bancaire a concerné la masse monétaire M2 (10,5 contre 5,6 p.c.), les autres ressources ayant baissé (-6,9 contre 38,1 p.c.).

Concernant les emplois, la croissance du crédit intérieur s'est fortement décélérée (9,7 contre 27,1 p.c.) alors que la baisse des avoirs extérieurs nets s'est accentuée (-55,8 contre -55,0 p.c.).

Graphique 11: La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)



Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 15,7 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à

concurrence de 5,2 points de pourcentage, ce qui traduit que la création additionnelle de la monnaie n'a été que d'origine interne.

Tableau 22: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance annuelle de M2 (en p.c)	34,2	19,8	20,4	5,6	10,5
Avoirs extérieurs nets	21,2	3,1	-5,3	-12,1	-5,2
Avoirs intérieurs nets	13,0	16,7	25,7	17,7	15,7
Crédit intérieur nets	22,8	27,3	24,6	29,7	12,8
Créances nettes sur l'Etat	5,8	17,1	7,5	8,2	1,5
Créances sur l'économie	17,0	10,2	17,1	21,5	11,3
Autres postes nets	-9,8	-10,6	1,1	-12,0	2,9

Source: BRB

II.3.1.1.Ressources

II.3.1.1.1. Masse monétaire

La masse monétaire M2 qui s'élevait à 674.511,3 MBIF à fin 2011, s'est établie à 745.206,5 MBIF au terme de l'exercice 2012, faisant ainsi ressortir une augmentation de 10,5 contre 5,6 p.c. une année auparavant. Cet accroissement a résulté de la hausse de 10,9 p.c. des disponibilités monétaires et de 9,5 p.c. de la quasi-monnaie. La part des disponibilités monétaires dans M2 (72,5 contre 72,3 p.c.) et celle de la quasi-monnaie

(27,5 contre 27,7 p.c.) se sont quasiment stabilisées.

a. Monnaie

Les disponibilités monétaires (540.369,7 contre 487.400,7 MBIF) se sont accrues de 10,9 contre 0,3 p.c. une année plus tôt suite à la hausse des dépôts à vue (9,7 contre -3,6 p.c.) et de la circulation fiduciaire hors banques (13,5 contre 10,1 p.c.).

Bien qu'elle demeure plus importante, la part relative des dépôts à vue (67,8 contre 68,6 p.c.) dans les disponibilités monétaires a fléchi tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques s'est légèrement accrue (32,2 contre 31,4 p.c.).

b. Quasi-monnaie

Passant de 187.110,6 à 204.836,8 MBIF, les dépôts à terme et d'épargne ont augmenté de 9,5 contre 22,2 p.c. une année auparavant. Cette faible progression est principalement liée à l'augmentation des dépôts regroupés dans les « autres comptes » (89,0 contre 20,1 p.c.) qui a été partiellement absorbée par la baisse des placements des entreprises privées (-33,4 contre 79,2 p.c.).

Tableau 23 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteur (à fin d'année, en MBIF)

	2008	2009	2010	2011		2012	
				valeur	part en p.c.	valeur	part en p.c.
Particuliers	63 015,7	79 280,6	94 215,2	98 847,5	52,8	98 487,4	48,1
Entreprises privées	11 496,9	15 450,6	18 808,5	33 704,1	18,0	22 451,5	11,0
Sociétés à participation publique	9 050,7	9 145,9	13 226,9	22 696,8	12,1	23 685,1	11,6
Etablissements financiers	550,0	400,0	530,0	230,0	0,1	430,0	0,2
Autres comptes	23 116,9	22 100,7	26 347,9	31 632,2	16,9	59 782,8	29,2
TOTAL	107 230,2	126 377,8	153 128,5	187 110,6	100,0	204 836,8	100,0

Source: BRB

Les parts des particuliers (48,1 contre 52,8 p.c.), des entreprises privées (11,0 contre 18,0 p.c.) et des sociétés à participation publique (11,6 contre 12,1 p.c.) dans le total des dépôts ont baissé. En revanche, la part des placements classés dans les « autres comptes » (29,2 contre 16,9 p.c.) s'est inscrite en hausse.

II.3.1.1.2. Autres ressources

Alors qu'elles avaient enregistré une augmentation de 38,1 p.c. à la fin de l'année précédente, les autres ressources du système bancaire ont fléchi de 7,0 p.c., revenant de 278.346,5 à 258.926,2 MBIF. Aussi, leur part dans le total des ressources du système bancaire a-t-elle diminué, se fixant à 25,8 contre 29,2 p.c.

La baisse des autres ressources du système bancaire a concerné le solde des transactions interbancaires (-10.890,1 MBIF) ainsi que les divers nets de la Banque Centrale (-39.709,8 MBIF) et des banques commerciales (-15.108,6 MBIF). Par contre, les fonds propres des banques commerciales et de la Banque Centrale se sont accrus de 34.402,8 et 8.529,4 MBIF respectivement. De même, les provisions pour crédits documentaires ont augmenté de 3.356,0 MBIF.

La diminution des divers nets de la Banque Centrale a principalement porté sur les valeurs à payer à vue (-28.877,5 MBIF).

L'augmentation des fonds propres des banques commerciales est due à la hausse du capital (33.891,1 MBIF) et des réserves (11.082,9 MBIF) qui a largement dépassé la

baisse du total des résultats dégagés à la fin de l'exercice (-10.411,2 MBIF).

II.3.1.2. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont accrus de 5,4 p.c. en raison de l'expansion du crédit intérieur (9,7 p.c.), les avoirs extérieurs

nets ayant sensiblement diminué de 55,8 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

II.3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

Revenant de 63.289,9 à 27.987,3 MBIF, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 35.302,6 MBIF, soit -55,8 p.c.

Tableau 24 : Avoirs Extérieurs nets

	2008	2009	2010	2011	2012
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	458 057,9	554 519,4	578 994,3	584 811,9	676 506,3
Dont réserves officielles (en millions de USD)	266,6	323,0	332,1	295,6	308,8
Engagements extérieurs (en MBIF)	303 043,3	385 766,4	438 211,3	521 522,0	648 519,0
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	155 014,6	168 753,0	140 783,0	63 289,9	27 987,3
Variation annuelle (en p.c.)	82,6	8,9	-16,6	-55,0	-55,8
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	125,5	137,1	114,2	46,5	18,1

Source: BRB

La diminution des avoirs extérieurs nets est liée à l'augmentation des engagements (125.314,3 MBIF) plus importante que celle des avoirs bruts (90.011,7 MBIF). L'accroissement des engagements extérieurs a porté principalement sur les engagements envers le FMI au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (22.420,7 MBIF), les allocations de DTS (21.604,4 MBIF) et les autres engagements (66.042,4 MBIF).

Exprimés en dollars américains, les avoirs extérieurs nets ont régressé de 61,1 p.c., revenant de 46,5 à 18,1 millions. En revanche, les réserves de change officielles brutes se sont accrues de 4,5 p.c., passant de 295,6 à 308,8 millions de dollars, soit une couverture de 4,0 mois d'importations de biens et services contre 4,6 mois à la fin de l'exercice précédent.

II.3.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (976.145,4 contre 889.567,9 MBIF) s'est accru à un rythme moins accéléré que celui de l'exercice précédent (9,7 contre 27,1 p.c.) en rapport avec le ralentissement du rythme de croissance des créances sur l'économie (14,0 contre 33,7 p.c.) et de l'endettement net de l'Etat (2,9 contre 18,0 p.c.).

a. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat (354.926,1 contre 344.758,5 MBIF) a augmenté de 10.167,6 MBIF suite à la hausse des créances brutes (55.766,3 MBIF) qui a largement dépassé la progression des dépôts du secteur gouvernemental (45.598,7 MBIF).

Cette hausse des créances brutes a résulté principalement de l'accroissement des engagements envers la Banque Centrale (88.006,1 MBIF) partiellement contrebalancée par la diminution de l'encours des bons et

obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (-35.460,1 MBIF).

b. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie (621.219,3 contre 544.809,4 MBIF) se sont accrues de 76.409,9 MBIF, soit 14,0 p.c. suite à l'augmentation des concours de trésorerie (38.949,6 MBIF) et des financements à moyen (23.871,5 MBIF) et long termes (11.123,4 MBIF).

II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE

La liquidité bancaire s'est sensiblement améliorée à fin décembre 2012 à hauteur de 38.393,3 MBIF contre un resserrement de 44.233,0 MBIF enregistré une année auparavant. Cette augmentation est liée à l'impact expansif exercé par la hausse des

créances nettes sur l'Etat (48.797,5 MBIF) et des divers nets (29.874,9 MBIF) qui a contrebalancé l'effet restrictif exercé par la diminution des créances nettes sur l'étranger (-12.138,2 MBIF) et l'accroissement des billets et pièces en circulation (28.140,9 MBIF).

Suite à cette augmentation du total des facteurs autonomes, les banques commerciales ont remboursé les fonds reçus en refinancement l'année précédente (25.301,3 MBIF) et la Banque Centrale a ponctionné 6.800,0 MBIF. Par ailleurs, les réserves des banques et des établissements financiers se sont accrues de 4.972,8 et 2.549,5 MBIF respectivement.

Tableau 25: Variations de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
- Billets et pièces en circulation	-31 254,9	-11 975,3	-19 629,0	-14 270,8	-28 140,9
- Créances nettes sur l'Etranger	+73 495,0	-20 669,7	-15 762,7	-78 116,9	-12 138,2
- Créances nettes sur l'Etat	-23 593,2	+70 963,8	-7 439,6	82 225,8	48 797,5
- Divers	-5 541,9	-11 535,5	32 071,9	-34 071,1	29 874,9
SOUS-TOTAL FACTEURS AUTONOMES	13 105,0	26 783,3	-10 759,4	-44 233,0	38 393,3
Refinancement	-1 000,0	-	-	25 301,3	-25 301,3
dont :					
- Banques Commerciales	-1 000,0	-	-	25 301,3	-25 301,3
- Etablissements financiers	-	-	-	-	-
Reprise de liquidité	+12 000,0	-2 000,0	-3 000,0	-7 000,0	6 800,0
Réserves	+105,0	28 783,3	-7 759,4	-11 931,7	6 292,0
dont :					
- Banques Commerciales	+32,2	+28 896,2	-8 161,8	-10 793,2	4 972,8
- Etablissements financiers	+72,8	-112,9	402,4	-1 138,5	1 319,2
(+) : incidence expansive sur la liquidité.					
(-) : incidence restrictive sur la liquidité.					

II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE

S'établissant à 758.613,6 contre 692.662,6 MBIF, la liquidité globale de l'économie s'est accrue à un rythme moins rapide que celui de

l'exercice précédent (9,5 contre 17,3 p.c.). Ce ralentissement a porté aussi bien sur la liquidité active (4,4 contre 12,8 p.c.) que passive (20,5 contre 28,2 p.c.).

Tableau 26: Composantes de la liquidité de l'économie

	Encours de fin d'année (en MBIF)		Variations (en p.c.)	Moyenne (1) (en MBIF)		Variations (en p.c.)
	2011	2012		2011	2012	
I. LIQUIDITE ACTIVE	487 386,6	540 364,7	10,9	472 970,9	493 787,2	4,4
-Billets et pièces en circulation hors du secteur bancaire	153 200,2	173 866,6	13,5	145 118,0	158 881,6	9,5
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	334 186,4	366 498,1	9,7	327 852,9	334 905,6	2,2
II. LIQUIDITE PASSIVE	251 000,2	290 175,1	15,6	219 691,7	264 826,4	20,5
-Quasi-monnaie	187 110,6	204 836,8	9,5	168 698,0	187 986,8	11,4
-Bons et obligations du Trésor (2)	43 481,4	62 580,6	43,9	31 805,7	54 415,2	71,1
-Placements auprès des établissements financiers	20 408,2	22 757,7	11,5	19 188,0	22 424,4	16,9
Total (I+II)	738 386,8	830 539,8	12,5	692 662,6	758 613,6	9,5

(1): Moyenne d'encours de fin de mois
(2) : Titres détenus par le secteur non bancaire
Source: BRB

Le ralentissement du taux de croissance de la liquidité active a concerné à la fois la circulation fiduciaire hors du secteur bancaire (9,5 contre 16,1 p.c.) et les dépôts à vue (2,2 contre 11,4 p.c.).

De son côté, la décélération du rythme de croissance de la liquidité passive a principalement porté sur la quasi-monnaie (11,4 contre 22,4 p.c.) et les placements

auprès des établissements financiers (16,9 contre 65,4 p.c.).

En moyenne, les taux de liquidité de l'économie par rapport au PIB (21,7 contre 24,3 p.c.) et à la DIB (16,9 contre 19,7 p.c.) ont diminué ; la croissance de la liquidité de l'économie (9,5 p.c.) ayant été moins prononcée que celle du PIB (22,6 p.c.) et de la DIB (27,8 p.c.).

Tableau 27: Taux de liquidité de l'économie

	2009	2010	2011	2012
- Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	463 398,0	590 736,1	692 662,6	758 613,6
- Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF) (e)	2 184 177,0	2 495 765,0	2 849 690,6	3 493 160,2
- Rapport liquidités/ P.I.B. (en p.c.)	21,2	23,7	24,3	21,7
Dépense Intérieure Brute (en MBIF) (1)	2 677 866,3	3 020 081,4	3 517 626,9	4 495 839,0
- Rapport liquidités/ D.I.B. (en p.c.)	17,3	19,6	19,7	16,9

(1) : D.I.B. = P.I.B. + importations de biens et de services - exportations de biens et services
(e) : Estimation à partir de 2009.
Sources: B.R.B. et M.F.P.D.E.

II.3.4. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE

II.3.4.1. Evolution générale

D'une fin d'année à l'autre, l'encours des crédits à l'économie a enregistré un taux de croissance moins élevé que celui de l'exercice précédent (12,8 contre 32,7 p.c.), passant de 574.665,1 à 648.165,7 MBIF. De même, la progression de l'encours moyen a été moins rapide que celle d'une année plus tôt (21,5 contre 32,3 p.c.).

La décélération du taux de croissance des crédits à l'économie a concerné les

financements à court terme (8,4 contre 42,5 p.c.) et à long terme (51,9 contre 79,6 p.c.), alors que les concours à moyen terme ont fortement progressé (17,7 contre 9,3 p.c.).

Revenant de 70.478,0 à 68.758,7 MBIF, l'encours des engagements par signature a diminué de 2,4 p.c. par rapport à l'exercice précédent. Cette contraction a concerné les crédits à change non couvert (-15,2 p.c.), les avals et cautions ayant augmenté (+ 5 p.c.).

Tableau 28: Evolution des risques du système bancaire (en MBIF)

	2009		2010		2011		2012	
	Fin d'année	Encours moyens						
I. CREDITS DISTRIBUES	331 401,6	303 706,7	430 565,1	388 249,0	571 583,0	514 463,3	644 982,0	624 751,9
A. Crédits à court terme	211 498,8	205 584,0	273 985,4	250 746,1	390 864,4	339 007,8	423 907,0	422 419,6
Importation après expédition	1 946,3	1 240,9	1 895,9	1 991,0	1 824,6	2 225,0	2 652,5	2 539,1
Mobilisation de créances commerciales	5 721,7	3 222,4	6 432,4	7 254,3	10 070,2	7 800,5	8 670,6	11 478,8
Exportation	2 961,4	7 622,4	11 832,6	12 599,4	12 577,6	14 279,2	10 386,6	12 772,2
Crédits de trésorerie	200 869,4	193 498,3	253 824,5	228 901,4	366 392,0	314 703,1	402 197,3	395 629,5
B. Crédits à moyen terme	110 708,0	89 587,5	142 867,4	126 050,3	156 091,0	157 197,1	183 667,0	172 120,0
Habitat	15 338,8	13 524,0	25 050,4	19 694,9	29 936,7	28 888,7	32 498,1	31 648,1
Equipement	95 369,2	76 063,5	117 817,0	106 355,4	126 154,3	128 308,4	151 168,9	140 471,9
C. Crédits à long terme	9 194,8	8 535,2	13 712,3	11 452,6	24 627,6	18 258,4	37 408,0	30 212,3
Habitat	8 684,9	7 707,0	12 244,5	10 733,3	16 356,2	14 123,6	16 420,8	15 789,8
Equipement	509,9	828,2	1 467,8	719,3	8 271,4	4 134,8	20 987,2	14 422,5
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	52 699,2	48 414,7	72 626,3	56 948,3	70 478,0	62 561,3	68 758,7	68 999,0
Crédits à change non couvert	15 253,9	16 095,8	23 487,1	16 707,1	26 131,1	20 074,0	22 161,0	24 068,6
Avals et cautions	37 445,3	32 318,9	49 139,2	40 241,2	44 346,9	42 487,3	46 597,7	44 930,4
TOTAL DES RISQUES	384 100,8	352 121,4	503 191,4	445 197,3	642 061,0	577 024,6	713 740,7	693 750,9

Source: BRB

II.3.4.2. Catégories de crédits

II.3.4.2.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme (423.907,0 contre 390.864,4 MBIF) se sont faiblement accrus (+ 33.042,6 contre 116.879,0 MBIF) par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse a concerné les concours de trésorerie (35.805,3 MBIF) et à l'importation (827,9 MBIF), les crédits de mobilisation des créances commerciales et à l'exportation ayant diminué de 1.399,6 et 2.191,0 MBIF respectivement. Aussi, la part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués s'est-elle réduite, revenant de 68,4 à 65, 7 p.c.

II.3.4.2.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont augmenté de 27.576,0 MBIF, passant de 156.091,0 à 183.667,0 MBIF. Cet accroissement a concerné principalement les crédits d'équipement (25.014,6 MBIF) et de l'habitat (2.561,4 MBIF) dans une moindre mesure

De même, la part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits s'est accrue, passant de 27,3 à 28,5 p.c.

II.3.4.2.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme (37.408,0 contre 24.627,6 MBIF) ont progressé de 12.780,4 MBIF, soit 51,9 p.c. Cet accroissement a porté principalement sur les concours à l'équipement (12.715,8 MBIF).

II.3.4.3. Crédits par branche d'activité

Les crédits finançant le commerce (371.774,7 contre 337.131,7 MBIF) se sont accrus à un rythme moins accéléré que celui de l'exercice précédent (10,3 contre 39,7 p.c.). Aussi, leur part dans l'ensemble des crédits a-t-elle légèrement baissé, revenant de 58,8 à 57,7 p.c.

Les financements consentis au petit équipement (144.575,0 contre 127.908,0 MBIF) ont enregistré une progression moins importante que celle de l'exercice précédent (13,0 contre 33,1 p.c.).

Toutefois, leur part relative s'est stabilisée (22,4 contre 22,3 p.c.)

Tableau 29: Evolution des crédits par branche d'activité (en MBIF) (1)

	2010		2011		2012	
				Parts en p.c.		Parts en p.c.
Commerce	241 311,3	337 131,7	58,8	371 774,7	57,7	
<i>Dont café</i>	11 102,2	14 769,5	2,6	10 386,6	1,6	
Petit équipement	96 121,0	127 908,0	22,3	144 575,0	22,4	
Habitat et autres constructions	41 277,7	50 277,8	8,8	54 744,7	8,5	
Industrie	19 650,6	23 974,1	4,2	32 871,4	5,1	
Agriculture	2 554,8	1 999,1	0,3	2 416,1	0,4	
Hôtellerie et Tourisme	6 985,2	11 349,1	2,0	20 206,7	3,1	
Artisanat	2,7	2,7	0,0	2,7	0,0	
Divers	23 449,2	20 572,2	3,6	17 817,5	2,8	
TOTAL	431 352,5	573 214,7	100,0	644 408,8	100,0	

(1) : Y compris les crédits aux administrations centrale et locale
Source: BRB

Les encours des crédits à «l'habitat et autres constructions» (54.744,7 contre 50.277,8 MBIF), à l'agriculture (2.416,1 contre 1.999,1 MBIF), à « l'hôtellerie et tourisme » (20.206,7 contre 11.349,1 MBIF) ainsi qu'à l'industrie (32.871,4 contre 23.974,1 MBIF) se sont accrus.

En revanche, les financements consentis aux activités diverses (17.817,5 contre 20.572,2 MBIF) ont diminué de 13,4 p.c. Aussi, leur part relative dans l'ensemble des crédits distribués s'est-elle inscrite en baisse, revenant de 3,6 à 2,8 p.c.

*

* *

Au cours de l'année 2012, le taux de croissance de la masse monétaire s'est accrue, passant de 5,6 à 10,5 p.c. Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 15,7 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 5,2 points de pourcentage, ce qui traduit que la création additionnelle de la monnaie n'a été que d'origine interne.

La baisse des avoirs extérieurs nets est liée à l'expansion des engagements extérieurs dont le rythme de croissance (24,4 p.c.) a été plus rapide que celui des avoirs extérieurs bruts (15,7 p.c.).

L'accroissement du crédit intérieur a concerné à la fois les créances sur l'économie (14,0 p.c.) et l'endettement net de l'Etat (2,9 p.c.).

Le taux de croissance de la liquidité globale de l'économie s'est établi à 9,5 p.c. alors que le PIB nominal s'est accru de 22,6 p.c.

Face aux pressions inflationnistes, la Banque continuera de mener une politique monétaire prudente afin de contenir la masse monétaire à un niveau compatible avec la croissance du PIB. A cet égard, elle entend renforcer les instruments de régulation monétaire.

II.4. BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements de 2012 a dégagé un déficit du compte courant, légèrement plus alourdi par rapport à celui de l'exercice précédent (- 367.961,0 contre -357.619,3

MBIF) et un excédent du compte de capital et d'opérations financières (362.978,6 contre 348.227,1 MBIF) supérieur à celui de l'exercice précédent.

Tableau 30: Balance des paiements (en mbif)

	2 008	2 009	2 010	2 011	2012(p)
A. BIENS	-315 182,3	-337 823,0	-414 956,7	-540 355,1	-831 383,8
Crédit	82 581,2	84 161,5	124 596,4	156 350,4	194 303,5
Débit	-397 763,5	-421 984,5	-539 553,1	-696 705,5	-1 025 687,3
B. SERVICES NON FACTEURS	-208 030,6	-155 866,3	-109 359,7	-127 581,2	-171 295,0
Crédit	98 796,8	61 425,3	97 834,1	140 839,7	133 913,3
Débit	-306 827,4	-217 291,6	-207 193,8	-268 420,9	-305 208,3
C. REVENUS	-5 103,6	-20 887,7	-13 375,7	-22 055,2	-9 384,4
Crédit	12 897,9	1 691,5	1 389,1	9 409,6	16 479,9
Débit	-18 001,5	-22 579,2	-14 764,8	-31 464,8	-25 864,3
D. TRANSFERTS COURANTS	220 800,2	316 296,0	167 259,0	332 372,2	644 102,2
Crédit	223 136,1	320 285,7	183 949,7	349 447,6	658 427,9
Débit	-2 335,9	-3 989,7	-16 690,7	-17 075,4	-14 325,7
I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)	-307 516,3	-198 281,0	-370 433,1	-357 619,3	-367 961,0
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	307 516,3	198 281,0	370 433,1	357 619,3	367 961,0
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	248 560,6	216 330,2	363 080,0	348 227,1	362 978,6
A. COMPTE DE CAPITAL	166 791,6	1 261 343,5	95 897,6	121 656,1	221 681,7
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	81 769,0	-1 045 013,3	267 182,4	226 571,0	141 296,9
1. INVESTISSEMENT DIRECTS	3 855,5	428,6	960,7	4 230,9	872,6
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	208 585,2	-977 090,9	289 487,8	202 307,0	212 673,7
3.1 Avoirs	-36 521,6	-35 556,3	-53 619,9	-59 037,4	-72 195,0
3.2 Engagements	245 106,8	-941 534,6	343 107,7	261 344,4	284 868,7
4. AVOIRS DE RESERVE	-130 671,7	-68 351,0	-23 266,1	20 033,1	-72 249,4
2. ERREURS ET OMISSIONS	58 955,7	-18 049,2	7 353,1	9 392,2	4 982,4

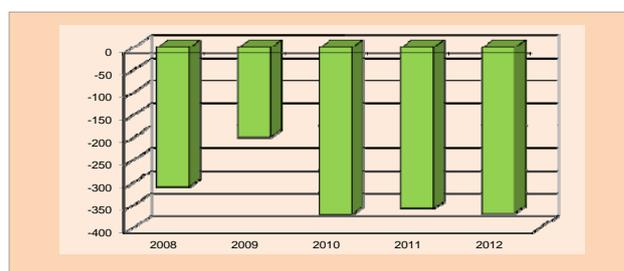
(p): Provisoire

II.4.1. Opérations courantes

Le déséquilibre du compte des opérations courantes s'est aggravé par rapport à l'année précédente, suite essentiellement à l'augmentation du déficit de la balance commerciale (-831.383,8 contre -540.355,1 MBIF) et de celui des services (-171.295,0 contre -127.581,2 MBIF), partiellement atténuée par une nette augmentation des apports extérieurs au titre

des transferts unilatéraux (644.102,2 contre 332.372,2 MBIF).

Graphique 12 : Solde des opérations courantes (en MBIF)



II.4.1.1. Biens

Les échanges commerciaux du Burundi avec le reste du monde ont été caractérisés par une hausse des exportations (194.303,5 contre 156.350,4 MBIF) et des importations (1.025.687,3 contre 696.705,5 MBIF)

II.4.1.1.1. Exportations

Les recettes d'exportations ont augmenté de 37.953,2 MBIF grâce à l'accroissement des exportations des produits primaires (174.112,7 contre 144.463,8 MBIF) et manufacturés (20.190,9 contre 11.886,6 MBIF)

Tableau 31 : Exportations de marchandises (en T et MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Produits primaires (valeur)	75 218,7	76 174,1	118 309,5	144 463,8	174 112,7
dont :					
Café (1) Volume	15 883	17 114	20 661	17 447	23 309
Valeur	47 184,2	48 733,0	85 814,3	95 281,9	100 998,7
Valeur unitaire	2 970,7	2 847,6	4 153,4	5 461,2	4 333,0
Variation	44,7	-4,1	45,9	31,5	-20,7
Thé(2) Volume	5 406	6 293	7 139	8 070	8 684
Valeur	15 531,0	18 945,6	21 919,5	26 839,0	36 643,4
Valeur unitaire	2 872,9	3 010,6	3 070,4	3 325,8	4 219,6
Variation	87,4	4,8	2,0	8,3	26,9
Peaux Volume	2 283	2 273	3 019	3 090	3 272
Valeur	3 704,8	2 335,1	3 994,5	7 714,9	9 552,4
Valeur unitaire	1 622,8	1 027,3	1 323,1	2 496,7	2 919,4
Variation	13,8	-36,7	28,8	88,7	16,9
2. Produits manufacturés (valeur)	7 362,5	7 987,3	6 287,0	11 886,6	20 190,8
Bière	1 821,9	1 596,4	2 222,4	2 802,0	3 837,7
Tissus en coton	0,0	14,5	42,9	0,0	0,0
Cigarettes	1 796,4	1 773,6	1 685,4	1 646,3	4 002,3
Bouteilles	0,0	0,1	8,0	0,0	0,0
Huile de palme brute	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre	1 465,4	2 210,7	0,0	0,0	0,0
Savons	1 079,6	1 625,5	1 600,5	5 231,8	7 987,1
Autres	1 199,2	766,5	727,8	2 206,5	4 363,7
TOTAL	82 581,2	84 161,4	124 596,5	156 350,4	194 303,5

Source (1) : Office Burundais des Recettes (OBR)

(2) : Office du thé du Burundi (OTB)

L'exportation des produits manufacturés a progressé, passant de 11.886,6 à 20.190,9 MBIF, sous l'effet essentiellement de l'accroissement des exportations de savons (7.987,1 contre 5.231,8 MBIF), de cigarettes (4.002,3 contre 1.646,3 MBIF), de la bière (3.837,7 contre 2.802,0 MBIF) et des autres biens (4.363,8 contre 2.206,5 MBIF).

II.4.1.1.2. Importations

D'une année à l'autre, les importations se sont accrues de 13,8 p.c. en valeur CIF et de 3, 5 p.c. en volume. Exprimées US dollar, les importations ont baissé de 0,5 p.c., revenant de 755,2 à 751,5 millions. L'augmentation des importations en valeur est imputable à la dépréciation du BIF

Tableau 32 : Importations de marchandises (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011 en p.c.
(valeur CIF en MBIF)						
1. Biens de production	211 971,0	206 922,7	275 201,3	457 743,6	497 552,4	8,7
2. Biens d'équipement	130 118,2	143 762,1	168 259,9	227 973,6	243 885,5	7,0
3. Biens de consommation	135 692,1	144 143,8	182 810,4	267 135,3	342 615,7	28,3
Durables	55 130,0	54 489,6	87 658,9	113 714,4	135 146,7	18,8
Non Durables	80 562,1	89 654,2	95 151,5	153 420,9	207 469,0	35,2
TOTAL	477 781,3	494 828,6	626 271,6	952 852,5	1 084 053,6	13,8
(en Tonnes)						
1. Biens de production	216 428	260 621	379 663	483 150	485 579	0,5
2. Biens d'équipement	20 189	23 446	38 625	36 588	29 233	-20,1
3. Biens de consommation	70 866	69 423	76 699	162 052	190 536	17,6
Durables	26 306	24 338	34 658	45 960	38 862	-15,4
Non Durables	44 560	45 085	42 041	116 092	151 674	30,6
TOTAL	307 483	353 490	494 987	681 790	705 348	3,5

Les importations de biens de production ont connu une augmentation plus importante en valeur (8,7 p.c.) qu'en volume (0,5 p.c.). Cette hausse en valeur a concerné particulièrement l'importation de biens destinés à l'industrie agro-alimentaire (46,6 p.c.), à la métallurgie (7,6 p.c.), à l'agriculture et élevage (51,4 p.c.) et des autres biens de production (5,2 p.c.). En revanche, les importations de produits pétroliers et de construction qui constituent les grandes composantes des biens de production se sont contractés de 0,04 et 9,7 p.c. respectivement.

En volume, les importations de biens de production ont enregistré une faible hausse suite à l'augmentation des approvisionnements en biens destinés à l'industrie agro-alimentaire (32,1 p.c.) et de construction (4,2 p.c.) qui a légèrement dépassé la diminution des volumes de la quasi-totalité des biens de production.

Les importations de biens de consommation ont augmenté en valeur (+ 28,3 p.c.) et en volume (17,6 p.c.) tant pour les biens durables non durables (35,2 p.c. en valeur et 30,6 p.c. en volume) et que durables (18,8 p.c. en valeur).

L'augmentation des importations des biens non durables a porté sur les produits alimentaires (50,9 p.c. en valeur et 32,7 p.c. en volume), pharmaceutiques (14,2 p.c. en valeur et 10,5 p.c. en volume) ainsi que sur les autres biens non durables (50,5 p.c. en valeur et 17,8 p.c. en volume).

Concernant les biens durables, la hausse a concerné en particulier les achats de véhicules (23,0 p.c. en valeur et 5,6 p.c. en volume), des autres biens durables (22,0 p.c. en valeur) et des textiles (10,6 p.c. en valeur). En revanche, le volume importé des biens durables a chuté de 15,4 p.c.

De même, les approvisionnements en biens d'équipement se sont inscrits en hausse de 7,0 p.c. en valeur grâce principalement à l'augmentation des importations des chaudières et engins mécaniques (12,4 p.c.), des tracteurs, véhicules et engins de transport (33,9 p.c.) et des autres biens d'équipements (6,5 p.c. en valeur).

Par contre, la baisse du volume des importations de pièces de rechange et outillages (-15,8 p.c.), de matériel électrique (-37,4 p.c.), de tracteurs et engins de transport (-16,1 p.c.) et d'autres biens d'équipement (-63,3 p.c.) a entraîné un recul du volume de biens d'équipement importés (-20,1 p.c.).

II.4.1.1.3. Répartition géographique des échanges extérieurs

Depuis quelques quatre ans, le commerce extérieur du Burundi est caractérisé par la prédominance du continent asiatique (34,2 p.c.), suivi par l'Europe (30,9 p.c.) et l'Afrique (29,7 p.c.).

Malgré sa prépondérance, le niveau des échanges commerciaux avec l'Asie s'est contracté suite essentiellement à la diminution des importations en provenance de l'Arabie Saoudite (11,3 contre 14,7 p.c.) et du Japon (2,4 contre 2,8 p.c.). Par contre, la part des exportations à destination de ce continent a enregistré une légère hausse (17,4 contre 16,8 p.c.).

La part des transactions avec l'Europe a fléchi, revenant de 31,5 à 30,9 p.c. en liaison avec la chute des exportations à destination des pays membres de l'Union Européenne (28,6 contre 38,2 p.c.), en l'occurrence la Belgique (7,4 contre 13,7 p.c.) et la Grande Bretagne (12,9 contre 16,7 p.c.).

Les transactions commerciales avec l'Afrique continuent à s'intensifier (29,7 contre 27,5 p.c.) sous l'effet de l'accroissement des importations (31,0 contre 29,0 p.c.) et des exportations (22,5 contre 18,0 p.c.).

Concernant les importations, la hausse a concerné principalement les biens en provenance du Rwanda (1,4 contre 0,8 p.c.), de la Tanzanie (6,5 contre 6,4 p.c.), de l'Ouganda (5,7 contre 5,5 p.c.) et de l'Afrique du Sud (3,9 contre 2,5 p.c.).

Au niveau des exportations, les parts des produits à destination de la R.D.C (7,4 contre 3,2 p.c.), de l'Ouganda (5,6 contre 2,9 p.c.), de la Tanzanie (1,0 contre 0,1 p.c.) et de l'Egypte (4,7 contre 4,5 p.c.) se sont inscrites à la hausse.

Enfin, les échanges commerciaux avec le continent américain se sont accrus, leur part relative se fixant à 4,5 contre 4,2 p.c. l'année précédente suite à la hausse de la part relative des importations (5,3 contre 4,8 p.c.), celle des exportations ayant légèrement baissé (0,4 contre 0,5 p.c.).

Tableau 33: Répartition géographique du commerce extérieur (en pourcentage)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
EUROPE	25,9	26,2	65,3	57,4	31,5	30,9
<i>Union Européenne</i>	<i>24,1</i>	<i>22,3</i>	<i>38,2</i>	<i>28,6</i>	<i>26,1</i>	<i>23,3</i>
dont :						
Belgique	9,1	10,1	13,7	7,4	9,7	9,7
Allemagne	3,2	2,0	2,5	5,2	3,1	2,5
France	4,3	3,4	1,2	0,3	3,8	2,9
Pays-Bas	0,8	1,1	0,6	0,7	0,8	1,1
Italie	1,3	1,7	1,6	2,0	1,4	1,8
Royaume-Uni	2,2	0,9	16,7	12,9	4,3	2,7
AUTRES	1,7	3,9	27,2	28,7	5,3	7,7
dont :						
Suisse	1,0	1,4	27,1	23,9	4,7	4,8
Russie	0,0	0,1	0,0	0,4	0,0	0,2
ASIE	39,5	37,2	16,2	17,4	36,2	34,2
dont :						
Arabie Saoudite	14,7	11,3	0,0	0,0	12,6	9,6
Japon	2,8	2,4	0,0	0,2	2,4	2,0
Chine	8,3	9,3	0,7	1,0	7,3	8,0
Inde	5,5	7,9	0,4	0,1	4,7	6,7
Pakistan	0,2	0,4	9,0	7,4	1,5	1,5
Singapour	0,5	0,0	1,0	2,2	0,6	0,3
AFRIQUE	29,0	31,0	18,0	22,5	27,5	29,7
dont :						
R.D .C (1)	0,7	0,7	3,2	7,4	1,1	1,7
Rwanda	0,8	1,4	4,0	3,2	1,3	1,7
Kenya	6,1	6,0	3,1	2,2	5,7	5,5
Tanzanie	6,4	6,5	0,1	1,0	5,5	5,6
Zambie	4,7	4,6	0,0	0,0	4,0	3,9
R.S.A.(2)	2,5	3,9	0,0	0,6	2,1	3,4
Ouganda	5,5	5,7	2,9	5,6	5,1	5,7
Egypte	2,0	0,0	4,5	4,7	2,3	0,7
Swaziland	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE	4,8	5,3	0,5	0,4	4,2	4,5
dont Etats-Unis	4,3	4,1	0,5	0,4	3,8	3,5
AUTRES NON SPECIFIES	0,8	0,3	0,1	2,2	0,7	0,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
(1): République Démocratique du Congo						
(2): République d'Afrique du Sud						

II.4.1.2. Services

Composé par les services non facteurs et les revenus, le solde déficitaire des services s'est aggravé de 31.043,0 MBIF, passant de 149.636,4 à 180.679,4 MBIF, suite essentiellement à la progression des importations (331.072,6 contre 299.885,7 MBIF), les exportations n'ayant enregistré qu'une faible augmentation de 1449,9 MBIF.

II.4.1.2 1. Exportation

La hausse des recettes d'exportations de services a résulté de l'accroissement des revenus (16.479,9 contre 9.409,6 MBIF) qui a dépassé la baisse des produits des services non facteurs (133.913,3 contre 140.839,7 MBIF).

Tableau 34 : Exportations de services (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
A. SERVICES NON FACTEURS	98 796,8	61 425,3	97 834,1	140 839,7	133 913,3
1. Transports :	1 050,3	661,6	917,0	3 013,3	3 815,7
maritime	733,1	456,6	553,4	1 533,4	2 141,9
aérien	317,2	205,0	363,6	1 479,9	1 673,8
routier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Voyages :	1 572,2	1 873,0	2 166,4	3 148,6	2 091,7
a. professionnels	-	-	-	-	-
b. personnels :	1 572,2	1 873,0	2 166,4	3 148,6	2 091,7
soins de santé				78,5	26,5
éducation				128,8	158,5
autres	1 572,2	1 873,0	2 166,4	2 941,3	1 906,7
3. Communication, information et informatique				3 826,1	7 493,8
4. Construction				8 347,1	4 868,6
5. Services financiers	166,6		717,9	763,8	758,1
6. Services d' assurances et réassurances	125,4	436,8	1 216,4	4 468,5	2 754,0
réassurances	125,4	436,8	1 216,4	4 468,5	2 754,0
7. Services fournis par les administrations publiques	94 943,2	58 392,6	88 868,0	116 139,0	110 724,9
a. Recettes de gouvernements étrangers	21 800,0	17 563,4	34 018,5	55 538,4	21 456,4
b. Autres services	73 143,2	40 829,2	54 849,5	60 600,6	89 268,5
8 . Autres services aux entreprises	939,1	61,3	3 948,4	1 133,3	1 406,5
B. REVENUS	12 897,9	1 691,5	1 389,1	9 409,6	16 479,9
1. Rémunération des salariés				7 626,3	14 877,2
2. Autres investissements	12 897,9	1 691,5	1 389,1	1 783,3	1 602,7
TOTAL	111 694,7	63 116,8	99 223,2	150 249,3	150 393,2

Le produit des services non facteurs a chuté de 6.926,4 MBIF suite à la diminution des recettes au titre des services fournis par les administrations publiques (110.724,9 contre 116.139,0 MBIF), des voyages (2.091,7 contre 3.148,6 MBIF) et d'assurances et réassurances(2.754,0 contre 4.468,5 MBIF).

II.4.1.2.2. Importations

Les importations de services ont été marquées par une progression de 31.186,9 MBIF en raison de la forte croissance des paiements de services non facteurs (305.208,3 contre 268.420,9 MBIF), les revenus ayant baissé de 31.464,8 à 25.864,3 MBIF.

Tableau 35: importations de services (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
A. SERVICES NON FACTEURS	293 622,5	217 291,6	207 193,8	268 420,9	305 208,3
1. Transports	82 499,1	103 514,3	136 611,2	160 408,5	181 791,0
maritime	14 990,2	18 596,4	23 720,3	28 049,7	32 005,6
aérien	19 245,2	24 575,6	35 773,5	42 871,7	46 663,4
routier	48 263,7	60 342,3	77 117,4	89 487,1	103 122,0
2. Voyages	170 938,5	76 488,5	24 418,7	39 327,6	35 759,2
a. professionnels	158 771,5	65 017,4	14 406,8	20 608,8	17 039,2
b. personnels :	12 167,0	11 471,1	10 011,9	18 718,8	18 720,0
soins de santé	1 154,2	768,8	1 018,1	1 109,5	1 207,0
éducation	11 012,8	10 702,3	8 993,8	17 609,3	17 513,0
autres	-	-	-	-	-
3. Communication, information et informatique	-	-	-	8 483,2	11 384,3
4. Construction	-	-	-	4 757,3	977,4
5. Services d' assurances	4 024,2	3 223,6	3 150,7	4 079,5	3 979,9
réassurances	3 536,2	2 992,1	2 607,1	4 052,7	3 945,9
assurances /marchandises	488,0	231,5	543,6	26,8	34,0
6. Services reçus par les administrations publiques	21 665,3	20 328,1	14 597,6	29 477,4	33 391,5
7. Services financiers	4 727,2	2 390,5	1 733,8	1 229,2	822,9
8 . Autres services aux entreprises	9 768,2	11 346,6	26 681,8	20 658,2	37 102,1
B. REVENUS	18 001,5	22 579,2	14 764,8	31 464,8	25 864,3
1. Rémunération des salariés	-	-	-	3 335,4	3 833,7
2. Autres investissements	18 001,5	22 579,2	14 764,8	28 129,4	22 030,6
TOTAL	311 624,0	239 870,8	221 958,6	299 885,7	331 072,6

L'augmentation des dépenses au titre des services a concerné les frais de transport (181.791,0 contre 160.408,5 MBIF), les dépenses relatives à la communication, l'information et informatique (11.384,3 contre 8.483,2 MBIF), les services reçus par les administrations publiques (33.391,5 contre 29.477,4 MBIF) et la rubrique « autres services aux entreprises » (37.102,1 contre 20.658,2 BIF).

En revanche, les paiements au titre des revenus ont fortement diminué (25.864,3 contre 31.464,8 MBIF) suite à la régression

des dépenses des autres investissements (22.030,6 contre 28.129,4 MBIF).

II.4.1..3. Transferts

Les apports extérieurs au titre des transferts courants qu'a bénéficié l'économie burundaise ont sensiblement augmenté de 332.372,2 à 644.102,2 MBIF, en liaison avec les transferts en faveur du secteur public (466.218,2 contre 127.443,1 MBIF), dont une grande partie est constituée par les dons en nature (302.952,0 MBIF), ceux en faveur du secteur privé s'étant contractés (177.884,0 contre 204.929,1 MBIF).

Tableau 36 : Transferts courants (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
1.SECTEUR PUBLIC	111 375,0	120 869,9	26 271,6	127 443,1	466 218,2
crédit	111 376,4	120 869,9	27 379,0	127 443,1	466 218,2
débit	1,4	0,0	1 107,4	0,0	0,0
2.SECTEUR PRIVE	109 425,2	195 426,1	140 987,4	204 929,1	177 884,0
crédit	111 759,7	199 415,8	156 570,7	222 004,5	192 209,7
débit	2 334,5	3 989,7	15 583,3	17 075,4	14 325,7
1.Transferts des fonds des travailleurs	4 035,4	33 359,9	36 357,5	45 269,1	48 385,6
crédit	4 322,1	34 730,6	42 459,5	49 706,1	52 103,6
débit	286,7	1 370,7	6 102,0	4 437,0	3 718,0
2.Autres transferts	105 389,8	162 066,2	104 629,9	159 660,0	129 498,4
crédit	107 437,6	164 685,2	114 111,2	172 298,4	140 106,1
débit	2 047,8	2 619,0	9 481,3	12 638,4	10 607,7
Solde total	220 800,2	316 296,0	167 259,0	332 372,2	644 102,2

II.4.2. Opérations en capital

Les transactions en capital et d'opérations financières se sont clôturées par un solde excédentaire de 362.978,6 contre 348.227,1 MBIF enregistré pendant l'exercice précédent. Cette augmentation a résulté de l'accroissement de l'excédent du compte de capital (221.681,7 contre 121.656,1 MBIF), le compte des opérations financières (141.296,9 contre 226.571,0 MBIF) ayant connu une nette diminution.

II.4.2.1. Compte de capital

L'excédent du compte de capital a résulté essentiellement de la progression des apports extérieurs au titre de dons projets (193.062,7 contre 95.707,0 MBIF), les contributions du Burundi aux Organisations Internationales (15.133,2 contre 19.218,4 MBIF) ayant baissé

Tableau 37 : compte de capital (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
Transfert de capital	131 791,6	1 261 343,5	95 897,6	121 656,1	221 681,7
1. Administrations publiques	131 800,5	1 261 445,3	96 852,5	122 892,1	221 781,9
crédit	138 322,2	1 265 451,8	106 489,4	142 110,5	236 915,1
dons projets	50 958,7	105 223,5	103 804,4	95 707,0	193 062,7
remise de dette	87 363,5	1 160 228,3	2 685,0	46 403,5	43 852,4
débit	-6 521,7	-4 006,5	-9 636,9	-19 218,4	-15 133,2
contribution aux organisations internationales	6 521,7	4 006,5	9 636,9	19 218,4	15 133,2
2. Autres secteurs	-8,9	-101,8	-954,9	-1 236,0	-100,2
transfert des migrants	-8,9	-101,8	-954,9	-1 236,0	-100,2
crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
débit	8,9	101,8	954,9	1 236,0	100,2

II.4.2.2. Compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières a dégagé un solde excédentaire largement inférieur à celui de l'année précédente (141.296,9 contre

226.571,0 MBIF), la progression des avoirs (144.444,0 contre 39.004,3 MBIF), n'ayant que partiellement contrebalancé par l'augmentation des engagements extérieurs (284.868,7 contre 261.344,4 MBIF).

Tableau 38 : Compte d'opérations financières (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	3 855,5	428,6	960,7	4 230,9	872,6
1. 1 De l'étranger	4 545,0	428,6	960,7	4 230,9	872,6
1. 2 A l'étranger	-689,5	-	-	-	-
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-	-	-	-	-
2. 1 Avoirs	-	-	-	-	-
2. 2 Engagements	-	-	-	-	-
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	208 585,2	-977 090,9	289 487,8	202 307,0	212 673,7
3. 1 AVOIRS	-36 521,6	-35 556,3	-53 619,9	-59 037,4	-72 195,0
3.1.1 Crédits commerciaux(accordés)	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9	-47 011,2	-52 482,1
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9	-47 011,2	-52 482,1
Long terme	-	-	-	-	-
Court terme	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9	-47 011,2	-52 482,1
3.1.2 Monnaie fiduciaire et dépôts	-27 468,0	-30 000,1	-7 154,0	-12 026,2	-19 712,9
Banques	-27 468,0	-30 000,1	-7 154,0	-12 026,2	-19 712,9
3.1.3 Autres avoirs	-	-686,1	-	-	-
3. 2 ENGAGEMENTS	245 106,8	-941 534,6	343 107,7	261 344,4	284 868,7
3.2.1 Crédits commerciaux (reçus)	59 920,0	153 254,1	124 154,3	165 422,6	185 254,5
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	59 920,0	153 254,1	124 154,3	165 422,6	185 254,5
Long terme	-1 850,9	-1 976,4	-140,9	4 181,3	-
Tirages	-	-	2 948,5	4 441,5	-
Remboursements	-1 850,9	-1 976,4	-3 089,4	-260,2	-
Court terme	61 770,9	155 230,5	124 295,2	161 241,3	185 254,5
3.2.2 Prêts	184 029,7	-1 101 016,9	204 705,4	96 371,4	86 678,5
A. Autorités monétaires	35 254,3	-33 602,5	22 386,5	37 690,3	36 192,7
B. Administrations publiques	148 851,5	-1 065 995,3	181 886,1	59 000,2	50 645,8
Long terme	146 006,9	-1 065 995,3	181 886,1	59 000,2	50 645,8
Tirages	183 609,0	89 051,6	186 171,9	105 607,6	64 156,8
Remboursements	-37 602,1	-1 155 046,9	-4 285,8	-46 607,4	-13 511,0
Court terme	2 844,6	-	-	-	-
C. Autres secteurs	-76,1	-1 419,1	432,8	-319,1	-160,0
3.2.3 Monnaie fiduciaire et dépôts	1 157,1	6 228,2	14 248,0	-449,6	12 935,7
Banques	1 157,1	6 228,2	14 248,0	-449,6	12 935,7
3.2.4 Autres engagements	-	-	-	-	-
4. AVOIRS DE RESERVES	-130 671,7	-68 351,0	-23 266,1	20 033,1	-72 249,4
SOLDE TOTAL	81 769,0	-1 045 013,3	267 182,4	226 571,0	141 296,9

En définitive, la balance des paiements du Burundi demeure caractérisée par des

déséquilibres très importants et reste tributaire de l'épargne extérieure.

*

*

*

DEUXIEME PARTIE
ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI

III. ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la mission fondamentale de la Banque Centrale consiste à assurer la stabilité des prix à travers la formulation et la mise en œuvre de la politique monétaire et de change. Elle veille également à la solidité et à la stabilité du système financier.

III.1. POLITIQUE MONETAIRE.

Au cours de l'année 2012, la Banque a continué à mener une politique monétaire prudente en vue d'atteindre son objectif principal de stabilité des prix. Les actions entreprises visaient à contenir la croissance de la masse monétaire dans les limites compatibles avec la croissance du PIB.

Dans ce contexte, la Banque a agi sur la base monétaire comme objectif opérationnel dans l'hypothèse d'une relation linéaire stable, d'une part entre la base monétaire et la masse monétaire M2, et d'autre part, entre cette dernière et le niveau général des prix. L'objectif de base monétaire est réalisé à travers le suivi des objectifs quantitatifs d'avoirs extérieurs et intérieurs nets fixés dans le cadre du programme économique et financier convenu avec le Fonds Monétaire International et soutenu par la Facilité Elargie de Crédit.

Pour atteindre ces objectifs, la Banque a utilisé les instruments indirects de politique monétaire à savoir : les réserves obligatoires, les appels d'offres de liquidité, les facilités de prêt marginal, les opérations

de pension livrée ainsi que les interventions sur le marché des enchères symétriques de devises.

III.1.1.Appels d'offres de liquidité

La Banque Centrale régule la liquidité bancaire à travers les opérations d'appels d'offres d'apport et de reprise de liquidité dont elle fixe la durée et la périodicité à sa discrétion. Les appels d'offres de liquidité peuvent être à taux fixe ou à taux variable. Dans le cas d'appels d'offres à taux fixe, la BRB annonce le taux d'intérêt auquel toutes les banques présentent leurs soumissions. Pour les appels d'offres à taux variables, chaque banque indique les montants qu'elle souhaite emprunter ou placer et les taux correspondants à chaque proposition.

Au cours de l'année sous revue, la Banque a utilisé les appels d'offres de liquidité à taux variable.

Appels d'offres d'apport de liquidité

Par les appels d'offres d'apport de liquidité, la Banque accorde aux banques des liquidités pour une période d'une semaine. Au cours du premier trimestre, la Banque Centrale n'a pas injecté de liquidité, le secteur bancaire n'ayant pas été dans le besoin. Par contre, les opérations d'apport de liquidité se sont intensifiées à partir du 2^{ème} trimestre suite au besoin de financement de la campagne café 2012-2013 dont la production a été abondante par rapport à la campagne précédente. A cet effet, la Banque a procédé exceptionnellement à l'extension des maturités des apports de liquidité de 7 jours à 14 et 28 jours.

Au total, 31 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres pour un montant total de 489.838 MBIF ont été effectuées en 2012 contre 14 opérations pour un montant de 198.000 MBIF l'année précédente.

Appels d'offres de reprise de liquidité

Cet instrument consiste à proposer aux banques, par voie d'appels d'offres, de placer auprès de la Banque Centrale des liquidités sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres. Au cours de l'année 2012, deux opérations de reprise de liquidité ont été effectuées en janvier (2.500 MBIF) et en décembre (6.800 MBIF) alors que onze opérations totalisant 72.000 MBIF avaient été enregistrées une année plus tôt.

III.1.2. Facilité de prêt marginal

La Banque met à la disposition des banques commerciales une facilité permanente de prêt marginal à laquelle elles peuvent recourir pour obtenir des liquidités au jour le jour au taux d'intérêt calculé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage. Le montant alloué dans le cadre de cette facilité est crédité le même jour au compte courant de la banque concernée. Le remboursement de ce montant et le paiement des intérêts interviennent le jour ouvrable suivant.

Malgré les apports consistants de liquidité par appel d'offres normal enregistrés au cours de l'année 2012, certaines banques ont recouru intensivement à la facilité de prêt marginal, soit 506 opérations contre 313 un an auparavant. Le cumul des facilités de prêt marginal accordées s'élève à 6.035.784 contre 3.673.130 MBIF en 2011, soit en moyenne 18.502 MBIF par

opération contre 11.761 MBIF l'année précédente.

III.1.3. Réserves obligatoires

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés que les banques commerciales doivent constituer séparément, dans leurs comptes courants en BIF, en Dollars Américains et en Euros, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Ces réserves contribuent à renforcer la régulation monétaire par la Banque en limitant la capacité des banques commerciales à accorder des crédits.

Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3 p.c. tout au long de l'année, aussi bien pour les dépôts en BIF qu'en devises. Globalement, les banques se sont conformées à la norme exigée.

III.1.4. Opérations de Pensions Livrées

Le lancement officiel des opérations de Pensions Livrées est intervenu en 2011 après la finalisation des textes réglementaires. Ces opérations peuvent se faire entre la Banque Centrale et les banques commerciales (opérations verticales), entre banques commerciales ou entre celles-ci et les autres acteurs du marché (opérations horizontales).

L'année 2012 a été marquée par un début timide des opérations de Pensions Livrées Horizontales entre banques commerciales où 14 opérations ont été enregistrées. Par contre, la Banque n'a initié aucune opération de Pensions Livrées Verticales en raison de l'absence des titres requis pour ce genre d'opérations.

III.2. TAUX D'INTERETS

D'une fin d'année à l'autre, les taux d'intérêts ont connu une évolution contrastée. En effet, les taux d'intérêts des bons du Trésor à treize semaines se sont légèrement contractés (11,03 contre 11,40 p.c.) pendant que ceux à 26 et 52 semaines se sont accrus, passant respectivement de 11,93 à 12,63 p.c. et de 8,48 à 12,33 p.c.

Sur le marché monétaire, les taux moyens d'apport de liquidité ont baissé revenant de 13,33 à 12,54 p.c. d'une fin d'année à l'autre. En moyenne annuelle, le taux d'intérêt moyen pondéré est passé de 11,85 à 13,34 p.c.

Les taux moyens de la facilité de prêt marginal ont diminué, revenant de 14,35 à 13,77 p.c. d'une année à l'autre. Ces taux ont enregistré une tendance haussière jusqu'au mois de juillet (16,24 p.c.) avant de reprendre le mouvement descendant. En moyenne annuelle, le taux moyen pondéré a baissé, revenant de 14,20 à 12,36 p.c.

Quant aux taux de reprise de liquidité, l'opération de janvier 2012 a été effectuée au taux moyen de 10,8 p.c. et celle de décembre au taux moyen de 11,02 p.c. Le taux moyen pondéré annuel a progressé, passant de 4,31 à 10,96 p.c.

Les taux moyens du marché interbancaire ont également augmenté, passant de 11,92 à 12,29 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

De même, les taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs se sont accrus, passant respectivement de 15,3 à 15,67

p.c. et de 7,6 à 8,75 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

III.3. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHE DE CHANGE

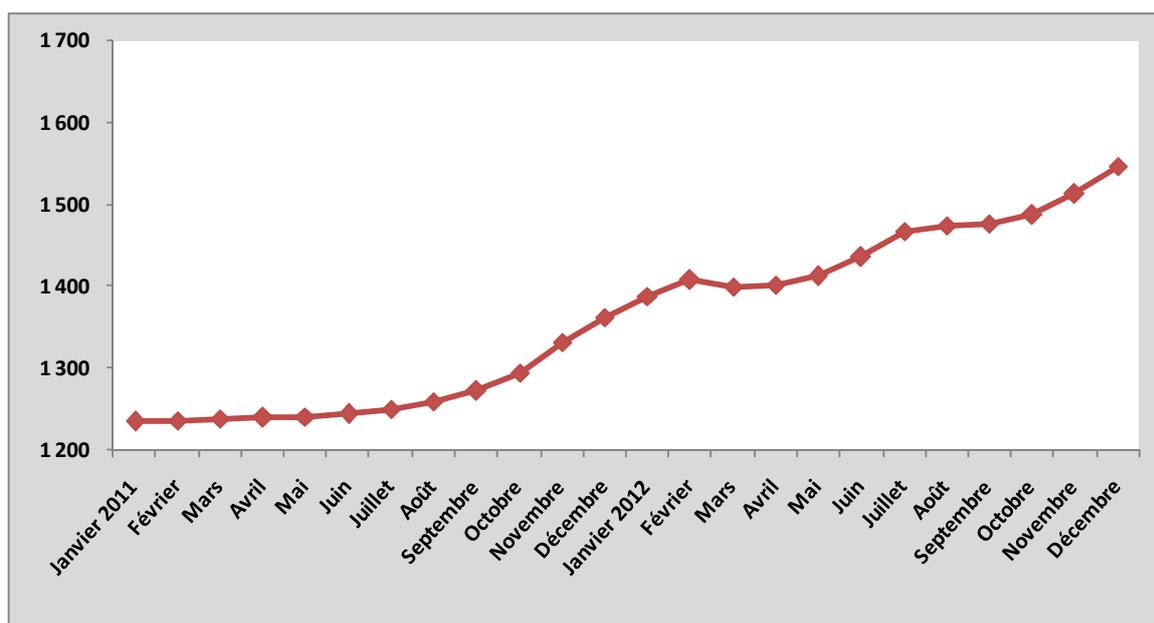
La Banque a maintenu un régime de change flottant et une politique de libéralisation des transactions courantes.

III.3.1. Politique de taux de change

A partir de mars 2012, le taux de change journalier de référence est déterminé par la moyenne pondérée des taux appliqués aux opérations d'achats et ventes de devise effectuées par les banques commerciales alors qu'il résultait, auparavant, du marché aux enchères symétrique de devises.

Au cours de l'année 2012, le franc burundi s'est déprécié face à la totalité des devises cotées par la Banque, le taux de dépréciation variant, selon la devise, entre 5,7 et 14,4 p.c. en moyenne annuelle et entre 2,2 et 19,0 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

Graphique 13 : Evolution du taux de change du BIF par rapport au dollar américain (fin de période)



D'une fin d'année à l'autre, le franc burundi s'est déprécié face à l'ensemble des devises cotées par la Banque. Il s'est beaucoup déprécié par rapport à la livre sterling (19,0 p.c.), au franc suisse (16,9 p.c.), au dollar américain (13,6 p.c.), à l'Euro (15,9 p.c.), au DTS (6,7 p.c.) et de façon moins prononcée au yen (2,2 p.c.).

Tableau 39: Cours de change de fin de période des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère) *

	2011	2012	Variation en p.c.
Dollar américain	1 361,5	1 546,1	+13,6
Franc Suisse	1 446,2	1 691,0	+16,9
Yen Japonais	17,6	18,0	+2,2
Livre Sterling	2 098,6	2 498,2	+19,0
DTS	2 083,6	2 376,2	+14,0
EURO	1 761,3	2 041,0	+15,9
+ : dépréciation du BIF			
* : Cotation à l'incertain			

De même, le franc burundi s'est déprécié en moyenne annuelle vis-à-vis du dollar

américain (14,4 p.c.), du yen (14,2 p.c.), de la livre sterling (12,7 p.c.), du DTS (11,2 p.c.), du franc suisse (7,9 p.c.) et de l'Euro (5,7 p.c.).

Tableau 40 : Cours de change moyens des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère)*

	2011	2012	Variation en p.c.
Dollar américain	1 261,1	1 442,5	+14,4
Franc Suisse	1 425,8	1 538,7	+7,9
Yen Japonais	15,8	18,1	+14,2
Livre Sterling	2 021,5	2 278,9	+12,7
DTS	1 987,3	2 209,2	+11,2
EURO	1 754,2	1 854,9	+5,7
+ : dépréciation du BIF			
* : Cotation à l'incertain			

Le taux de change effectif nominal du BIF a connu une baisse de 16,3 p.c. en glissement annuel en raison de la dépréciation du franc burundi par rapport à la totalité des monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux.

De même, le taux de change effectif réel s'est contracté de 10,9 p.c. suite à la forte diminution du taux de change effectif nominal.

Tableau 41 : Taux de change effectif du franc Burundi

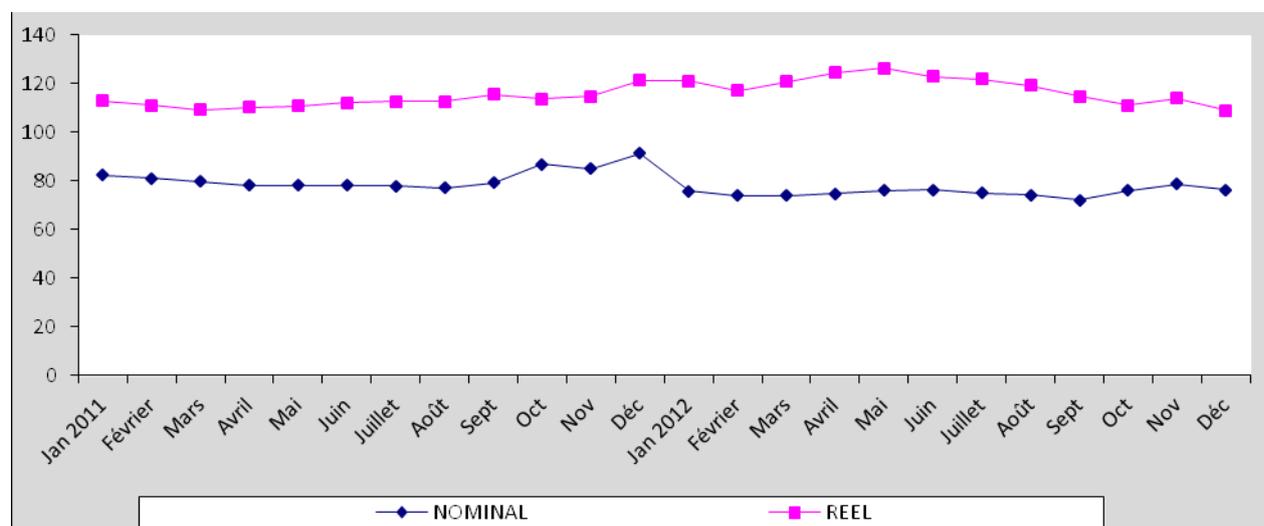
Période	NOMINAL	REEL
2008 (*)	76,8	83,2
2009	77,7	91,7
2010	79,3	97,1
2011	74,2	95,3
2012	68,9	99,9
2011		
Mars	67,9	93,3
Juin	55,7	79,7
Septembre	67,4	97,8
Décembre	77,8	103,7
2012		
Mars	63,1	103,0
Juin	65,1	104,6
Septembre	61,5	97,7
Décembre	65,1	92,4

(*) : changement de l'année de base à partir de 2008 : (2005=100)

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a connu un recul de 7,2 p.c. en raison de la dépréciation du franc Burundi face aux monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux.

En revanche, le taux de change effectif réel a progressé de 4,8 p.c. en raison de l'augmentation plus rapide des prix intérieurs (18,2 p.c.) que celle des prix extérieurs (6,9 p.c.).

Graphique 14 : Taux de change effectif nominal et réel du franc Burundi (2005=100)



III.3.2. Marché de change

Le marché de changes s'est essentiellement limité aux opérations du marché aux enchères symétriques de devises.

Au cours de l'année 2012, la Banque a continué à animer ce marché en mettant à la disposition de l'économie des ressources en devises.

Ce marché, dont les participants sont la Banque Centrale et les banques commerciales a permis à la Banque d'intervenir sur le marché de change et de déterminer le taux de change de référence jusqu'au 11 mars 2012.

Le marché des enchères symétrique de devises a subi un réaménagement à partir de 12 mars 2012.

Activités liées aux comptes de la Banque

Les séances d'enchères, qui se déroulaient tous les jours, ont été ramenées à deux fois par semaine.

Le volume des opérations adjudgées sur ce marché est revenu de 186,6 à 97,65

millions de dollars américains, dont 96,65 millions, représentent les interventions de la Banque Centrale.

III.4. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT



III.4.1. Gestion de la circulation fiduciaire

La Banque a mis à la disposition du public des moyens de paiement suffisants à savoir les billets de banque et les pièces de monnaie.

D'une fin d'année à l'autre, la circulation fiduciaire s'est sensiblement accrue de 16,5 p.c., passant de 170.106,0 à 198.246,9 MBIF. Au cours de la période de janvier à avril, la circulation fiduciaire a enregistré de faibles variations. La progression a été plus importante au cours de la période de mai à août suite à la campagne café. La tendance s'est inversée par la suite pour remonter au mois de décembre en rapport avec les dépenses importantes de fin d'année.

La Banque a continué à entretenir la circulation fiduciaire en procédant au triage, au retrait et au remplacement des billets et pièces impropres à la circulation. L'analyse de la composition de la

circulation fiduciaire montre que les coupures de 10.000 BIF restent prédominantes quoiqu'en baisse (70,4 contre 75,6 p.c.); celles de 5.000 BIF et de 2.000 BIF représentent respectivement 18,0 et 4,2 p.c. La part des billets dans la circulation fiduciaire a été de 99,8 p.c. pendant que celle des pièces s'est maintenue à 0,2 p.c.

III.4.2. Gestion des systèmes de paiement

Comme à l'accoutumé, la Banque a continué à assurer la gestion des comptes courants par le biais des paiements directs aux guichets et indirects à travers la chambre de compensation, le suivi des chèques sans provision et des opérations de call money.

Les opérations de la chambre de compensation sont constituées essentiellement par les chèques, les avis de crédit et les avis de débit présentés et/ou reçus.

En termes de volume, les chèques échangés (241.171 contre 264.766) et les pièces présentées (43.978 contre 52.258) ont diminué d'une année à l'autre. En revanche, les pièces reçues ont connu une augmentation, passant de 13.624 à 14.722.

Pour leur part, les opérations de call money se sont contractées en volume au cours de l'année 2012 par rapport à l'année précédente suite à l'insuffisance de liquidité de la quasi-totalité des banques commerciales. Alors qu'elles s'étaient élevées à 148,4 Mds de BIF en 2011, les opérations de call money ont totalisé 110,1 Mds de BIF en 2012, soit une baisse de 25,8 p.c.

III.5. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DE LA MICROFINANCE.

En matière de supervision, la Banque a poursuivi sa mission de veiller au bon fonctionnement et à la stabilité du secteur bancaire et de la microfinance.

III.5.1. Secteur bancaire

III.5.1.1. Réglementation et contrôle

Au terme de l'exercice 2012, le secteur bancaire du Burundi comprend dix banques commerciales, dont deux nouvellement agréées, et deux établissements financiers.

Au cours de l'année, la Banque a poursuivi le processus de mise à jour du dispositif légal et réglementaire en vue de l'adapter à l'évolution des standards et meilleures pratiques internationales et de répondre aux exigences d'harmonisation dans le cadre de l'intégration au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

En outre, la Banque a continué à mener des contrôles à la fois permanent et sur place. En vue de faciliter la collecte et le traitement des données, elle s'est dotée d'un logiciel de supervision bancaire dénommé « FinA ».

III.5.1.2. Activités du secteur bancaire

D'une fin d'année à l'autre, l'activité du secteur bancaire s'est intensifiée, les ressources et les emplois s'étant accrus de 10,1 p.c.

A fin décembre 2012, les principaux emplois consolidés de l'ensemble du secteur bancaire ont augmenté de 9,2 p.c. par rapport à fin décembre 2011, passant de 885 532,3 à 967 059,6 MBIF suite principalement à l'augmentation des crédits distribués (+13,3 p.c.).

Les principales ressources ont également progressé, s'établissant à 704 395,5 contre 697 042,3 MBIF à fin décembre 2011 en raison de la hausse des ressources provenant de la clientèle (+3,3 p.c) et des ressources interbancaires (+65,4 p.c.).

Concernant la qualité des actifs, les créances en souffrance de l'ensemble du secteur ont augmenté de 28,1 p.c., passant de 44 112,4 à 56 513,3 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Ainsi, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est inscrit en hausse, passant de 7,7 p.c. à 8,7 p.c.

Au niveau de la rentabilité, le résultat de l'ensemble du secteur bancaire, a diminué de 46,7 p.c., revenant de 33 928,9 à 18 127,5 MBIF de fin décembre 2011 à fin décembre 2012.

Cette baisse s'explique par la forte augmentation des dotations aux provisions constituées par le secteur (+98,9 p.c.), qui sont passées de 8.455,2 à 16.817,3 MBIF.

S'agissant des normes prudentielles, les réalisations se sont fixées à l'intérieur des limites réglementaires. Le ratio de solvabilité s'est fixé à 21,3 p.c., celui de liquidité à 101,8 p.c. et le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés s'est élevé à 148,5 p.c. En outre, les fonds propres de l'ensemble du secteur bancaire se sont accrus de 17,5 p.c.

III.5.2. Secteur de la microfinance et Bureaux de change

Le secteur de la microfinance est régi par le Décret n°100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités de microfinance au Burundi. Il comprend, à fin décembre 2012, vingt cinq établissements de microfinance qui offrent des services d'épargne et de crédit à court et moyen termes.

Au cours de l'année 2012, la Banque a réalisé diverses activités en rapport avec la supervision des établissements de Microfinance et des bureaux de change ainsi que la promotion de l'inclusion financière.

III.5.2.1. Supervision de la microfinance

Au niveau réglementaire, la Banque a élaboré des circulaires qui explicitent davantage ou complètent certaines dispositions réglementaires existantes et a poursuivi les travaux en rapport avec la révision du Décret n°100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités

de microfinance au Burundi en vue de l'adapter à l'évolution du secteur.

Sur le plan opérationnel, des contrôles sur pièces ont été régulièrement effectués et des contrôles sur place ont été réalisés dans six établissements de microfinance.

De plus, un audit de la Centrale d'Echange d'Informations (CEI) a été réalisé

En outre, dans le souci de renforcer la fiabilité des informations financières et comptables, le Référentiel comptable des établissements de microfinance du Burundi a été amélioré.

III.5.2.2. Supervision des bureaux de change

Au terme de l'exercice 2012, le nombre de bureaux de change exerçant au Burundi était de quarante sept contre quarante à fin 2011. Des contrôles sur place ont été effectués régulièrement en vue de s'assurer du respect de la Réglementation des Changes.

III.5.3. Promotion de l'inclusion financière

Au cours de l'année 2012, la Banque a réalisé une enquête sur l'inclusion financière au Burundi qui a révélé que seulement 12,5 p.c. de la population adulte disposent d'un compte dans une institution financière dont environ 8 p.c. détiennent des comptes dans les établissements de microfinance. Les résultats de cette enquête ont montré la nécessité d'identifier les pistes permettant d'augmenter l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers formels pour le plus grand nombre de la population.

III.6. RECHERCHE, ELABORATION ET DIFFUSION DES STATISTIQUES

La collecte et la gestion de l'information statistique répondent à la nécessité pour la Banque de disposer à tout moment des informations nécessaires à la prise de décisions, à l'exécution des travaux de recherche et à la publication des données économiques et financières.

Au cours de l'année 2012, des travaux de recherche ont été effectués sur des thèmes variés en rapport avec la politique monétaire.

Ces travaux ont porté sur « le comportement du système bancaire et l'évolution de la liquidité », « les déterminants des taux d'intérêts au Burundi » et « les déterminants de l'inflation au Burundi ».

En matière de statistiques, la Banque a poursuivi la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques portant sur la production, les finances publiques et la balance des paiements ainsi que les statistiques monétaires et financières.

L'harmonisation des statistiques de la balance des paiements avec le nouveau « manuel 6^{ème} édition » a été effectuée. Par ailleurs, la Banque a acquis un nouveau logiciel « Eurotrace » qui lui permettra d'améliorer le traitement des statistiques du commerce extérieur. De plus, le processus d'harmonisation des statistiques monétaires et financières et de la balance des paiements dans le cadre de la Communauté de l'Afrique de l'Est s'est poursuivi.

Au niveau des statistiques des Finances Publiques, des initiatives ont été entreprises en vue de rapprocher et harmoniser les statistiques de la dette intérieure et extérieure ainsi que les méthodologies de traitement des données entre la Banque et le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique.

Enfin, la Banque a mis à la disposition du public des informations portant sur l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers la publication des indicateurs de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel et le site Web (www.brb.bi).

III.7. PROJETS EN COURS DE REALISATION

III.7.1. Projets de modernisation des systèmes de paiement

La Banque a initié, depuis 2010, des projets de modernisation de ses activités qui rentrent dans le cadre général de modernisation du Système de Paiement National à travers le Projet de Développement des secteurs Privé et Financier financé par la Banque Mondiale. Les projets entrepris par la Banque concernent : la modernisation des systèmes de paiement (ATS-CSD), le système d'information bancaire (SIB) et le renforcement de la technologie de l'information (RTI) comprenant les sous-projets câblage, salles informatiques et infrastructure interne (ITIS).

Au cours de l'année 2012, les activités en rapport avec la modernisation des systèmes de paiement (ATS-CSD) et le système d'information bancaire (SIB) ont porté sur l'élaboration des Dossiers d'Appel d'Offres qui ont été finalisés et transmis à la Banque Mondiale pour demande de non objection.

Quant au Projet Renforcement de la Technologie de l'Information (RTI), l'analyse des offres et l'attribution des marchés ont été réalisées d'avril à septembre 2012 pour les projets Salles Informatiques et Câblage, tandis que l'analyse des offres du projet ITIS s'est étalée sur la période de mars à décembre 2012. Ensuite, la négociation des « Statements of Works » des projets Salles Informatiques et Câblage ainsi que le début de leur mise en œuvre ont eu lieu d'octobre à décembre 2012.

III.7.2. Projet modernisation des Installations électriques

L'année 2012 a été marquée par le lancement des appels d'offres et la signature des contrats pour la mise en exécution du projet « modernisation des installations électriques » (MIE). Ces contrats ont concerné notamment l'exécution des travaux relatifs au marché de renforcement des sources d'énergie qui est subdivisé en cinq lots à savoir:

- Construction de deux abris, l'un pour le tableau général basse tension et l'autre pour le groupe électrogène de 630 kVA.
- Fourniture et installation d'un groupe électrogène de 650 kVA et son câblage.
- Fourniture et installation des stabilisateurs régulateurs de tension (deux de 630 kVA, un de 100 kVA et un de 60 kVA).
- Fourniture et installation des équipements de protection contre la foudre.
- Fourniture et installation de deux tableaux généraux basse tension et leur câblage, des tableaux divisionnaires, du coffret à répartiteurs modulaires et leur câblage.

Les travaux du premier lot en rapport avec la construction de deux abris ont été débutés et achevés au cours de l'année. Pour les autres lots, les travaux ont été commencés et demeuraient en cours d'exécution à la fin de l'exercice.

III.7.3. Projet Sécurité Electronique

Le Projet Sécurité Electronique (BRBES) s'inscrit dans le cadre général de modernisation de la Banque et particulièrement du renforcement de son dispositif de sécurité, en vue de répondre aux normes internationales en matière de sécurité des institutions bancaires. L'objectif principal de la Banque est d'améliorer de manière significative la protection de la Banque, de ses agents, employés et visiteurs, des biens et du bon fonctionnement des opérations. La finalité est d'atteindre un niveau de sécurité et de protection équivalent aux besoins et aux menaces en croissance dont la Banque peut faire face.

Au cours de l'année 2012, les activités relatifs au Projet Sécurité Electronique se sont focalisés sur les visites des projets de référence des soumissionnaires « SMART LINE INTEGRATION » de l'Afrique du Sud et « SAGAM INTERNATIONAL » du Sénégal, la publication du Dossier d'Appel d'Offres de deuxième et dernière étape, l'évaluation des offres techniques et financières des soumissionnaires avec l'appui du Bureau d'études, de contrôle et de surveillance « Risk Management » de Zürich en Suisse, la négociation et la signature du contrat de fourniture et d'installation du dispositif de sécurité intégré avec SAGAM INTERNATIONAL ainsi que sur les travaux de mise en œuvre du Projet de sécurisation de la Banque.

III.7.4. Projet de construction des Villas de la Banque

Les travaux de construction de trois VILLAS de la Banque au quartier KIRIRI se sont poursuivis au cours de l'année 2012. Ces travaux ont consisté à construire les maisons d'habitation, les postes de garde, les locaux pour groupes électrogènes, les piscines, les paillotes et l'aménagement de l'extérieur.

III.8. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE

Au cours de l'année 2012, la Banque de la République du Burundi a poursuivi les activités en rapport avec ses missions dans les différentes organisations régionales dont le Burundi est membre. Les activités liées au processus d'intégration régionale se sont focalisées sur la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).

III.8.1. Coopération monétaire et financière au sein de l'EAC

Les travaux liés au processus d'harmonisation des politiques monétaire et financière au sein de la Communauté Est Africaine sont effectués dans le cadre des réunions organisées au sein du Comité des Affaires Monétaires (MAC), du Comité des Marchés des Capitaux, des Assurances et de la Pension (CMIPC) et de l'ASSOCIATION

DES Autorités de Régulation des Marchés de Capitaux des pays membres de l'EAC (EASRA).

Au cours de l'année 2012, la Banque a participé à la 15^{ème} réunion ordinaire du MAC tenue à Kampala, en Ouganda, aux ateliers et aux réunions de ses sous-comités ainsi qu'à celle du CMIPC. En outre, elle a organisé la 35^{ème} réunion de l'EASRA à Bujumbura au mois de mars et a pris part à la 36^{ème} réunion tenue à Dr-es-Salaam en Tanzanie au mois d'octobre 2012.

Ces réunions ont analysé l'état d'avancement du processus d'harmonisation des politiques et a défini des opérations et des infrastructures des Marchés des Capitaux, et a défini les orientations pour accélérer le processus d'intégration monétaire et financière. Bien plus, la Banque a poursuivi sa participation aux travaux de la Commission chargée de la négociation du protocole de l'Union Monétaire de l'Afrique de l'Est.

III.8.2. Convergence macroéconomique

La convergence macroéconomique vise à harmoniser les politiques économiques en vue de créer les conditions préalables pour une intégration réussie. A cet effet, des critères de convergence ont été établis pour adopter des stratégies permettant la mise en place de l'union monétaire.

Tableau 42 : Evolution des critères de convergence pour le Burundi

	2008	2009	2010	2011	2012
Critères de premier rang					
Déficit global hors dons/PIB \leq 6%	9,4	10,5	9,2	10,4	8,6
Inflation \leq 5%	24,5	10,5	6,5	9,6	18,2
Réserves de change en mois d'importation \geq 6	6,3	7,5	6,5	4,6	4
Critères de second rang					
Recettes fiscales /PIB \geq 20%	12,4	13,2	14,5	15,5	14,1
Masse salariale/Recettes fiscales \leq 35%	8,1	8,2	8,8	9,6	8,1
Investissement public/recettes fiscales $>$ 20%	32,3	36,4	39,4	48,7	47,5
Maintien des taux d'intérêt réels positifs	- 16,2	- 2,9	0,8	- 2,1	- 10,1
Maintien de la stabilité du taux de change réel	6,7	10,2	5,9	- 1,9	4,8

Au cours de l'année 2012, le Burundi n'a pas respecté les critères de premier rang. Le taux d'inflation annuel moyen a sensiblement augmenté par rapport à l'année antérieure (18,2 contre 9,6 p.c.) suite principalement au renchérissement des produits alimentaires de première nécessité et à certains produits non alimentaires. Le déficit global hors dons par rapport au PIB a enregistré une légère amélioration, revenant de 10,4 à 8,6 p.c. Les réserves de change en mois d'importations de biens et services (4,0 contre 4,6) ont continué à baisser d'une année à l'autre en rapport avec l'accroissement des importations.

Faisant suite à la recommandation de la réunion extraordinaire du MAC tenue en décembre 2010, le Secrétariat de l'EAC, en collaboration avec le FMI a mené une étude sur la révision des critères de convergence. Les résultats de cette étude ont été transmis au Conseil Sectoriel de l'Union Monétaire Est Africaine et sont en cours d'analyse au comité de négociation du protocole de l'union monétaire.

III.8.3. Intégration au niveau du COMESA

La Banque a pris part aux réunions du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA). Elle a notamment participé à la réunion des Gouverneurs

tenue à Kigali en vue d'examiner le rapport des experts sur les questions financières et monétaires du COMESA où la réunion a, en outre analysé l'étape franchie dans le processus d'intégration au sein de la zone COMESA.

Les Gouverneurs des Banques Centrales ont également échangé sur les éventuelles répercussions de la crise de la dette souveraine, notamment la baisse des recettes d'exportations, de l'aide publique, des Investissements Directs Etrangers (IDE), des transferts de fonds des migrants ainsi que ses conséquences sur la pauvreté et le chômage.

III.8.4. Activités au niveau de l'ABCA

Au cours de l'année 2012, la Banque de la République du Burundi a assuré la présidence de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), sous-région Afrique de l'Est. A cet effet, la Banque a organisé, entant que Présidente, la 12ème réunion des Gouverneurs de la sous-région qui s'est tenue à Bujumbura le 23 mai 2012. Cette réunion a évalué l'état d'avancement du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) qui vise la convergence macroéconomique avant la mise en place d'une Banque Centrale Africaine.

La Banque a, en outre, participé à la réunion ordinaire du Bureau de l'ABCA qui s'est tenue à ABUJA, au Nigéria, pour examiner l'état de la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil des Gouverneurs lors de sa 35^{ème} session ordinaire tenue à Lilongwe, au Malawi, en 2011.

La Banque a participé également à la 36^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) qui s'est tenue le 30 août 2012 à Alger, en Algérie. Cette réunion a été précédée par un symposium sous le thème « Défis pour les Banques Centrales africaines face à la volatilité des mouvements de capitaux et des cours des matières premières.

III. Autres Activités

En appui à ses missions fondamentales, la Banque a continué à exercer des activités axées principalement sur les domaines juridique, logistique, la comptabilité et les technologies de l'information. Dans le cadre de ses relations avec les institutions partenaires internationales, la Banque a pris part aux réunions, aux assemblées régionales et internationales et autres forums qui traitent des sujets qui sont en rapport avec ses missions.

IV. GOUVERNANCE ET COMPTE DE LA BANQUE

IV.1. GOUVERNANCE

IV.1.1. ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2012, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions conformément à la Loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En

vertu de ces Statuts, les Organes de la Banque Centrale sont : le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

Le Gouverneur, assisté de deux Vice Gouverneurs, assure la direction de la Banque. Il préside le Conseil Général et le Comité de Direction, prépare et met en œuvre leurs décisions, nomme aux emplois de la Banque et représente cette dernière vis-à-vis des tiers. Le Gouverneur et les deux Vice Gouverneurs sont nommés par le Président de la République sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions pour un mandat de cinq ans renouvelable.

L'année 2012 a été marquée par la nomination d'un nouveau Gouverneur de la Banque de la République du Burundi en remplacement de celui dont le mandat venait d'expirer. Ainsi, par décret numéro 100/215 du 9 août 2012, Monsieur Jean CIZA a été nommé Gouverneur de la Banque de la République du Burundi en remplacement de Monsieur Gaspard SINDAYIGAYA.

IV.1.1.1. Conseil Général

Le Conseil Général est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. Il est composé de huit membres dont le Gouverneur, les deux Vice-Gouverneurs et cinq membres nommés par décret présidentiel en raison de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Le Conseil Général a tenu, au cours de l'année 2012, six réunions ordinaires qui ont porté notamment sur l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2011 et l'affectation du résultat relevant de cet exercice, l'analyse et approbation des états financiers trimestriels 2012, la révision budgétaire 2012 ainsi que les prévisions budgétaires pour l'exercice 2013. Ils ont ensuite analysé et adopté la politique de gestion de la

continuité des activités de la Banque, adopté un nouveau règlement du marché des enchères symétriques des devises (MESD) et une nouvelle gamme de billets de banque, analysé et approuvé le rapport du comité d'Audit de l'exercice 2011. Enfin, les membres du Conseil ont approuvé la modification de l'organigramme de la Banque et analysé l'état d'avancement des travaux des projets de la Banque en cours de réalisation.



IV.1.1.2. Comité de Direction

Le Comité de Direction est composé du Gouverneur et de deux Vice- Gouverneurs. Il examine les questions d'ordre stratégique et/ou relatives à la gestion interne de la Banque. A cet effet, il a tenu ses réunions conformément aux Statuts de la Banque. La plupart de ces réunions étaient élargies aux Conseillers de la Direction et aux Responsables des Services pour analyser notamment les situations actives et passives mensuelles, la révision budgétaire de l'exercice 2012, les budgets prévus pour l'exercice 2013. En outre, le Comité a analysé les questions relatives à l'état d'avancement des projets d'informatisation de la Banque et de modernisation des systèmes de paiement, à la prévision des réserves de changes, à l'évaluation du marché des enchères symétriques de devises ainsi qu'à l'évaluation du patrimoine immobilier de la Banque.

IV.1.1.3. organes de contrôle

Les organes de contrôle sont constitués du Comité d'audit et des auditeurs internes et externes. Ces organes ont exercé leurs missions conformément aux statuts de la Banque.

Au cours de l'exercice 2012, le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la charte du Comité d'Audit.

Les auditeurs internes et externes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux Normes Internationales d'Audit.

La mission de l'audit interne consiste à conduire des missions d'audit des activités de la Banque en vue d'identifier les risques auxquels cette dernière est exposée et de formuler des recommandations permettant de les maîtriser.

Dans ces missions, l'auditeur s'est basé sur la méthodologie d'audit fondée sur les risques.

Il a utilisé les formulaires standardisés en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audité, les plans d'action et enfin les décisions de l'Autorité.

Au cours de l'année 2012, l'activité de l'auditeur interne s'est focalisée sur la finalisation des activités prévues dans le plan annuel d'audit 2011 et sur l'exécution des activités programmées dans le plan annuel 2012. Le plan d'audit de l'année 2012 comptait 18 objets d'audits et un objet d'audit supplémentaire a été effectué sur les états financiers au 30 juin 2012. Huit objets ont été choisis selon leur niveau de risque, six ont porté sur des audits qui sont opérés régulièrement et quatre n'avaient pas pu être achevés lors de l'exercice précédent. A la fin de l'exercice 2012, quatre objets d'audit demeuraient en cours de finalisation et le taux de réalisation a été évalué à 79 p.c.

L'audit externe portant sur les états financiers de la Banque de l'exercice 2012 a été effectué selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) par « GRANT THORNTON » pour sa troisième et dernière année. Cet audit a concerné la situation financière au 31 décembre 2012, le résultat global, les variations dans les capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. Enfin, l'audit externe a effectué un résumé des

principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

IV.1.2. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

IV.1.2.1. Effectif

D'une fin d'année à l'autre, l'effectif du personnel de la Banque est resté inchangé (533 unités). Le nombre de départs a correspondu à l'effectif de nouvelles recrues (14 unités). Les départs à la retraite se sont établis à 10 unités.

Cependant, l'analyse par catégories du personnel de fonction révèle une évolution contrastée. Alors que le personnel de la catégorie d'encadrement a progressé de 8 unités, le personnel des catégories de direction et de collaboration a baissé de 5 unités pour chaque catégorie. Celle d'exécution n'a subi aucune modification. Le personnel d'appui a, quant à lui enregistré une augmentation de 2 unités.

A fin décembre 2012, la part du personnel féminin dans l'effectif total de la Banque s'est stabilisée (42,2 contre 42,4 p.c.).

La répartition du personnel par tranche d'âges montre que le gros de l'effectif de la Banque (72,8 p.c.) se situe entre 26 et 50 ans.

IV.1.2.2. Politique sociale

Dans le domaine de la politique sociale, la Banque a mené des actions visant à assurer le bien-être de son personnel. Elle a ainsi fait bénéficier à son personnel et à leurs ayant droits des soins de santé sur place ou à l'étranger. Elle a également octroyé des crédits pour achat, entretien, amélioration ou construction de maisons ainsi que pour l'acquisition des moyens de déplacement et d'équipements divers.

IV.1.2.3. Formation

Dans le souci d'assurer le renforcement des capacités de son personnel, la Banque a facilité le perfectionnement de son personnel par la participation à des séminaires, cours et ateliers organisés sur

place et/ou à l'étranger dans divers domaines. Au cours de l'année 2012, plusieurs cadres ont reçu une formation à l'étranger pendant qu'un nombre aussi important a bénéficié d'un perfectionnement professionnel sur place.

*

*

*

IV.2. COMPTES

Au cours de l'année 2012, la Banque a continué de présenter ses états financiers selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) conformément aux exigences de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi.

IV.2.1. BILAN

Au 31 décembre 2012, le total du bilan de la Banque s'est fortement accru de 164.249,0 MBIF, soit 17,7 p.c., passant de 929.209,5 à 1.093.458,5 MBIF.

A l'actif, cette augmentation a concerné les créances sur l'étranger (94.670,1 MBIF), les créances sur l'Etat (88.006,1 MBIF), les immobilisations (2.575,8 MBIF) et les autres actifs (4.298,4 MBIF). En revanche, les créances sur les banques commerciales (-25.301,3 MBIF) se sont inscrites en retrait.

Au passif, l'accroissement a porté sur les engagements envers le FMI (80.217,8 MBIF), la base monétaire (64.588,2 MBIF), les dépôts du secteur gouvernemental (12.145,8 MBIF), les engagements extérieurs (29.834,6 MBIF) et les fonds propres (11.027,4 MBIF). Pour leur part, les autres passifs et les dépôts divers se sont

contractés de 31.211,9 et 2.352,8 MBIF respectivement.

IV.2.1.1. Actif

IV.2.1.1.1. Créances sur l'étranger

Passant de 571.315,8 à 665.986,0 MBIF d'une fin d'année à l'autre, les créances sur l'étranger se sont accrues de 94.670,1 MBIF, soit 16,6 p.c. Cette augmentation est imputable à l'expansion des avoirs extérieurs (70.732,6 MBIF), de la quote-part au FMI (22.526,1 MBIF) et des encaisses en monnaies étrangères (4.002,2 MBIF), les provisions pour crédits documentaires ayant baissé de 2.590,8 MBIF.

Exprimées en dollars américains, les réserves de changes bruts ont légèrement augmenté de 3,3 p.c., passant de 413,1 à 426,7 millions.

A. Avoirs extérieurs

S'établissant à 468.165,7 contre 397.433,0 MBIF, les avoirs extérieurs se sont accrus de 70.732,6 MBIF, soit 17,8 p.c. Cet accroissement a concerné à la fois les avoirs en or (436,5 MBIF), les placements à terme (24.460,5 MBIF), les avoirs à vue (10.771,5 MBIF) et les avoirs en DTS (35.064,0 MBIF).

B. Quote-part au FMI

La quote-part du Burundi (77.000.000 DTS) exprimée en BIF dans le capital du FMI s'est accrue de 22.526,1 MBIF, soit 14,0 p.c. en rapport avec la dépréciation du BIF par rapport au DTS.

IV.2.1.1.2. Créances sur l'Etat

D'une fin d'année à l'autre, l'endettement brut du Trésor envers la Banque Centrale a fortement progressé de 88.006,1 MBIF suite à l'expansion des avances ordinaires (68.991,3 MBIF) et des tirages sur le crédit spécial allocations de DTS (22.712,4 MBIF), la dette extraordinaire ayant diminué de 3.697,6 MBIF.

IV.2.1.1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers

Les créances sur les banques commerciales sont nulles à fin décembre 2012 suite au remboursement de l'apport de liquidité sous forme de la facilité de prêt marginal (-25.301,3 MBIF).

IV.2.1.1.4. Titres de participation

D'une fin d'année à l'autre, la valeur des titres de participation s'est maintenue à 9,4 MBIF. Ce montant correspond à la [Tableau 43 : Evolution de la base monétaire \(en MBIF\)](#)

valeur des titres de participation que la Banque détient sur l'Exploitation du Port de Bujumbura (EPB).

IV.2.1.1.5. Autres actifs

Passant de 6.270,8 à 10.569,2 MBIF, les autres actifs ont enregistré une augmentation de 4.298,4 MBIF soit 68,6 p.c. suite principalement à la hausse des éléments regroupés dans les autres créances (3.607,1 MBIF).

IV.2.1.2. PASSIF

IV.2.1.2.1. Base monétaire

D'une fin d'année à l'autre, la base monétaire au sens strict a enregistré une augmentation de 64.588,2 MBIF, passant de 205.688,8 à 270.277,0 MBIF. Cette expansion a résulté de la hausse du volume des billets et pièces en circulation (28.140,9 MBIF), des dépôts du secteur bancaire (11.777,4 MBIF) et des établissements financiers et micro finances (24.669,9 MBIF).

	2008	2009	2010	2011	2012
Billets et pièces en circulation	124 230,9	136 206,2	155 835,1	170 106,0	198 246,9
Dépôts du secteur bancaire	36 965,9	63 862,1	55 439,2	34 902,5	46 679,9
Dépôts des établissements financiers et micro-finances	1 126,9	1 014,1	1 416,5	680,3	25 350,2
TOTAL	162 323,7	201 082,4	212 690,8	205 688,8	270 277,0

IV.2.1.2.2. Dépôts du secteur gouvernemental

Les dépôts du secteur gouvernemental ont progressé de 12.145,8 MBIF en liaison principalement avec l'augmentation des dépôts de l'administration centrale en

IV.2.1.2.3. Dépôts divers

Les dépôts divers (17.274,2 contre 19.627,0 MBIF) se sont contractés de 2.352,8 MBIF, en raison de la baisse des autres engagements (-5.708,8 MBIF) qui a dépassé la hausse des dépôts à l'importation (3.356,0 MBIF).

IV.2.1.2.4. Engagements envers le Fonds Monétaire International

Par rapport à fin décembre 2011, les engagements envers le Fonds Monétaire International se sont sensiblement accrus de 80.217,8 MBIF, soit 16,5 p.c. Cette augmentation est liée à la hausse du compte FMI-FRPC (36.192,7 MBIF) suite à de nouveaux tirages, à la dépréciation du BIF par rapport au DTS ainsi qu'à l'augmentation des comptes titres FMI (21.812,8 MBIF), des allocations de DTS (21.604,4 MBIF) et du compte d'ajustement de valeur (607,9 MBIF).

IV.2.1.2.5. Engagements extérieurs

D'une fin d'année à l'autre, les engagements extérieurs ont progressé de 29.834,6 MBIF en rapport principalement

monnaie locale (36.743,6 MBIF) partiellement contrebalancée par la diminution de ses avoirs en monnaies étrangères (-24.820,3 MBIF).

avec la hausse des dépôts des non résidents en monnaies étrangères (30.618,5 MBIF), les valeurs à payer en devises ayant baissé de 971,2 MBIF.

IV.2.1.2.6. Autres passifs

Revenant de 46.241,3 à 15.029,4 MBIF, les autres passifs ont sensiblement baissé (-31.211,9 MBIF), soit -67,5 p.c. suite à la contraction des valeurs à payer à vue en BIF (-29.921,0 MBIF) et des créiteurs divers (1.998,9 MBIF).

IV.2.1.2.7. Fonds propres

Les fonds propres de la Banque (62.981,7 contre 51.954,4 MBIF) se sont accrus de 11.027,4 MBIF suite à l'augmentation du fonds de réserves générales (5.423,9 MBIF), des réserves au titre de l'écart de change (4.761,3 MBIF) et du résultat (842,2 MBIF).

BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Bilans (en milliers)

ACTIF	Bilans (en milliers)		PASSIF		
	Au 31.12.2011	Au 31.12.2012		Au 31.12.2011	Au 31.12.2012
CREANCES SUR L'ETRANGER	571 315 810	665 985 950	BASE MONETAIRE	205 688 774	270 277 016
Encaisse monnaies étrangères	4 527 025	8 529 258	Billets et pièces en circulation	170 105 977	198 246 926
Avoirs extérieurs	397 433 029	468 165 665	Dépôts du secteur bancaire	34 902 537	46 679 921
Avoirs en or	2 045 513	2 482 046	Dépôts des établissements financiers	680 260	25 350 169
Correspondants à vue	47 260 976	58 032 506			
Correspondants à terme	183 492 099	207 952 627			
Avoirs en DTS	164 634 441	199 698 486	DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL	115 511 781	127 657 532
Provisions versées pour crédocs	8 915 507	6 324 713	Dépôts de l'administration centrale en bif	49 392 802	86 136 395
Quote part au FMI	160 440 249	182 966 314	Dépôts de l'administration centrale en devises	54 457 112	29 636 843
			Dépôts des admin.locales, des organ. publics et des agences gouvernementales	11 661 867	11 884 294
CREANCES SUR L'ETAT	322 018 936	410 025 016	DEPOTS DIVERS	19 626 986	17 274 153
Avances ordinaires	86 260 599	155 251 860	Dépôts à l'importation	12 302 226	15 658 225
Dettes extraordinaires	141 433 337	137 735 733	Autres Engagements	7 324 760	1 615 928
Avance spéciale/allocations de DTS	94 325 000	117 037 423			
CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS	25 301 341	0	ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI	486 425 779	566 643 565
Créances sur les banques commerciales	25 301 341	0	FMI-FRPC	172 860 467	209 053 185
Créances sur les établissements financiers	0	0	Compte FMI n° 1	7 903 242	7 903 242
Créances sur les banques en liquidation	1 268 769	887 842	Allocation des DTS	153 875 713	175 480 107
Provision pour dépréciation des prêts	-1 268 769	-887 842	Comptes titres FMI	145 820 811	167 633 611
			Comptes d'ajustement de valeur	5 965 546	6 573 420
TITRES DE PARTICIPATION	9 380	9 380	ENGAGEMENTS EXTERIEURS	3 760 510	33 595 073
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9 380	9 380	Dépôts des non résidents en BIF	2 225 724	2 413 023
Participation B.C.C.			Dépôts des non résidents en monnaies étrangères	46 919	30 665 376
Participation S.I.P.	20 000	20 000	Dépôts des résidents	0	0
Provisions pour dépréciations d'actifs	(20 000)	(20 000)	Valeurs à payer en devises	1 487 867	516 674
			AUTRES PASSIFS	46 241 328	15 029 428
AUTRES ACTIFS	6 270 814	10 569 186	Provisions	4 758 356	5 466 328
Achat d'or aux producteurs	0	0	Valeurs à payer à vue	38 431 258	8 510 245
Acomptes sur commandes	174 609	810 534	Créditeurs divers	3 051 714	1 052 855
Comptes suspens	14 501	163 100			
Provisions pour créances douteuses	-1 198 413	-1 291 649	FONDS PROPRES	51 954 351	62 981 748
Autres créances	7 280 117	10 887 201	Capital social	11 000 000	11 000 000
			Fonds de réserves générales	23 079 647	28 503 553
IMMOBILISATIONS	4 293 228	6 868 983	Réserves spéciales	5 672 104	5 672 104
			Réserves au titre de l'écart de change	2 017 405	6 778 694
			Résultat	10 185 195	11 027 397
TOTAL	929 209 509	1 093 458 515	TOTAL	929 209 509	1 093 458 515

IV.2.1.3. COMPTES DE RESULTAT

Comparé à celui de fin décembre 2011, le résultat de l'exercice 2012 s'est accru de

842,2 MBIF, soit 8,3 p.c., passant de 10.185,2 à 11.027,4 MBIF.

Tableau 44 : Comptes de résultat (en MBIF)

	31/12/2011	31/12/2012
Intérêts perçus	17 884,0	20 786,0
Intérêts payés	642,1	190,4
Intérêts nets	17 241,9	20 595,6
Frais et commissions nets	344,2	385,4
Produits nets sur opérations de change	4 362,8	5 630,9
Autres produits d'exploitation	841,9	1 009,3
Produits nets avant les charges d'exploitation et résultat sur fluctuation de change	22 790,8	27 621,2
Charges d'exploitation	17 366,9	19 394,0
Gains/Pertes sur fluctuation des cours de change	4 761,3	2 800,2
Bénéfice de l'exercice	10 185,2	11 027,4

La progression du résultat global s'explique par l'accroissement des produits nets (4.830,4 MBIF) plus important que celui des charges d'exploitation (2.027,1 MBIF). Les gains sur fluctuation des cours de change se sont élevés à 2.800,2 contre 4.761,3 MBIF l'exercice précédent. L'augmentation des produits d'exploitation est imputable principalement à la hausse des intérêts nets (3.353,7 MBIF) et des produits nets sur les opérations de change (1.268,1 MBIF).

L'accroissement des charges d'exploitation (19.394,0 contre 17.366,9 MBIF) a concerné principalement les frais du personnel (2.350,2 MBIF) et les dotations aux amortissements et provisions (660,8 MBIF). En revanche, les frais de fabrication des billets et pièces ont diminué de 1.311,1 MBIF.



RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

AUX MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI.

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque de la République du Burundi (BRB), repris ci-après, comprenant l'état de la situation financière au 31 décembre 2012, ainsi que l'état du résultat global, l'état des variations dans les capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et autres notes explicatives.

Responsabilité du comité de direction pour les états financiers

Le Comité de Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, et aux exigences de la loi No 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation, les auditeurs prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Banque de la République du Burundi (BRB) au 31 décembre 2012, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) applicables aux opérations de la Banque et à la loi N01/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.



ANNEXES STATISTIQUES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2008	2009	2010	2011	2012
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	9 764	11 352	13 111	7 982	20 335
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	24 863	6 814	24 236	14 228	23 845
Thé	T	6 715	6 731	8 025	8 817	9 140
Coton	T	1 222	1 094	1 672	1 860	1 623
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	HL	1 653 674	1 653 530	1 985 175	2 080 664	2 041 379
Huile de coton	Litre	33 550	31 528	26 501	43 555	47 790
Riz (1)	T	5 388	7 038	2 480	52	349
Cigarettes	('000)	436 065	514 240	457 825	510 350	650 350
Farine de blé et de maïs	T					
Sucre	T	18 233	14 314	18 937	20 688	23 168
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Films en polyéthylène	Kg	23 778	17 546	1 588	-	-
Savons						
- de ménage	T	5 469	5 805	5 201	8 532	9 388
- de toilette	T	202	195	218	236	274
Peinture	T	505	450	543	613	681
Produits pharmaceutiques	MF	142	-	-	-	-
Oxygène	M3	18 100	37 103	33 481	47 878	47 071
Acétylène	Kg					
Mousse	Matelas (3)	16 820	20 070	16 974	32 646	16 612
Casiers en plastique	Unité	367 649	361 107	393 235	322 447	592 829
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	104 419	139 945	143 152	174 179	65 096
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Clous	T	599	907	1 038	2 109	1 573
Tôles ondulées	Pièces			196 826	164 894	
Profilés acier (2)	T	17	27	39	28	22
Tubes en acier	T	68	-	-	-	-
VII. AUTRES INDUSTRIES						
Papiers hygiéniques	Rouleau	1 095 800	1 201 773	1 181 056	1 045 700	1 113 378

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2) : Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

(4) : Un carton contient 240 piles.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (en p,c du PIB)

	2008	2009	2010	2011	2012
A. RECETTES ET DONNS	20,8	19,1	25,3	23,8	20,2
1. RECETTES	13,6	14,2	15,8	16,7	15,8
Recettes fiscales	12,4	12,8	14,5	15,5	14,1
Recettes non fiscales	1,2	1,1	1,2	1,1	1,0
Recettes exceptionnelles		0,4	0,0	0,05	0,7
2. DONNS	7,2	4,9	9,5	7,2	4,4
Dons courants	6,1	4,1	6,9	4,3	2,1
Dons en capital	1,1	0,8	2,6	2,9	2,3
B. DEPENSES	22,9	24,6	27,0	27,0	23,7
a. Dépenses courantes	18,9	19,8	19,7	19,4	16,9
Dépenses sur biens et services	13,5	13,0	13,0	13,0	11,0
Salaires	8,1	8,2	8,8	9,6	8,1
Achats de biens et autres services	5,4	4,8	4,2	3,4	3,0
Subventions et autres transferts	3,7	5,2	5,4	4,9	4,7
Paiements d'intérêts	1,4	1,2	0,9	1,1	0,9
Dépenses sur les fonds spéciaux	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE COURANT HORS DONNS	-5,3	-6,0	-4,0	-2,8	-1,9
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	1,9	-0,7	5,6	4,4	3,3
b. Dépenses en capital	4,0	4,8	7,3	7,5	6,7
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-9,3	-10,4	-11,2	-10,3	-7,9
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits consta	-2,1	-5,5	-1,7	-3,2	-3,5
C. FINANCEMENT	2,1	5,5	1,7	3,2	3,5
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	0,7	3,6	3,6	1,9	2,9
Tirages	0,6	1,4	1,7	0,9	1,8
Moins les amortissements de la dette extérieure	-4,6	-50,1	-2,5	-0,2	-0,2
Variation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette	4,7	52,3	4,4	1,1	1,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	1,6	3,9	1,6	2,6	1,0
a. Secteur bancaire	1,0	3,7	1,3	1,9	0,4
b. Secteur non bancaire	0,7	0,2	0,2	0,6	0,6
3. ERREURS ET OMISSIONS	-0,2	-2,0	-3,5	-1,3	-0,4
PIB au prix du marché	1 911 139,0	2 184 177,0	2 495 765,0	2 849 690,6	3 493 160,2

ANNEXE 3 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER (en MBIF)

	Encours fin 2011	Tirages	Rééva- luation	Amortis- sment	Intérêts	Encours fin 2012
A. DETTE DIRECTE	481 050,5	63 843,9	65 858,6	5 755,4	3 202,3	604 997,5
AFD	-	-	-	-	-	-
AID	232 989,9	9 407,6	30 074,5	1 594,5	1 297,6	270 877,5
BAD	1 235,6	-	138,2	166,1	-	1 207,6
BADEA	27 835,8	5 583,0	3 928,9	997,9	0,0	36 349,8
BEI	-	-	-	-	-	-
CHINE	-	-	-	-	-	-
EXIM BANK KABU 16	-	34 645,4	603,7	0,0	0,0	35 249,1
FAD	33 051,8	2 694,7	4 429,6	234,2	474,6	39 941,9
FIDA	71 453,8	1 276,7	9 138,4	954,9	-	80 914,1
FOND KOWEITIEEN	31 289,6	-	4 287,6	0,0	166,2	35 577,2
FONDS SAOUDIEN	29 576,7	-	4 756,6	0,0	475,5	34 333,3
JAPON	-	-	-	-	-	-
OPEP	48 221,3	10 236,3	6 255,7	1 807,8	788,5	62 905,6
UE	-	-	-	-	-	-
AUTRES	5 396,0	-	2 245,4	-	-	7 641,3
2. DETTE RETROCEDEE	4 030,6	-	586,1	17 368,4	65,2	2 683,9
AFD	1 494,8	-	111,6	1 606,3	-	-
AID	-	-	-	-	-	-
BAD	-	-	-	-	-	-
BADEA	-	-	-	-	-	-
BEI	-	-	-	-	-	-
FONDS ABU DHABI	2 535,8	-	310,7	162,7	65,2	2 683,9
FONDS KOWEITIEEN	-	-	-	-	-	-
OPEP	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	163,8	15 599,4	-	-
AUTRES	-	-	-	-	-	-
TOTAL	485 081,1	63 843,9	66 444,7	23 123,8	3 267,4	607 681,4

Source: Ministère des finances

-

ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS
(Encours en fin d'année, en MBIF)

	Encours fin 2011	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2012
I. DETTE DIRECTE	481 050,5	63 843,9	65 858,6	5 755,4	3 449,6	604 997,5
A. Equipements publics	211 479,7	11 392,1	28 909,5	1 017,2	1 655,7	250 764,1
1. Transport	171 686,4	11 392,1	23 906,7	166,1	1 326,2	206 819,2
a) Routes	171 660,2	11 392,1	23 906,4	139,6	1 326,2	206 819,2
b) Aéroport et port	26,2	0,0	0,3	26,5	0,0	0,0
2. Infrastructures urbaines	39 793,3	0,0	5 002,7	851,1	329,6	43 944,9
3. Divers	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Secteurs productifs	61 808,2	37 917,5	7 926,8	1 189,1	81,6	106 463,4
1. Agriculture et Elevage	61 808,2	3 272,1	7 323,1	1 189,1	81,6	71 214,3
2. Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Mines et Energie	0,0	34 645,4	603,7	0,0	0,0	35 249,1
C. Secteur social	52 306,8	0,0	6 607,8	556,5	376,1	58 358,2
1. Education	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Santé	52 306,8	0,0	6 607,8	556,5	376,1	58 358,2
D. Divers	155 455,7	14 534,2	22 414,5	2 992,6	1 336,2	189 411,8
1. Balance des paiements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Assistance technique	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Gestion des entreprises publiques	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Etudes des projets	1 319,7	0,0	175,5	31,5	13,3	1 463,7
5. Autres	154 136,0	14 534,2	22 239,0	2 961,1	1 323,0	187 948,1
II. DETTE RETROCEDEE	4 030,6	0,0	422,0	1 768,7	65,2	2 683,9
A. Equipements publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Télécommunications	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Infrastructures urbaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Secteurs productifs	4 030,6	0,0	422,0	1 768,7	65,2	2 683,9
1. Agriculture et élevage	1 494,8	0,0	111,6	1 606,3	0,0	0,0
2. Agro-Industrie	2 535,8	0,0	310,5	162,4	65,2	2 683,9
3. Energie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	485 081,1	63 843,9	66 280,6	7 524,1	3 514,8	607 681,4

Source : Ministère des Finances.

ANNEXE 5 : INDICE HORS-ALIMENTATION (Variations en p.c.)

Période	Pondération	Habille-	Logement,	Articles	Services	Transport	Culture	Autres	Total
		ment	chauffage et éclairage	de ménage & entretien ménager	médicaux & médicaments	et communi- cations	enseigne- ment et loisirs	biens et services	
		5,3	27,0	4,9	2,0	5,3	1,9	1,7	48,1
2008		4,2	15,8	12,8	11,2	25,9	-0,5	18,2	15,1
2009		9,2	11,8	24,2	10,8	-8,7	7,2	15,0	9,6
2010		0,9	9,9	8,7	0,2	2,6	4,6	2,0	7,4
2011		16,7	6,6	7,0	30,8	19,8	5,2	11,6	9,6
2012		24,5	31,7	4,3	3,8	3,1	0,3	17,7	23,3
1er Trim. 2011		4,9	3,9	8,4	28,3	11,6	1,5	7,1	6,0
2e Trim. 2011		9,1	6,5	7,4	28,5	17,4	2,1	7,7	8,7
3e Trim. 2011		23,9	5,9	7,6	30,8	28,0	6,4	15,1	11,1
4e Trim. 2011		28,6	8,6	2,0	35,5	22,2	10,9	16,2	12,4
1er Trim. 2012		31,6	36,3	2,7	5,6	8,9	10,3	20,8	27,7
2e Trim. 2012		37,2	35,2	3,2	5,6	3,7	3,7	19,4	37,2
3e Trim. 2012		21,0	28,9	5,6	4,2	-3,4	-4,3	15,8	20,4
4e Trim. 2012		11,6	26,9	5,7	0,0	3,8	-7,4	15,2	18,9

Source : - ISTEEDU.

Annexes Statistiques

ANNEXE 6 : AVOIRS EXTERIEURS NETS (en MBIF)

	2008		2009			2010				2011				2012			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre			
B.R.B.	112 965,8	118 710,9	105 289,7	67 722,8	43 960,4	104 271,8 #	107 554,9	88 750,0	39 994,4	26 154,9 #	16 884,4	5 451,7	28 144,2	14 016,7			
Avoirs extérieurs	332 289,1	398 750,4	394 343,6	344 058,2	346 556,0	416 071,3 #	424 427,7	433 043,6	393 691,9	411 545,4 #	418 024,0	401 219,2	431 627,2	483 827,1			
Resrves internationales	329 127,2	397 478,0	392 353,0	342 345,4	336 396,6	409 471,3	415 532,9	426 477,2	387 680,9	402 401,3	406 339,4	394 708,0	426 464,0	477 370,6			
Or	1 033,4	1 304,8	1 314,8	1 475,0	1 555,0	1 678,2	1 704,1	1 816,6	2 001,3	2 045,5	2 328,0	2 179,4	2 542,8	2 482,1			
DTS	181,8	128 093,7	124 553,9	120 972,7	139 909,4	139 030,6	141 665,1	157 079,9	169 415,7	164 634,5	179 153,7	180 253,4	197 524,0	199 698,5			
Tranche de réserve FMI	688,7	692,5	673,3	654,0	688,3	686,7	699,7	715,3	718,0	750,6	778,8	783,6	819,1	856,0			
Devises	327 223,3	267 387,0	265 811,0	219 243,7	194 243,9	268 075,8	271 464,0	266 865,4	215 545,9	234 970,7	224 078,9	211 491,6	225 578,1	274 334,0			
Autres créances	3 161,9	1 272,4	1 990,6	1 712,8	10 159,4	6 600,0	8 894,8	6 566,4	6 011,0	9 144,1	11 684,6	6 511,2	5 163,2	6 456,5			
- Engagements extérieurs	219 323,3	280 039,5	289 053,9	276 335,4	302 595,6	311 799,5	316 872,8	344 293,6	353 697,5	385 390,5	401 139,6	395 767,5	403 483,0	469 810,4			
BANQUES COMMERCIALES	42 048,9	50 042,1	49 390,6	28 271,7	25 224,2	36 511,2	32 821,1	14 735,3	5 100,2	37 135,0	37 452,0	-1 277,2	-1 201,6	13 970,6			
- Avoirs extérieurs	125 768,9	155 769,0	155 722,8	139 243,6	135 528,9	162 923,0	143 484,5	129 711,1	129 685,2	173 266,5	180 704,5	156 567,2	166 097,0	192 679,2			
- Engagements extérieurs	83 720,0	105 726,9	106 332,2	110 971,9	110 304,7	126 411,8	110 663,4	114 975,8	124 585,0	136 131,5	143 252,5	157 844,4	167 298,6	178 708,6			
TOTAL	155 014,7	168 753,0	154 680,3	95 994,5	69 184,6	140 783,0	140 376,0	103 485,3	45 094,6	63 289,9	54 336,4	4 174,5	26 942,6	27 987,3			

Annexes statistiques

ANNEXE 7 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (en MBIF)

	2008	2009	2010				2011				2012			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	112 948,1	118 693,2	105 289,7	67 722,8	43 960,4	104 271,8	107 554,9	88 750,0	39 994,4	26 154,9	16 884,4	5 451,7	28 144,2	14 016,7
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	120 771,4	191 736,7	151 915,7	171 521,3	194 744,2	184 295,9	144 633,7	159 014,9	189 726,2	266 511,7	213 734,8	228 642,3	232 781,2	315 291,0
- Secteur gouvernemental net	120 840,6	191 787,9	151 942,1	171 547,7	194 780,6	184 312,1	144 649,9	159 031,1	189 742,4	266 527,9	213 751,0	228 658,5	233 146,9	315 474,6
- Fonds d'égalisation	69,2	51,2	26,4	26,4	36,4	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	365,7	183,6
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	-	-	-	-	3 410,3	21 978,1	41 214,8	25 301,3	31 811,4	60 598,8	29 808,6	-
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	-													
CREANCES SUR LES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	25,0	20,0												
CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE	5 305,8	5 737,4	6 338,7	6 180,5	6 104,0	5 958,8	6 782,8	7 147,0	7 517,5	7 453,0	8 389,5	8 341,9	8 948,6	9 013,4
AUTRES POSTES NETS	-40 808,1	-77 352,3	-66 411,8	-25 656,9	-15 411,0	-33 255,8	-17 114,0	-13 433,7	-14 476,2	-50 579,1	-12 859,7	-13 357,9	-5 784,4	-17 481,2
AVOIRS = ENGAGEMENTS	198 242,2	238 835,0	197 152,3	219 787,7	229 417,6	261 290,7	245 287,7	263 476,3	263 996,7	274 861,8	257 980,4	289 696,8	293 918,2	320 859,9
BASE MONETAIRE	156 438,5	198 044,1	155 172,2	173 561,0	184 168,1	209 859,9	194 039,7	210 710,2	207 464,2	211 228,7	193 417,8	217 841,8	219 803,6	245 341,4
- Circulation fiduciaire	124 230,9	136 206,2	125 349,6	147 647,5	149 317,2	155 835,2	149 827,1	172 348,7	168 466,4	170 106,0	165 509,4	183 642,4	184 428,3	198 246,9
- Dépôts du secteur bancaire	24 965,9	53 862,1	26 437,8	21 838,2	30 413,9	45 700,3	39 310,0	27 317,5	33 099,7	34 907,1	22 939,6	27 763,6	32 797,6	39 879,9
- Dépôts des établissements financiers	1 127,0	1 014,1	707,1	299,8	1 896,7	1 416,5	600,1	1 156,4	1 493,8	278,0	480,4	1 363,6	289,8	1 597,2
- Dépôts des sociétés à participation publique	4 382,5	6 030,7	2 009,7	2 868,3	1 749,7	3 718,4	2 806,6	4 498,6	1 381,7	5 017,0	1 495,7	3 699,7	1 650,9	2 951,4
- Autres engagements à vue	1 732,2	931,0	668,0	907,2	790,6	3 189,5	1 495,9	5 389,0	3 022,6	920,6	2 992,7	1 372,5	637,0	2 666,0
DEPOTS A L'IMPORTATION	5 225,7	3 627,5	4 455,2	5 313,2	6 642,8	10 515,6	8 476,4	6 058,6	7 790,0	12 302,2	6 964,2	9 147,7	8 142,0	15 658,2
FONDS PROPRES	36 578,0	37 163,4	37 524,9	40 913,5	38 606,7	40 915,2	42 771,6	46 707,5	48 742,5	51 330,9	57 598,4	62 707,3	65 972,6	59 860,3

Annexes Statistiques

ANNEXE 8 : BILAN MONETAIRE DES BANQUES COMMERCIALES (en MBIF)

	2008	2009	2010			2011				2012				
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	42 048,9	50 042,1	49 390,6	28 271,7	25 224,2	36 511,2	32 821,1	14 735,3	5 100,2	37 135,0	37 452,0	-1 277,2	-1 201,6	13 120,9
RESERVES	38 257,8	68 591,8	41 604,6	40 914,2	46 142,7	64 325,4	53 520,5	45 519,8	50 929,5	42 441,8	40 487,0	47 628,5	53 964,3	70 759,2
- Caisse	11 607,2	15 290,5	15 892,8	16 536,9	16 783,3	16 731,8	17 348,1	17 639,3	17 082,7	16 891,7	18 126,7	18 880,8	21 571,7	24 375,3
- Dépôts à la BRB en FBu	17 817,8	45 560,9	18 504,4	16 849,2	22 832,4	38 979,6	29 371,2	20 671,9	25 810,1	18 575,2	14 631,0	20 917,7	25 131,2	28 968,0
#NOM?	8 832,8	7 740,4	7 207,4	7 528,1	6 527,0	8 614,0	6 801,2	7 208,6	8 036,7	6 974,9	7 729,3	7 830,0	7 261,4	17 415,9
CREDIT INTERIEUR	314 171,1	361 198,4	388 639,8	427 086,9	481 851,9	495 539,6	527 579,6	584 693,5	613 917,0	601 556,8	585 889,5	656 048,6	631 815,6	637 376,0
- Créances nettes sur l'Etat	53 090,5	59 270,0	70 784,5	68 927,4	89 242,2	99 316,7	104 508,9	107 501,0	96 148,1	70 900,4	42 025,6	52 261,6	21 942,9	34 394,4
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-5 052,6	-8 608,6	-9 623,5	-8 547,6	-8 200,6	-5 456,4	-5 617,3	-6 361,1	-8 199,5	-6 981,8	-10 091,1	-7 214,2	-10 100,7	-9 660,5
- Créances nettes sur les Ad.loc.	-180,8	-453,3	-679,2	-137,3	363,6	202,8	-43,6	45,1	418,5	316,2	348,3	561,6	583,8	482,2
- Créances sur les sociétés à participation publique	21 902,2	8 420,7	6 398,5	9 459,9	20 892,4	8 291,0	6 223,9	4 966,7	8 251,5	3 801,4	6 738,7	7 244,6	11 597,2	6 581,4
- Créances sur le secteur privé	244 268,0	302 425,8	321 615,7	357 240,7	379 410,5	393 041,7	422 363,9	478 359,7	517 154,6	533 371,0	546 724,2	603 051,2	607 648,6	605 434,7
- Créances sur les E.F	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	182,1	143,8	149,6	143,8	143,8	143,8	143,8
REPRISE DE LIQUIDITE	12 000,0	10 000,0	22 100,6	-	2 000,0	6 000,0	5 491,5	-	-	-	-	-	-	6 800,0
AUTRES POSTES NETS	15 062,0	32 837,1	30 693,0	37 103,5	31 085,2	33 637,6	13 364,9	32 946,1	31 966,1	33 460,7	43 452,3	47 625,9	49 162,5	57 475,0
AVOIRS = ENGAGEMENTS	421 539,8	522 669,4	532 428,6	533 376,3	586 304,0	636 013,8	632 777,6	677 894,7	701 912,8	714 594,3	707 280,8	750 025,8	733 740,8	785 531,1
CREDIT DE LA BANQUE CENTRALE	-	-	30,6	-	-	-	3 410,3	21 978,1	41 135,1	23 887,6	31 870,5	60 060,1	29 462,9	-
ENGAGEMENTS ENVERS LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1 153,5	1 634,9	3 082,6	2 542,0	2 221,4	1 658,8	1 520,3	2 041,1	2 158,9	800,1	948,0	2 068,3	1 398,9	2 231,0
DEPOTS A VUE	207 640,4	263 799,4	270 597,7	262 743,2	298 657,4	323 347,8	301 000,9	310 266,5	293 693,9	313 383,3	302 050,8	303 777,1	310 459,2	342 234,6
DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE	106 678,2	125 975,8	130 169,5	133 693,8	142 852,0	152 596,5	156 381,6	165 912,9	181 116,6	186 878,6	187 293,5	190 782,9	181 579,4	204 404,8
SOLDE NET DES TRANSACTIONS INTERBANCAIRES	229,4	924,5	1 325,3	16,0	768,1	-98,5	2 459,7	3 184,1	223,1	557,4	-36,5	82,5	-706,5	4 114,6
FONDS PROPRES	105 838,3	130 334,8	127 222,9	134 381,3	141 805,1	158 509,3	168 004,8	174 512,0	183 585,2	189 087,3	185 154,5	193 251,8	211 546,9	232 395,8

ANNEXE 9 : SITUATION MONETAIRE (en MBI)

	2008		2009		2010			2011			2012			
	Décembre	Décembre	Mars	Jun	Septembre	Décembre	Mars	Jun	Septembre	Décembre	Mars	Jun	Septembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	155 014,6	168 753,0	154 680,3	95 994,5	69 184,6	140 783,0	140 376,0	103 485,3	45 094,6	63 289,9	54 336,4	4 174,5	26 942,6	27 987,3
- Avoirs extérieurs	458 057,9	554 519,4	550 066,4	483 301,8	482 084,9	578 994,3	567 912,2	562 754,7	523 377,1	584 811,9	598 728,5	557 786,4	597 724,2	676 506,3
- Engagements extérieurs	303 043,3	385 766,4	395 386,1	387 307,3	412 900,3	438 211,3	427 536,2	459 269,4	478 282,5	521 522,0	544 392,1	553 611,9	570 781,6	648 519,0
CREDIT INTERIEUR	448 134,0	569 196,2	554 809,8	614 156,6	692 038,2	699 683,9	690 626,8	765 837,7	821 340,2	889 567,9	819 854,0	909 706,6	886 186,3	976 145,4
- Créances nettes sur l'Etat	176 478,0	252 435,2	220 250,7	241 078,8	285 444,8	292 216,8	255 032,1	275 111,1	288 220,1	344 758,5	257 828,7	290 856,6	257 786,4	354 926,1
- Créances sur l'économie	271 656,0	316 761,0	334 559,1	373 077,8	406 593,4	407 467,1	435 594,7	490 726,6	533 120,1	544 809,4	562 025,3	618 850,0	628 399,9	621 219,3
ACTIF = PASSIF	603 148,6	737 949,2	709 490,1	710 151,1	761 222,8	840 466,9	831 002,8	869 323,0	866 434,8	952 857,8	874 190,4	913 881,1	913 128,9	1 004 132,7
MASSE MONETAIRE	443 117,8	530 770,3	524 595,6	543 477,1	589 980,1	638 901,1	607 911,5	658 965,9	644 399,7	672 133,9	654 457,0	684 424,8	671 098,1	745 206,5
- Monnaie	335 887,6	404 392,5	393 724,1	408 731,3	446 576,1	485 772,6	451 297,9	492 821,0	463 051,1	485 023,3	466 931,5	492 909,9	489 016,7	540 369,7
- Quasi-Monnaie	107 230,2	126 377,8	130 871,5	134 745,8	143 404,0	153 128,5	156 613,6	166 144,9	181 348,6	187 110,6	187 525,5	191 514,9	182 081,4	204 836,8
DEPOTS DU FONDS D'EGALISATION	69,2	51,2	26,4	26,4	36,4	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	365,7	183,6
DIVERS (net)	159 961,6	207 127,7	184 868,1	166 647,6	171 206,3	201 549,6	223 075,1	210 340,9	222 018,9	280 707,7	219 717,2	229 440,1	241 665,1	258 742,6

ANNEXE 10 : SITUATION CONSOLIDÉE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS (en MBIF)

	2006		2008		2009		2010			2011			2012		
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
RESERVES	679,5	1 410,7	1 720,2	2 237,1	1 681,9	2 817,0	2 353,3	1 604,5	1 708,7	1 327,8	1 069,2	1 348,7	1 892,0	661,8	2 984,8
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	725,0	450,0	750,0	1 100,0	950,0	450,0	450,0	-	300,0	150,0	-	-	500,0	500,0	2 200,0
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	-	833,8	902,0	896,3	891,3	885,2	876,6	833,8	862,7	857,8	850,2	844,9	836,6	836,6	836,6
CREANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	4,3	615,9	657,0	621,2	579,8	593,2	142,9	523,1	465,5	420,2	261,8	617,2	882,9	779,4	693,3
CREANCES SUR L'ECONOMIE	21 270,0	29 491,5	34 518,9	35 578,4	38 074,3	44 424,4	47 506,9	49 963,7	53 534,2	55 871,7	57 418,7	56 915,0	58 004,7	61 069,2	60 089,2
-créances sur les sociétés à participation publique	413,3	342,7	763,5	641,3	709,3	734,3	920,6	616,5	614,6	996,6	967,6	946,8	915,4	882,9	838,4
-créances sur le secteur privé	20 856,7	29 148,8	33 755,4	34 937,1	37 365,0	43 690,1	46 586,3	49 347,2	52 919,6	54 875,1	56 451,1	55 968,2	57 089,3	60 186,3	59 250,8
AUTRES POSTES NETS	1 944,0	1 598,0	2 126,6	1 140,1	1 020,1	283,0	842,6	1 297,2	-238,7	-184,5	503,4	2 068,9	1 705,0	1 250,9	380,4
AVOIRS = ENGAGEMENTS	24 639,2	34 399,9	40 674,7	41 573,1	43 197,4	49 452,8	52 172,3	54 222,3	56 632,4	58 443,0	60 103,3	61 794,7	63 821,2	65 097,9	67 184,3
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	-	114,3	96,7	87,6	68,6	58,7	43,5	27,7	5,7	-	-	-	-
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE ETABL.FINANCIERS	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	4 274,2	8 345,0	11 783,1	11 843,4	11 913,4	14 902,4	17 581,0	14 269,6	12 767,7	13 567,6	14 468,3	13 822,8	15 328,5	15 328,5	16 141,5
DEPOTS ET EMPRUNTS	3 500,1	7 199,5	9 015,5	9 795,9	11 195,6	13 666,8	13 351,3	18 152,7	20 187,1	20 431,1	20 408,2	22 439,4	22 574,9	22 253,1	22 757,7
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A.L.T.	3 056,0	2 073,8	1 764,8	1 670,6	1 275,9	1 376,5	1 350,2	1 417,5	1 112,3	1 082,5	1 087,9	1 126,9	767,6	767,6	812,8
FONDS PROPRES	13 819,9	16 792,6	18 122,3	18 159,9	18 726,8	19 430,5	19 832,2	20 334,8	22 532,8	23 345,1	24 144,2	24 416,6	25 161,2	26 759,7	27 483,3

Annexes statistiques

ANNEXE 11 : SITUATION CONSOLIDÉE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	2008		2009		2010			2011			2012				
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre(p)	Mars	Juin	Septembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	152 940,8	166 988,2	153 009,7	94 718,6	67 808,1	139 432,8	138 958,5	102 373,0	44 012,1	62 202,0	53 209,5	3 406,9	26 175,0	27 174,5	
-Avoirs bruts	458 057,9	554 519,4	550 066,4	483 301,8	482 084,9	578 994,3	567 912,2	562 754,7	523 377,1	586 494,6	598 728,5	557 786,4	597 724,2	676 506,3	
-Engagements bruts à C.T.	-305 117,1	-387 531,2	-397 056,7	-388 583,2	-414 276,8	-439 561,5	-428 953,7	-460 381,7	-479 365,0	-524 292,6	-545 519,0	-554 379,5	-571 549,2	-649 331,8	
CREDIT INTERIEUR	478 481,4	604 698,2	591 381,0	653 177,3	737 416,3	747 685,6	741 422,7	820 137,1	877 965,2	945 190,7	877 706,4	969 287,0	948 727,7	1 037 620,7	
-Créances nettes sur l'Etat	177 858,5	253 943,0	221 768,2	242 549,9	286 923,2	293 236,3	256 389,0	276 439,3	289 498,1	343 493,1	259 290,8	292 576,1	259 402,4	356 456,0	
-Créances sur l'économie	300 622,9	350 755,2	369 612,8	410 627,4	450 493,1	454 449,3	485 033,7	543 697,8	588 467,1	601 697,6	618 415,6	676 710,9	689 325,3	681 164,7	
RESSOURCES = EMPLOIS	631 422,2	771 686,4	744 390,7	747 895,9	805 224,4	887 118,4	880 381,2	922 510,1	921 977,3	1 007 392,7	930 915,9	972 693,9	974 902,7	1 064 795,2	
ENGAGEMENTS EXIGIBLES	450 316,1	539 774,2	534 385,2	554 668,7	603 141,8	652 244,7	626 056,0	679 147,4	664 826,7	694 905,4	676 848,6	706 994,9	693 330,6	767 959,2	
- Circulation fiduciaire hors du système financier	112 622,5	120 909,2	109 450,5	131 106,6	132 528,8	139 095,7	132 470,8	154 703,8	151 379,6	153 200,2	147 334,9	164 756,8	162 836,0	173 866,6	
- Dépôts à vue	223 263,9	283 476,8	284 267,3	277 620,7	314 042,2	346 669,2	318 818,9	338 111,6	311 667,4	334 186,4	319 548,8	328 148,3	326 160,1	366 498,1	
- Quasi-monnaie	107 230,2	126 377,8	130 871,5	134 745,8	143 404,0	153 128,5	156 613,6	166 144,9	181 348,6	187 110,6	187 525,5	191 514,9	182 081,4	204 836,8	
- Engagements des établissements financiers	7 199,5	9 010,4	9 795,9	11 195,6	13 166,8	13 351,3	18 152,7	20 187,1	20 431,1	20 408,2	22 439,4	22 574,9	22 253,1	22 757,7	
DEPOTS A L'IMPORTATION	5 225,7	3 627,5	4 455,2	5 313,2	6 642,8	10 515,6	8 476,4	6 058,6	7 790,0	12 302,2	6 964,2	9 147,7	8 142,0	15 658,2	
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	8 345,0	11 788,2	11 843,4	11 913,4	15 402,4	17 581,0	14 269,6	12 767,7	13 567,6	14 468,3	13 822,8	13 328,5	15 328,5	16 141,5	
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES	-3 850,5	-1 514,1	-1 670,9	-5 590,0	-1 887,4	-4 254,5	2 532,5	87,5	-2 585,4	6 909,8	-1 234,7	-3 979,2	-1 943,2	-7 724,0	
FONDS PROPRES	159 209,0	185 620,3	182 907,7	194 021,6	199 842,3	219 256,7	231 111,2	243 752,3	255 672,8	264 562,4	267 169,5	281 120,3	304 279,2	319 739,4	
AUTRES POSTES NETS	12 176,9	32 390,3	12 470,1	-12 431,0	-17 917,5	-8 225,1	-2 064,5	-19 303,4	-17 294,4	16 622,0	-32 654,5	-35 918,3	-44 234,4	-46 979,1	

Annexes Statistiques

ANNEXE 12 : EVOLUTION DES CREDITS DU SYSTEME BANCAIRE

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai (en MBIF)	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne mensuelle(1)
2009													
I. CREDITS A COURT TERME	199 168,7	195 625,1	201 614,8	198 918,2	199 155,1	202 664,7	206 250,8	204 761,6	213 755,6	216 243,3	217 351,1	211 498,8	205 584,0
- Mobilisation des créances commerciales	2 467,1	2 874,6	2 755,1	2 027,4	1 654,8	2 130,7	3 126,4	3 078,2	3 224,9	4 609,0	4 999,0	5 721,7	3 222,4
- Crédits à l'exportation	20 935,3	14 418,7	11 276,8	6 249,8	3 173,1	6 04,8	5 100,0	8 931,9	6 915,6	6 147,5	4 753,7	2 961,4	7 622,4
- Crédits à l'importation après expédition	803,7	510,0	990,9	1 063,8	967,2	1 106,7	1 575,5	1 292,7	1 705,8	1 180,8	1 747,4	1 946,3	1 240,9
- Crédits de trésorerie	174 962,6	177 821,8	186 592,0	189 577,2	193 360,0	198 822,5	196 448,9	191 458,8	201 909,3	204 306,0	205 851,0	200 869,4	193 498,3
II. CREDITS A MOYEN TERME	72 763,8	75 384,4	77 570,9	79 887,4	83 650,2	87 548,3	90 438,2	94 572,7	96 199,4	100 597,4	105 729,0	110 708,0	89 587,5
- Habitat	11 431,1	13 042,4	12 117,2	13 364,3	12 988,8	12 745,2	13 059,3	13 699,3	14 408,2	14 759,5	15 333,5	15 338,8	13 524,0
- Equipement	61 332,7	62 342,0	65 453,7	66 523,1	70 661,4	74 803,1	77 378,9	80 873,4	81 791,2	85 837,9	90 395,5	95 369,2	76 063,5
III. CREDITS A LONG TERME	7 580,7	7 855,2	7 783,1	8 134,7	8 234,7	8 501,8	8 750,1	8 852,7	9 057,6	9 039,3	9 437,7	9 194,8	8 535,2
- Habitat	6 639,2	6 811,3	6 861,3	7 215,9	7 327,5	7 600,6	7 852,0	8 068,9	8 278,9	8 330,7	8 812,8	8 684,9	7 707,0
- Equipement	941,5	1 043,9	921,8	918,8	907,2	901,2	898,1	783,8	778,7	708,6	624,9	509,9	828,2
TOTAL	279 513,2	278 864,7	286 968,8	286 940,3	291 040,0	298 714,8	305 439,1	308 187,0	319 012,6	325 880,0	332 517,8	331 401,6	303 706,7
2010													
I. CREDITS A COURT TERME	206 619,5	214 178,4	224 254,0	226 425,6	231 625,3	251 328,0	268 038,9	275 981,1	280 762,7	284 137,6	271 816,5	273 985,4	250 746,1
- Mobilisation des créances commerciales	6 935,2	6 756,4	6 959,6	7 372,6	7 654,5	7 699,6	7 427,5	7 833,1	7 820,8	7 443,7	6 715,8	6 432,4	7 254,3
- Crédits à l'exportation	1 190,4	822,8	516,0	40,4	86,8	4 612,3	27 566,7	31 312,4	26 935,0	25 691,9	20 585,7	11 832,6	12 599,4
- Crédits à l'importation après expédition	2 238,6	2 128,6	2 580,6	2 459,2	2 349,5	2 182,2	1 901,8	1 278,6	1 104,3	1 715,4	2 057,8	1 895,9	1 991,0
- Crédits de trésorerie	196 055,3	204 470,6	214 197,8	216 553,4	221 534,5	236 833,9	231 142,9	235 557,0	244 902,6	249 286,6	242 457,2	253 824,5	228 901,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	110 537,5	112 083,0	113 587,0	118 776,0	119 755,6	126 186,2	126 363,4	130 447,5	134 366,5	133 992,7	143 641,2	142 867,4	126 050,3
- Habitat	15 624,8	16 252,1	17 043,6	17 702,0	17 989,5	19 470,5	20 124,5	21 008,0	21 316,9	22 569,9	22 186,8	36 563,9	20 654,4
- Equipement	94 912,7	95 830,9	96 543,4	101 074,0	101 766,1	106 715,7	106 238,9	109 439,5	113 049,6	111 422,8	121 454,4	106 303,5	105 396,0
III. CREDITS A LONG TERME	9 636,1	9 923,8	10 542,4	10 839,2	10 872,1	11 288,6	11 285,7	11 634,1	12 164,3	12 647,0	12 885,9	13 712,3	11 452,6
- Habitat	9 127,7	9 418,7	9 890,7	10 190,7	10 226,8	10 649,2	10 816,1	11 167,7	11 377,8	11 775,5	11 914,1	12 244,5	10 733,3
- Equipement	508,4	505,1	651,7	648,5	645,3	639,4	469,6	466,4	786,5	871,5	971,8	1 467,8	719,3
TOTAL	326 593,1	336 185,2	348 383,4	356 040,8	362 253,0	388 802,8	405 688,0	418 062,7	427 293,5	430 777,3	428 343,6	430 565,1	388 249,0
2011													
I. CREDITS A COURT TERME	277 861,4	283 784,1	290 735,0	294 745,6	310 203,3	334 697,2	349 911,3	369 963,5	377 047,4	391 476,1	396 803,9	390 864,4	339 007,8
- Mobilisation des créances commerciales	5 864,3	6 510,7	6 484,5	6 448,0	6 762,2	7 708,3	7 616,6	7 738,8	8 829,5	9 633,8	9 939,0	10 070,2	7 800,5
- Crédits à l'exportation	10 189,3	7 121,6	4 124,8	4 097,9	3 222,1	10 168,4	25 279,9	29 023,7	25 504,9	21 896,2	18 144,1	12 577,6	14 279,2
- Crédits à l'importation après expédition	2 041,5	2 079,1	2 657,3	2 737,4	3 038,2	2 816,0	2 407,4	2 472,4	1 452,2	1 689,6	1 484,2	1 824,6	2 225,0
- Crédits de trésorerie	259 766,3	268 072,7	277 468,4	281 462,3	297 180,8	314 004,5	314 607,4	330 728,6	341 260,8	358 256,5	367 236,6	366 392,0	314 703,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	139 634,8	146 545,6	152 794,6	156 235,2	159 696,5	162 015,6	163 256,8	161 733,0	162 090,2	161 798,9	164 471,6	156 091,0	157 197,0
- Habitat	26 224,8	27 047,3	27 774,2	27 765,7	27 786,9	28 445,4	29 890,5	30 423,8	30 484,4	30 805,1	30 078,8	29 936,7	28 888,6
- Equipement	113 410,0	119 498,3	125 020,4	128 469,5	131 909,6	133 570,2	133 366,3	131 309,2	131 605,8	130 993,8	134 392,8	126 154,3	128 308,4
III. CREDITS A LONG TERME	14 172,8	14 890,7	15 468,8	15 596,7	15 872,5	18 556,8	20 290,1	19 297,1	19 578,6	20 306,5	20 442,6	24 627,6	18 258,4
- Habitat	12 663,2	12 940,2	13 537,7	13 427,8	13 644,3	13 912,4	15 298,2	14 236,9	14 330,9	14 508,1	14 627,8	16 356,2	14 123,6
- Equipement	1 509,6	1 950,5	1 931,1	2 168,9	2 228,2	4 644,4	4 991,9	5 060,2	5 247,7	5 798,4	5 814,8	8 271,4	4 134,8
TOTAL	431 669,0	445 220,4	458 998,4	466 577,5	485 772,3	515 269,6	533 458,2	550 993,6	558 716,2	573 581,5	581 718,1	571 583,0	514 463,2
2012													
I. CREDITS A COURT TERME	383 611,4	381 516,4	393 942,0	398 930,2	421 234,7	435 262,3	435 637,1	448 763,0	445 218,0	450 765,5	450 246,0	423 907,0	422 419,5
- Mobilisation des créances commerciales	11 728,4	11 160,8	10 915,0	11 889,7	12 241,8	11 814,7	12 418,0	12 063,4	12 247,4	11 328,5	11 267,2	8 670,6	11 478,8
- Crédits à l'exportation	8 814,7	6 329,7	4 275,4	3 554,4	7 700,9	13 069,5	17 710,4	28 929,9	23 044,8	16 832,5	11 872,9	10 386,6	12 710,1
* après expédition	2 006,0	1 756,0	2 298,4	1 677,1	2 465,4	3 244,2	3 522,7	3 147,1	2 443,3	3 394,8	2 605,2	2 652,5	2 601,1
- Crédits de trésorerie	361 062,3	362 269,9	376 453,2	381 809,0	398 826,6	407 133,9	401 986,0	404 622,6	407 482,5	419 209,7	424 500,7	402 197,3	395 629,5
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 597,7	162 759,9	163 396,1	164 809,2	167 920,9	178 509,2	177 947,3	177 031,2	174 680,3	177 016,8	178 105,1	183 667,0	172 120,1
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 182,7	133 071,1	132 843,7	133 922,9	136 889,9	146 223,1	146 222,0	144 482,1	142 132,4	144 595,7	144 928,9	151 168,9	140 472,0
III. CREDITS A LONG TERME	27 335,5	27 253,9	28 062,6	28 120,0	28 998,1	27 947,5	28 228,5	32 890,0	32 989,7	31 574,0	31 739,3	37 408,0	30 212,3
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 420,8	15 789,8	15 789,8
- Equipement	11 090,3	11 051,1	12 846,3	12 847,0	13 528,6	12 637,7	12 846,7	16 971,6	17 150,1	15 594,2	15 519,0	20 987,2	14 422,5
TOTAL	570 544,6	571 530,2	585 400,7	591 859,4	618 153,7	641 719,0	641 812,9	658 684,2	652 888,0	659 356,3	660 090,4	644 982,0	624 751,8

(1): Moyenne par an des encours de fin de mois

ANNEXE 13 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES
(en p.c par an)

	2008		2009			2010			2011			2012		
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
COURT TERME	16,70	16,70	16,60	16,50	16,40	16,20	16,00	15,80	15,80	15,50	15,75	15,61	15,82	16,08
- Exportations	15,60	15,00	16,00	16,10	15,50	14,30	14,50	15,90	13,80	14,10	14,08	14,48	15,45	15,41
- Importations	16,20	14,50	14,70	14,60	14,70	16,80	14,10	14,20	13,60	12,30	11,75	11,54	11,48	11,76
- Trésorerie	16,90	16,80	16,60	16,60	16,50	16,30	15,90	15,80	16,00	15,60	15,58	15,68	15,92	16,17
- Autres	16,70	16,40	16,50	16,40	16,90	16,20	17,40	16,10	15,90	15,10	15,90	15,72	15,21	15,53
MOYEN TERME	16,50	16,00	15,30	15,20	15,10	15,20	14,90	14,80	14,80	14,00	14,70	14,71	14,72	14,65
- Habitat	17,50	16,20	15,70	15,80	15,60	16,20	15,60	15,20	15,40	15,30	13,28	13,14	13,31	13,17
- Equipement et divers	16,40	16,00	15,30	15,10	15,10	15,00	14,80	14,70	14,80	14,80	14,19	14,50	14,93	15,33
LONG TERME	15,10	13,10	12,00	12,60	12,40	12,10	12,20	14,00	14,10	14,80	13,96	14,13	14,51	14,92
- Habitat	10,00	10,70	9,30	11,10	11,60	11,10	11,30	13,60	13,20	13,30	13,28	13,14	13,31	13,27
- Equipement et divers	18,00	17,80	18,80	17,80	17,30	16,30	17,20	16,30	15,00	14,50	14,19	14,50	14,93	15,33
MOYENNE GENERALE	16,70	16,50	16,10	16,10	16,00	15,90	15,70	15,50	15,50	15,30	15,30	15,35	15,51	15,67

NEXE 14 : TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQU

(en p.c. par an)

	2008		2009		2010		2011			2012				
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
DEPOTS A VUE (1)	6,30	6,60	5,60	5,10	5,40	5,20	5,70	5,80	5,70	6,00	6,13	5,04	4,78	5,95
COMPTES SUR LIVRETS	7,30	7,00	6,70	7,00	7,00	7,00	7,00	7,10	7,10	7,10	7,00	7,33	7,27	7,24
DEPOTS A TERME	8,60	7,90	7,60	7,40	7,80	7,80	7,50	7,70	7,70	7,90	8,36	8,97	9,33	9,77
1 mois au plus	8,40	7,90	7,50	7,50	7,90	8,10	7,40	7,50	7,30	7,40	8,32	8,81	9,27	9,64
1 an au plus	8,90	7,90	7,70	7,40	7,50	7,50	7,30	7,40	7,60	7,90	8,10	8,96	9,33	9,83
2 ans au plus	6,90	6,90	6,10	7,10	8,90	9,00	9,00	9,40	8,60	9,60	9,55	9,68	9,77	10,21
plus de 2 ans	5,30	11,00	11,00	6,20	7,40	7,30	6,80	6,90	6,90	7,00	7,35	8,09	7,31	7,70
DEPOTS A PREAVIS	-	7,70	7,30	-	7,90	6,90	8,20	7,90	7,40	8,30	8,82	-	-	-
1 mois au plus	-	8,00	7,60	-	7,80	6,90	8,30	8,30	8,30	8,40	8,48	-	-	-
1 an au plus	-	7,60	-	-	7,90	-	8,10	8,10	8,40	8,40	9,19	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-	-	-	4,00	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	6,80	7,40	8,20	7,99	-	-	-
BONS DE CAISSE	9,00	9,40	9,10	8,60	8,70	8,70	8,90	10,00	10,20	10,20	9,30	11,10	10,85	11,17
1 mois au plus	9,30	9,70	9,10	8,90	9,10	9,70	9,00	10,20	10,30	10,40	9,49	11,50	10,12	11,50
1 an au plus	8,50	8,60	8,40	7,90	7,80	7,40	7,80	8,30	8,30	8,20	9,20	10,95	10,98	11,12
2 ans au plus	-	-	12,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-	-	-							
BONS D'EPARGNE	8,00	8,30	4,70	4,70	4,70	4,70	4,00	4,00	4,00	4,00	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	8,10	7,60	7,20	7,10	7,30	7,30	7,30	7,40	7,40	7,60	7,91	8,09	8,08	8,75

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Annexes statistiques

ANNEE 15 :IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	V : en MBIF									
		2008		2009		2010		2011		2012	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	Q	V	
02	Viandes	6	14,0	22	52,4	18	44,7	15	4	38,0	
03	Poissons	2	12,4	74	172,0	408	462,2	1273	2 279	2 774,3	
04	Produits laitiers	933	1 667,0	833	1 691,3	1 091	2 247,5	1 767	1 826	3 338,3	
07	Légumes	4 445	2 007,4	403	333,9	9 208	1 707,8	29 191	16 797	3 943,4	
08	Fruits	42	79,3	55	27,3	37	33,1	45	77	79,2	
100110	Froment et méteil			11 071	7 218,4		2 435,0	16 446	27 201	18 374,8	
1006	Riz pour la consommation	873	346,9	3 192	9 532,4	10 412	8 587,3	8 833	17 961	13 197,0	
1101	Farine de froment	1 887	1 510,3	3 557	1 797,2	7 205	3 524,4	4 194	5 818	5 079,9	
1107	Malt	11 242	14 415,6	12 685	15 598,5	14 319	12 493,9	17 199	17 356	19 073,2	
1209	Graines	4	50,8	7	213,9	16	358,3	17	11	38,0	
1302	Sucs et extraits végétaux	31	1 972,0	15	1 046,8	31	1 752,3	31	45	2 417,1	
1507 à 15	Huiles végétales	4 352	5 334,1	2 893	3 301,9	1 539	1 787,6	8 791	8 278	14 717,5	
1517	Margarine	219	497,8	275	533,1	130	373,6	162	147	492,5	
16	Préparations viandes et poissons	145	210,5	81	94,8	139	119,1	53	163	244,7	
17019110-991	Sucre cristallisé	6 137	5 407,7	5 901	5 735,4	13 564	15 257,7	9 825	11 036	16 288,2	
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	22	112,5	120	288,5	21	99,2	86	139	276,2	
1902	Pâtes alimentaires	154	88,4	234	142,3	3 134	150,9	127	520	423,7	
190530	Biscuits	457	487,5	391	387,8	543	499,4	923	1 021	1 157,1	
20	Préparations légumineuses	1 193	1 935,1	1 518	1 564,9	1 908	1 448,7	2 440	2 615	3 227,5	
21	Préparations alimentaires diverses	938	3 831,0	1 072	3 812,8	995	2 025,9	886	1 247	3 647,0	
2203	Bières	1 136	1 537,1	1 165	1 548,4	1 741	1 805,0	4 087	5 457	5 171,9	
2204	Vins	273	675,0	163	340,3	164	439,0	545	412	1 037,4	
2205	Vermouths	15	81,2	12	30,0	31	25,0	57	12	30,2	
2207 à 08	Boissons spiritueuses	502	732,2	1 014	1 213,1	1 534	1 299,7	451	2 519	3 125,2	
2401	Tabacs	374	844,3	496	1 109,5	557	2 065,6	524	691	3 674,6	
2501	Sel	1 941	367,4	1 879	315,9	10 678	1 876,4	23 896	24 058	3 981,7	
252329	Ciment portland	83 594	29 435,5	120 804	38 509,8	156 989	45 101,0	142 364	112 515	36 543,0	
27100012	Essence d'avion et kérosène	5 989	8 222,1	16 856	19 956,3	4 576	5 289,4	3 309	9 548	7 091,9	
27100014	Essence pour moteurs	24 706	37 544,9	16 028	18 072,8	37 169	46 166,6	38 426	48 811	99 736,6	
27100022	Pétrole lampant	1 477	2 131,6	6 543	6 436,9	2 842	3 513,8	5 817	2 278	5 141,3	
27100031	Gas oil et Fuel oil	40 733	57 003,1	23 751	24 704,1	49 247	61 041,5	65 299	49 281	99 403,0	
27100033	Huiles de graissage et lubrifiants	1 574	2 591,6	917	1 520,8	4 080	5 115,3	7 575	5 303	8 295,4	
2714 à 15	Asphaltes et mélanges bitumineux	6 414	5 740,2	3 381	4 753,3	2 645	3 365,3	9 656	2 491	9 423,1	
28	Produits chimiques inorganiques	3 133	3 322,8	3 958	5 389,4	2 993	2 473,6	4 422	6 510	5 900,4	
29	Produits chimiques organiques	287	947,7	375	2 577,0	592	1 620,7	442	487	2 282,1	
30	Produits pharmaceutiques	2 024	36 490,9	2 643	37 671,1	3 962	49 498,8	3 166	3 589	74 935,3	
31	Engrais	4 006	4 286,3	6 317	5 975,7	10 114	7 657,1	16 782	15 894	16 280,2	
32	Matières colorantes	1 781	2 677,1	1 802	2 715,8	2 468	3 737,1	3 023	3 282	7 441,7	
33	Produits de parfumerie	844	3 678,6	1 152	6 392,5	1 323	5 659,4	1 973	2 101	8 750,5	
3401 à 3405	Savons et produits d'entretien	1 529	2 628,7	1 408	2 309,4	1 649	2 145,9	2 059	2 143	3 872,8	
3605	Allumettes	78	39,7	15	11,4	32	25,1	55	96	152,8	
37	Produits photographiques et cinématographiques	35	213,0	36	129,0	36	118,4	19	33	176,3	
380810	Insecticides	86	250,1	57	361,4	31	124,1	-	1	0,3	
380840	Désinfectants	95	229,1	42	177,5	13	45,8	-	-	-	
39	Matières plastiques	3 013	6 682,0	4 014	8 550,1	5 806	11 593,0	7 249	9 027	23 063,7	
4011- 4013	Chambres à air et pneumatiques	1 914	7 891,0	1 602	6 231,2	1 872	6 552,3	1 998	1 933	10 325,5	
40	Autres ouvrages en caoutchouc	104	684,3	198	1 025,9	136	789,4	664	262	2 910,6	
42	Ouvrages en cuir	230	550,2	286	289,1	272	307,7	357	199	456,4	
44	Bois et ouvrages en bois	1 544	1 565,6	1 682	1 386,1	2 371	2 071,7	4 343	2 359	2 614,2	
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	3 769	6 935,2	3 839	7 804,9	5 027	8 912,9	6 216	7 591	17 226,6	
49	Livres, imprimés et images	455	3 375,2	628	4 102,6	540	5 732,2	890	1 206	18 482,4	
5206 à 12	Fils de coton conditionnés pour la vente	177	660,7	325	773,4	282	613,6	94	158	751,5	
5407 à 08	Tissus de coton	462	1 325,3	62	110,6	111	184,3	263	164	506,9	
5512 à 16	Fibranne (synthétiques discontinus)	482	904,5	852	1 054,1	845	3 510,6	989	1 010	3 022,7	
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	2	0,9	11	8,5	1	17,1	13	10	97,3	
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	206	310,7	328	559,5	634	895,6	1 087	870	4 100,9	
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	473	474,4	504	1 686,0	353	3 028,9	1 095	534	6 829,8	
6308 à 10	Fripierie	3 669	3 706,1	2 289	2 240,6	3 913	3 651,5	6 172	8 372	8 938,1	
64	Chaussures	1 376	1 381,8	1 162	959,8	1 519	3 724,1	2 532	1 878	3 429,1	
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	295	211,2	450	419,5	1 239	2 078,9	3 774	2 293	3 535,8	
69	Produits céramiques	4 802	2 997,1	7 112	3 562,9	8 966	4 501,5	12 123	10 925	8 082,9	
701098	Bouteilles	3 394	3 164,2	4 618	4 557,1	3 202	2 560,3	9 318	9 991	8 455,8	
70	Autres articles en verre	1 445	1 866,1	2 834	2 123,4	2 042	1 671,8	6 296	2 667	3 267,0	
72	Fonte, fer et acier	15 403	22 042,2	17 938	19 786,5	28 669	33 048,8	35 353	33 699	50 035,8	
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	4 573	10 662,0	6 861	15 134,0	9 682	15 915,5	12 140	11 659	30 207,8	
76	Ouvrages en aluminium	458	1 666,2	564	950,0	588	1 338,5	1 912	1 363	4 308,3	
82013010	Houes	293	1 073,9	599	737,1	797	1 229,7	1 211	572	917,7	
8201 à 07	Outils divers	751	796,2	401	902,1	187	1 228,7	32	538	1 424,9	
8212	Rasoirs et leurs lames	20	202,2	28	162,4	73	402,3	44	67	361,2	
8301	Serrures, verrous et cadenas	197	471,3	153	292,4	353	404,9	506	299	587,4	
83	Autres ouvrages en métaux communs	874	2 292,6	1 247	3 807,4	1 721	3 509,4	1 513	1 393	4 987,0	
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	4 055	47 579,8	3 087	33 101,6	3 745	33 087,1	6 154	5 130	68 410,6	
8501	Générateurs et transformateurs	158	875,9	83	429,4	81	333,3	253	177	8 659,7	
8506 à 07	Piles et accumulateurs électriques	1 536	2 787,8	1 364	2 799,2	1 240	3 323,7	2 634	1 733	6 590,7	
8525 à 29	Appareils de radio	575	12 909,7	980	23 190,0	645	7 448,7	612	476	4 275,7	
85	Autres appareils électriques	1 281	11 410,0	2 431	28 816,0	2 608	34 215,2	4 103	4 182	57 343,1	
8701	Tracteurs	4	5,8	55	394,5	127	581,0	550	160	8 659,7	
870231 à 03	Voitures automobiles	3 719	14 858,0	4 515	16 375,0	7 003	36 166,4	5 423	4 334	25 914,7	
8704	Camions	1 590	8 044,0	2 420	7 799,8	2 780	10 393,6	2 788	2 342	18 096,9	
8708	Pièces de rechange pour véhicules	510	6 370,5	864	6 730,2	1 012	9 200,2	908	824	10 212,0	
8711 à 14	Vélos, motos et leurs pièces	1 610	6 999,0	1 290	5 231,3	2 032	8 427,2	2 030	2 011	8 593,6	
87	Autres véhicules et pièces	473	1 110,9	410	815,2	463	1 393,6	731	920	3 820,6	
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	462	8 745,8	405	5 918,9	735	13 196,2	803	682	16 230,1	
92	Instruments de musique, d'enregistrement	12	26,3	23	34,1	11	172,9	62	56	532,3	
9401 à 04	Mobilier et literie	3 147	6 651,0	1 373	3 084,8	2 382	6 805,2	3 454	2 702	9 856,1	
95	Jouets et articles de sport	94	276,6	161	1 081,8	156	473,7	181	261	1 174,6	
9603	Brosses, pinceaux, balais	93	123,0	100	175,0	148	374,6	191	175	227,0	
9608	stylographes, crayons et craies	145	320,6	111	204,0	79	165,5	114	114	442,0	
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	62	99,4	48	81,8	48	73,9	75	90	214,4	
	Tous autres articles (1)	21 868	23 443,6	17 970	33 581,8	22 182	36 345,9	96 289	155 887	104 597,2	
TOTAL		307 483	477 781,3	353 490	494 828,6	494 987	626 271,3	681 790	705 348	1 084 053,6	

(1) : Non compris le courant électrique, la monnaie et les objets personnels.
Source : Office Burundais des Recettes (OBR).

ANNEXE 16: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en million de BIF et en Tonnes)

Structure	Période	2008		2009		2010		2011		2012	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:		211 971,0	216 428	206 922,7	260 621	278 822,4	362 883,0	457 743,5	483 150	497 552,4	485 579
10. Métallurgie		23 343,9	15 756	19 198,2	17 088	27 967,8	26 285	48 834,3	35 634	52 560,8	34 428
11. Agriculture et élevage		6 346,0	5 335	8 448,0	6 975	8 614,2	12 668	21 025,1	36 732	31 833,2	24 466
12. Alimentation		17 745,0	17 412	35 512,7	28 441	32 374,0	41 891	50 243,8	58 703	73 650,9	77 575
13. Textile		111,7	53	511,0	127	321,9	47	634,6	113	1 466,9	141
14. Construction		38 697,9	95 096	48 609,4	133 666	60 057,5	159 066	92 724,3	209 906	83 715,4	218 800
15. Bois		1 395,0	1 398	1 024,0	1 343	1 905,6	3 092	4 303,6	3 972	2 008,0	2 072
16. Papier		241,2	239	293,6	256	377,2	714	566,0	611	342,9	325
17. Cuir		3,3	4	47,3	44	47,7	42	26,8	25	42,8	25
18. Autres biens de production:		124 087,0	81 135	93 278,5	72 681	147 156,5	119 078,0	239 385,0	137 454	251 931,5	127 747
180.Chimiques		5 934,3	3 636	9 435,7	4 431	5 935,7	8 016	13 049,3	6 153	15 777,0	8 142
181.Combustibles solides		-	-	1,4	1	46,3	83	8,5	18	35,8	92
182. Huiles minérales		107 550,1	74 489	70 557,1	64 044	121 126,6	97 911	206 800,3	123 106	206 711,2	109 234
183. Autres		10 602,6	3 011	13 284,3	4 205	20 047,9	13 068	19 526,9	8 177	29 407,5	10 279
II. BIENS D'EQUIPEMENT:		130 118,2	20 189	143 762,1	23 446	168 259,9	38 625,0	227 973,6	36 588	243 885,6	29 233
20. Chaudières,engins mécaniques		47 579,8	4 055	33 466,2	3 164	45 585,8	11 381	84 047,4	7 554	94 428,9	7 697
21. Pièces et outillages		10 757,9	5 193	15 567,6	6 784	11 064,3	7 209	19 509,1	9 793	15 553,6	8 249
22. Matériel électrique		28 229,1	3 425	54 489,7	4 656	44 948,0	5 420	60 044,9	5 626	52 870,2	3 521
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport		34 092,8	6 818	33 792,7	8 068	53 484,8	12 366	45 493,5	10 115	60 922,0	8 483
24. Autres biens d'équipement		9 458,6	698	6 445,9	774	13 177,0	2 249	18 878,7	3 500	20 110,9	1 283
III. BIENS DE CONSOMMATION:		135 692,1	70 866	144 143,8	69 423	179 189,0	93 190,0	267 135,4	162 052	342 615,6	190 536
30. Durables:		55 130,0	26 306	54 489,6	24 338	87 658,8	34 658,0	113 714,5	45 961	135 146,7	38 862
300. Textiles		14 346,6	7 633	17 716,8	5 375	29 581,2	16 077	32 486,9	15 398	35 937,7	13 430
301. Véhicules		7 464,2	1 832	6 030,4	1 716	12 843,3	4 150	8 216,2	2 476	10 104,3	2 615
302. Autres		33 319,2	16 841	30 742,4	17 247	45 234,3	14 431	73 011,4	28 087	89 104,7	22 817
31. Non durables:		80 562,1	44 560	89 654,2	45 085	91 530,2	58 532,0	153 420,9	116 091	207 468,9	151 674
310. Alimentaires		31 451,8	36 029	35 001,4	40 163	31 710,1	43 758	60 408,7	101 426	91 170,5	134 627
311. Pharmaceutiques		36 538,6	2 032	40 662,3	1 137	43 181,3	3 784	65 261,7	3 191	74 528,9	3 527
312. Autres		12 571,7	6 499	13 990,5	3 785	16 638,8	10 990	27 750,5	11 474	41 769,5	13 520
TOTAL		477 781,3	307 483	494 828,6	353 490	626 271,3	494 698,0	952 852,5	681 790	1 084 053,6	705 348

ANNEXE 17 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE

V : en MBIF

Q : en tonnes (poids net)

	2008		2009		2010		2011		2012	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	26 749	141 017,6	28 481	137 451,6	29 122	138 093,6	59 434	246 384,1	70 973	284 135,4
1. Union Européenne	25 878	138 708,1	26 358	132 976,1	24 264	129 098,6	48 964	230 060,6	48 486	242 032,2
Belgique-Luxembourg	11 323	61 033,0	11 653	56 185,2	11 921	59 967,3	18 942	86 583,1	19 193	109 260,9
Allemagne	957	23 900,3	913	7 450,0	1 054	7 923,8	4 555	30 078,8	2 434	21 921,8
France	2 722	26 423,6	2 485	21 114,6	2 419	29 948,3	4 723	40 628,5	7 285	36 712,2
Royaume-Uni	2 005	4 974,8	2 617	4 787,2	1 363	6 369,4	6 843	20 818,0	2 237	9 501,6
Italie	6 106	7 530,6	3 028	15 799,9	3 103	6 618,6	7246	12 601,2	9140	18 859,7
Pays-Bas	1 282	5 894,0	1 470	4 995,3	1 970	5 142,0	2 342	7 610,3	3 321	12 351,8
Danemark	608	4 592,8	954	10 340,5	221	7 753,8	1 645	23 410,5	683	12 328,9
Irlande	1	119,8	-	-	6	231,0	20	15,0	50	223,4
Espagne	492	3 164,9	216	1 229,7	101	560,8	336	1 271,5	299	2 676,2
Grèce	21	125,9	53	669,1	23	65,8	25	130,9	31	278,9
Portugal	-	-	135	636,7	-	-	4	55,9	834	6 175,6
Autres pays de l'U.E.(1)	361	948,4	2 834	9 767,9	2 083	4 517,8	2 283	6 856,9	2 979	11 741,2
2. AUTRES	871	2 309,5	2 123	4 475,5	4 858	8 995,0	10 470	16 323,5	22 487	42 103,2
Suisse	220	1 479,4	767	2 300,6	597	3 850,2	4 620	9 289,3	6 927	15 468,2
Rép. Tchèque	-	-	-	-	6	96,1	-	-	277	1 721,7
Russie	312	355,3	733	746,2	2 082	2 533,9	450	432,1	1 160	1 345,2
Roumanie	43	137,6	18	97,2	28	103,3	29	99,8	38	151,8
Autres pays d'Europe	296	337,2	605	1 331,5	2 145	2 411,5	5 371	6 502,3	14 085	23 416,3
II. ASIE	109 525	196 453,0	96 491	190 746,7	153 858	293 905,3	189 624	376 761,6	178 089	400 893,8
Japon	4 419	19 617,5	2 418	18 027,8	12 616	47 035,0	8 467	26 443,1	4 473	25 756,4
Iran	991	1 599,2	1 346	3 793,1	52	91,4	2 467	3 769,4	771	1 080,8
Rép. Pop. de Chine	12 861	28 646,4	14 774	41 117,9	21 456	62 739,3	30 431	79 428,3	47 786	98 928,4
Union Indienne	6 362	20 085,7	6 917	24 255,5	8 128	31 712,5	20 849	51 979,9	29 244	86 076,4
Corée du Sud	153	844,5	356	1 217,6	267	771,8	258	1 163,7	251	1 140,2
Hong-Kong	137	877,1	65	3 687,1	64	2 183,5	137	2 126,2	122	1 528,7
Corée du Nord	37	83,3	118	576,8	173	488,0	32	116,0	43	219,3
Taiwan	6	20,7	13	47,2	16	93,5	97	125,2	70	313,5
Bangladesh	75	285,6	37	142,8	75	173,3	18	49,7	11	68,4
Pakistan	435	439,6	1 164	2 291,0	132	139,0	12 225	1 945,7	6 244	4 593,8
Arabie Saoudite	68 369	100 469,6	46 175	67 168,1	88 701	115 270,9	80 314	139 919,6	65 151	122 453,3
Autres pays d'Asie	15 680	23 483,8	23 108	28 421,8	22 178	33 207,1	34 329	69 694,8	23 923	58 734,6
III. AFRIQUE	167 998	133 170,5	217 010	149 294,7	303 748	181 836,3	403 858	276 610,9	420 779	338 738,5
R.D.C	46	360,3	248	784,8	349	996,8	5 184	6 680,2	4 932	7 364,3
Tanzanie	31 728	19 957,7	41 961	22 191,9	80 645	33 246,9	134 046	60 983,1	118 300	69 939,5
Kenya	24 766	35 881,4	28 711	41 701,0	32 158	38 088,3	51 610	57 972,1	65 404	65 423,5
Djibouti	-	-	-	-	118	340,9	15	23,3	72	403,5
Rwanda	5 283	3 733,2	3 230	2 225,3	9 807	3 094,0	25 962	7 578,5	45 872	15 393,4
Ouganda	81 156	40 869,8	85 017	40 703,9	60 096	35 526,7	66 941	52 315,4	70 643	61 642,3
Zambie	12 432	8 050,4	31 249	13 916,5	101 272	42 711,8	92 291	44 634,2	83 714	49 560,3
Zimbabwe	121	192,9	109	193,3	72	153,3	106	224,0	36	86,9
Malawi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R.S.A.(2)	4 107	12 346,8	3 266	7 006,3	5 244	9 841,6	12 566	23 603,0	18 794	42 211,3
Autres pays d'Afrique	8 359	11 778,0	23 219	20 571,7	13 987	17 836,0	15 137	22 597,1	13 012	26 713,5
IV. AMERIQUE	3 160	6 741,8	11 657	16 601,8	7 621	9 796,6	27 668	48 559,5	33 835	57 196,3
Etats-Unis	390	2 886,7	5 005	9 366,4	5 981	6 801,1	19 042	40 973,3	19 722	44 036,0
Canada	2 710	3 329,1	6 551	6 408,5	1 420	2 401,7	1 405	2 242,5	8 246	6 822,7
Autres pays d'Amérique	60	526,0	101	826,9	220	593,8	7 221	5 343,7	5 867	6 337,6
V. OCEANIE	52	397,9	98	733,9	638	2 630,3	1 205	4 534,5	1 672	3 089,6
Australie	1	286,8	11	389,5	54	58,7	91	401,8	246	487,8
Nouvelle Zélande	51	111,1	87	344,4	584	2 571,6	1 114	4 132,7	1 426	2 601,8
Pitcairn	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VI. DIVERS	...	0,2	-	-	...	9,2	1	1,9	-	-
TOTAL	307 484	477 781,0	353 737	494 828,7	494 987	626 271,3	681 790	952 852,5	705 348	1 084 053,6

(1): y compris les données relatives aux importations en provenance de l'Autriche et de la Suède à partir de Janvier 1995

(2): R.S.A: République d'Afrique du Sud

Source : Office Burundais des Recettes.

ANNEXE 18 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (*)

Q: en T (poids net)

V: en MBIF

	2008		2009		2010		2011		2012	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
PRODUITS PRIMAIRES	29 737	75 218,7	29 537	76 174,1	33 338	118 309,5	31 453	144 463,8	37 987,0	174 112,7
café marchand	15 883	47 184,2	17 114	48 733,0	20 661	85 814,3	17 447	95 281,9	23 309	100 998,7
coton	720	1 216,3	1 794	2 344,7	860	1 827,9	164	482,3	-	-
peaux brutes	2 283	3 704,8	2 273	2 335,1	3 019	3 994,5	3 090	7 714,9	3 272	9 552,4
thé	5 406	15 531,0	6 293	18 945,6	7 139	21 919,5	7 953	26 839,0	8 684	36 643,4
animaux vivants	3	-	0,6	-	-	-	-	1	0,9
poissons vivants	11	218,8	11	279,9	-	-	-	-	27	141,6
plantes vivantes	96	189,3	59	67,4	47	54,3	76	110,3	46	54,3
riz	-	-	10	65,2	-	-	-	-	-	-
écorces de quinquina	322	433,3	226	352,2	85	114,9	54	56,1	49	95,5
tabacs en feuilles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
autres	5 013	6 741,0	1 757	3 050,4	1 527	4 584,1	2 669	13 979,3	2 599	26 625,9
PRODUITS MANUFACTURES	8 495	7 362,5	8 269	7 987,3	5 660	6 287,0	16 023	11 886,6	14 313	20 190,9
limonades, eaux gazeuses	14	1,0	17	12,5	...	3,8	-	-	122,0	54,1
bouteilles en verre foncé	0	0,0	-	0,1	33	8,1	1	-	148	445,9
bières	4 299	1 821,9	2 959	1 596,4	3 700	2 222,4	6 459	2 802,0	5 548	3 837,7
cigarettes	294	1 796,4	267	1 773,6	239	1 685,4	225	1 646,3	468	4 002,3
chaussures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
tissus en coton	-	-	3	14,5	20	42,9	-	-	-	-
plaques en caoutchouc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sucre cristallisé	2 500	1 465,3	3 000	2 210,7	-	-	-	-	-	-
savons de ménage	1 014	1 079,6	1 301	1 625,5	1 289	1 600,4	4 040	5 231,8	5 571	7 987,1
autres (1)	374	1 198,3	722	754,0	379	724,0	5 298	2 206,5	2 456	3 863,8
TOTAL	38 232	82 581,2	37 806	84 161,4	38 998	124 596,5	47 476	156 350,4	52 300	194 303,6

(*) : FOB Bujumbura.

(1) : Non compris les objets personnels.

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) et l'Office du Thé du Burundi (OTB).

ANNEXE 19 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (*)

V : en MBIF
Q : en T (poids net)

	2008		2009		2010		2011		2012	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	17 607	52 116,4	14 704	46 993,0	19 840	82 380,6	17 766	102 824,3	22 882	111 223,0
1. Union Européenne	9 374	28 289,5	6 002	25 494,1	10 144	43 063,5	9 843	59 915,0	11 969	64 093,1
Belgique	952	4 239,0	2 908	7 837,4	3 561	14 278,2	3 164	21 666,3	2 006	14 448,9
Allemagne	778	2 009,5	1 372	3 811,4	759	2 846,3	856	3 945,8	2 279	10 102,9
France	193	600,1	338	846,2	183	618,3	491	1 831,9	167	571,0
Royaume-Uni	3 086	9 107,7	2 453	7 598,5	5 109	22 705,3	4 459	26 203,0	5 045	25 033,8
Italie	45	244,2	111	653,2	188	1 441,1	318	2 492,1	1 063	3 887,2
Pays-Bas	529	826,8	456	1 227,0	287	799,8	324	1 022,2	242	1 379,1
Espagne	-	-	5	18,4	-	-	7	314,9	-	0,0
Grèce	-	-	-	-	12	69,1	-	-	-	0,0
U.E. (1)	3 791	11 262,2	1 267	3 502,0	45	305,4	224	2 438,8	1 167	8 626,4
2. Autres	8 233	23 826,9	8 702	21 498,9	9 696	39 317,1	7 923	42 909,3	10 913	47 129,9
Russie	269	799,4	251	696,1	38	176,5	-	-	107	757,2
Suède	...	8,8	-	-	...	0,5	36	122,1	-	-
Suisse	7 964	23 018,7	8 451	20 802,8	9 658	39 140,1	7 887	42 787,2	10 806	46 372,7
II. ASIE	4 534	13 902,4	5 654	14 536,1	7 524	25 355,2	5 495	23 033,3	7 348	33 901,3
Japon	119	352,9	38	106,7	24	17,9	-	-	44	381,6
Union des Emirats Arabes	538	857,8	480	366,3	188	132,1	58	68,3	47	69,6
Oman	541	1 553,1	637	1 911,5	714	2 192,0	827	2 749,3	935	5 032,2
Singapour	278	827,0	393	1 078,3	1 811	8 746,8	218	1 515,6	912	4 368,7
Chine	341	2 463,3	1 022	1 799,6	940	2 885,4	235	4 690,6	1 034	9 495,1
Inde	-	-	-	-	85	153,4	180	590,0	33	135,6
Arabie Saoudite	-	-	18	52,3	192	267,8	-	-	-	0,9
Pakistan	2 717	7 848,3	3 066	9 221,4	3 570	10 959,8	3 977	13 419,5	4 341	14 350,5
Autres pays	-	-	-	-	-	-	-	-	2	67,1
III. AFRIQUE	15 027	13 709,7	11 884	14 663,7	11 150	15 096,7	23 801	27 933,4	21 844	48 076,3
RDC(2)	7 182	1 983,4	3 475	2 824,3	4 249	3 175,4	7 906	5 065,0	9 050	14 300,8
Tanzanie	28	11,6	1 282	824,8	244	340,7	227	177,2	1 322	1 857,0
Kenya	1 105	1 767,9	475	488,3	1 762	1 865,9	1 967	4 939,6	1 579	4 294,2
Rwanda	4 582	4 104,3	4 020	3 795,3	2 260	2 033,3	9 958	6 345,1	4 097	6 140,6
Zambie	1	2,6	-	-	19	79,3	1	4,8	5	45,8
Ouganda	777	1 950,6	1 133	2 313,7	831	2 122,3	1 744	4 636,6	3 422	10 837,5
République Sud-Africaine	1	6,6	24	6,4	-	-	10	55,4	116	1 254,2
Egypte	1 351	3 882,7	1 475	4 410,9	1 785	5 479,8	1 988	6 709,7	2 171	9 160,9
Autres pays	-	-	-	-	-	-	-	-	82	185,3
IV. AMERIQUE	205	651,9	584	1 323,1	2	1,8	136	903,2	194	834,1
Etats-Unis	115	380,1	215	506,2	...	0,2	116	764,1	117	718,1
Canada	90	271,8	369	816,9	2	1,6	20,0	139,1	77	116,0
Dominique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
V. OCEANIE	-	-	-	-	22	120	112	1 104	3	85,6
Australie	-	-	-	-	22	119,9	112	1 104,1	3	85,6
VI. DIVERS	816	2 200,8	3 526	6 645,6	460	1 642,3	166	552,1	29	183,3
TOTAL	38 189	82 581,2	36 352	84 161,5	38 998	124 596,5	47 476	156 350,4	52 300	194 303,6

(*) : FOB Bujumbura.

(1) : Produits expédiés vers l'Union Européenne sans que les pays de destination soient connus.

(2) : République Démocratique du Congo (ex-Zaïre).

Sources : Office Burundais des Recettes(OBR) et l'OTB .

ANNEXE 20 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en millions de BIF)

	2008	2009	2010	2011	2012
Position extérieure nette	-1 348 418,5	-365 651,2	-383 562,6	-539 670,8	-744 326,0
Avoirs	569 507,0	673 414,2	752 300,1	789 621,9	942 982,5
Investissements directs à l'étranger	3 058,4	3 058,4	3 058,4	3 058,4	3 058,4
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	237 321,5	272 877,8	326 497,7	383 852,9	456 048,5
crédits commerciaux	109 012,0	113 882,1	160 348,0	207 359,2	259 841,3
Monnaie fiduciaire et dépôts	125 768,9	155 769,0	162 923,0	173 267,0	192 980,5
Autres avoires	2 540,6	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7
Avoirs de réserve	329 127,1	397 478,0	422 744,0	402 710,6	483 875,6
Engagements	1 917 925,5	1 039 065,4	1 135 862,7	1 329 292,7	1 687 308,5
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	15 053,5	15 482,5	16 443,2	20 674,4	21 547,0
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 902 872,0	1 023 582,9	1 119 419,5	1 308 618,3	1 665 761,5
Crédits commerciaux	122 047,2	275 301,3	399 455,6	560 696,9	745 951,4
Prêts	1 743 052,0	709 089,7	680 339,2	707 977,6	879 706,3
Autorités monétaires	145 084,0	111 460,1	135 170,2	172 860,5	209 053,2
Administrations publiques	1 567 958,6	561 392,0	494 683,4	485 081,1	607 681,4
Banques	30 009,4	36 237,6	50 485,6	50 036,0	62 971,7
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	37 772,8	39 191,9	39 624,7	39 943,8	40 103,8

